

Troisième trimestre de 2024



Banque Royale du Canada – Résultats du troisième trimestre de 2024

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Le 1^{er} novembre 2023, nous avons adopté IFRS 17 *Contrats d'assurance* (IFRS 17). Les montants correspondants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment. Notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024 ainsi que notre document d'information financière complémentaire sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/investisseurs, et sur SEDAR+, à l'adresse sedarplus.com.

| | | | | |
|--|--|---|---|---|
| Bénéfice net 4,5 milliards de dollars <i>Hausse de 16 % d'un exercice à l'autre</i> | Bénéfice dilué par action⁽¹⁾ 3,09 \$ <i>Hausse de 13 % d'un exercice à l'autre</i> | Total de la DPPC⁽¹⁾ 659 millions de dollars <i>Ratio de la DPPC liée aux prêts⁽¹⁾ en baisse de 14 p.b.⁽¹⁾ d'un trimestre à l'autre</i> | RCP^{(1), (2)} 15,5 % <i>Hausse de 60 p.b. d'un exercice à l'autre</i> | Ratio CET1⁽¹⁾ 13,0 % <i>Supérieur au seuil réglementaire</i> |
| Bénéfice net ajusté⁽³⁾ 4,7 milliards de dollars <i>Hausse de 18 % d'un exercice à l'autre</i> | Bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ 3,26 \$ <i>Hausse de 15 % d'un exercice à l'autre</i> | Total de la CVPC⁽¹⁾ 6,2 milliards de dollars <i>Ratio de la CVPC liée aux prêts⁽¹⁾ en hausse de 1 p.b. d'un trimestre à l'autre</i> | RCP ajusté⁽³⁾ 16,4 % <i>Hausse de 100 p.b. d'un exercice à l'autre</i> | Ratio de liquidité à court terme⁽¹⁾ 126 % <i>Baisse par rapport à 128 % au trimestre précédent</i> |

TORONTO, le 28 août 2024 – La Banque Royale du Canada⁽⁴⁾ (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 4,5 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2024, soit une hausse de 626 millions, ou 16 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,09 \$, en hausse de 13 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine a été partiellement contrebalancée par le recul des résultats des secteurs Services de soutien généraux et Assurances. L'inclusion des résultats de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada)⁽⁵⁾ a fait croître le bénéfice net de 239 millions de dollars. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ de 4,7 milliards de dollars et le bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ de 3,26 \$ affichent une hausse respective de 18 % et de 15 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les résultats reflètent également l'incidence de l'élément spécifié lié aux coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (160 millions de dollars avant impôt et 125 millions après impôt au troisième trimestre de 2024; 110 millions avant impôt et 84 millions après impôt au troisième trimestre de 2023) et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (154 millions avant impôt et 116 millions après impôt au troisième trimestre de 2024; 81 millions avant impôt et 61 millions après impôt au troisième trimestre de 2023).

Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ s'est élevé à 6,0 milliards de dollars, en hausse de 820 millions, ou 16 %, par rapport à il y a un an. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait augmenter le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ de 412 millions de dollars. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ a progressé de 8 % par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la forte croissance moyenne des volumes dans le secteur Services bancaires canadiens. L'accroissement des revenus liés aux services tarifés du secteur Gestion de patrimoine qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes ainsi que l'augmentation des revenus constatée pour le secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement dans le secteur Marchés des Capitaux ont également contribué à cette progression. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation des charges découlant de la hausse de la rémunération variable par suite de l'amélioration des résultats de même que de nos investissements continus dans nos secteurs.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est accru de 14 %, reflétant l'amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Services de soutien généraux et Gestion de patrimoine, atténuée par les résultats inférieurs du secteur Marchés des Capitaux. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ a augmenté de 13 % par rapport à la période correspondante. Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ s'est accru de 3 %, la hausse des revenus ayant plus que neutralisé la croissance des dépenses. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 27 p.b., en baisse de 14 p.b., par rapport au trimestre précédent, reflétant en grande partie l'incidence, au trimestre précédent, de 9 p.b. découlant de la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs acquis dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établi à 26 p.b., en baisse de 4 p.b., par rapport au trimestre précédent.

Notre position de capital est demeurée forte, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 13,0 %, en hausse de 20 p.b. par rapport au trimestre précédent. Le 10 juin 2024, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto et le Bureau du surintendant des institutions financières avaient approuvé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, aux fins d'annulation, d'au plus 30 millions de nos actions ordinaires. Au troisième trimestre de 2024, nous avons racheté 0,5 million d'actions pour 73 millions de dollars.

« Nos résultats du troisième trimestre prouvent que RBC continue d'exercer ses activités sur la base de sa force stratégique et de sa solidité financière, affichant une forte croissance des revenus et une dynamique favorisée par l'excellence de son bilan, une position de capital robuste et une gestion des risques prudente. Grâce aux changements à l'équipe de haute direction et aux secteurs qui ont été annoncés récemment, RBC est mieux placée que jamais pour accélérer sa prochaine phase de croissance et offrir une valeur à long terme aux clients, aux collectivités et aux actionnaires. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada

| | Données présentées : | | Montants ajustés ⁽³⁾ : | |
|---|--|------------|--|------------|
| T3 2024 par rapport au T3 2023 | • Bénéfice net de 4 486 millions de dollars | ↑ 16 % | • Bénéfice net de 4 727 millions de dollars | ↑ 18 % |
| | • Bénéfice dilué par action de 3,09 \$ | ↑ 13 % | • Bénéfice dilué par action de 3,26 \$ | ↑ 15 % |
| | • RCP de 15,5 % | ↑ 60 p.b. | • RCP de 16,4 % | ↑ 100 p.b. |
| | • Ratio CET1 de 13,0 % | ↓ 110 p.b. | | |
| T3 2024 par rapport au T2 2024 | • Bénéfice net de 4 486 millions de dollars | ↑ 14 % | • Bénéfice net de 4 727 millions de dollars | ↑ 13 % |
| | • Bénéfice dilué par action de 3,09 \$ | ↑ 13 % | • Bénéfice dilué par action de 3,26 \$ | ↑ 12 % |
| | • RCP de 15,5 % | ↑ 100 p.b. | • RCP de 16,4 % | ↑ 90 p.b. |
| | • Ratio CET1 de 13,0 % | ↑ 20 p.b. | | |
| Cumul annuel 2024 par rapport au cumul annuel 2023 | • Bénéfice net de 12 018 millions de dollars | ↑ 13 % | • Bénéfice net de 12 991 millions de dollars | ↑ 8 % |
| | • Bénéfice dilué par action de 8,34 \$ | ↑ 10 % | • Bénéfice dilué par action de 9,03 \$ | ↑ 6 % |
| | • RCP de 14,4 % | ↑ 30 p.b. | • RCP de 15,6 % | ↓ 40 p.b. |
| | | | | |

- (1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024 pour une définition de ces mesures.
- (2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024.
- (3) Mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024.
- (4) Les expressions « nous », « notre », « la banque » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.
- (5) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé l'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada). Les résultats de HSBC Canada reflètent les revenus, la dotation à la provision pour pertes de crédit, les frais autres que d'intérêt et l'impôt sur le résultat liés aux activités et aux clients acquis, lesquels comprennent les actifs acquis, les passifs repris et les employés, à l'exception des actifs et des passifs liés aux activités de gestion de la trésorerie et des liquidités. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024.
- (6) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (4 486 millions de dollars au 31 juillet 2024; 3 950 millions au 30 avril 2024; 3 860 millions au 31 juillet 2023) avant impôt (887 millions au 31 juillet 2024; 976 millions au 30 avril 2024; 736 millions au 31 juillet 2023) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (659 millions au 31 juillet 2024; 920 millions au 30 avril 2024; 616 millions au 31 juillet 2023). Pour le trimestre clos le 31 juillet 2024, le bénéfice avant dotation et impôt exclusion faite des résultats de HSBC Canada de 5 620 millions de dollars correspond au bénéfice avant dotation et impôt de 6 032 millions, diminué du bénéfice net de 239 millions, de l'impôt sur le résultat de 90 millions et de la dotation à la provision pour pertes de crédit de 83 millions. Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Table des matières

| | | | | | |
|----|---|----|--|----|--|
| 1 | Faits saillants du troisième trimestre | 14 | Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR | 52 | Questions en matière de comptabilité et de contrôle |
| 2 | Rapport de gestion | 17 | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | 52 | Résumé des méthodes comptables et estimations |
| 2 | Mise en garde au sujet des déclarations prospectives | 19 | Gestion de patrimoine | 52 | Changements de méthodes comptables et d'informations à fournir |
| 3 | Vue d'ensemble et perspectives | 21 | Assurances | 53 | Contrôles et procédures |
| 3 | À propos de la Banque Royale du Canada | 22 | Marchés des Capitaux | 53 | Transactions entre parties liées |
| 4 | Faits saillants financiers et autres | 23 | Services de soutien généraux | 54 | Glossaire |
| 5 | Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives | 25 | Analyse des résultats trimestriels et des tendances | 57 | Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements |
| 7 | Principaux événements au sein de l'organisation | 26 | Situation financière | 58 | États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité) |
| 8 | Rendement financier | 27 | Bilans résumés | 64 | Notes annexes (non audité) |
| 8 | Vue d'ensemble | 28 | Arrangements hors bilan | 95 | Renseignements à l'intention des actionnaires |
| 14 | Résultats des secteurs d'exploitation | 31 | Gestion du risque | | |
| 14 | Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation | 36 | Risque de crédit | | |
| | | 31 | Risque de marché | | |
| | | 36 | Risque de liquidité et de financement | | |
| | | 46 | Gestion des fonds propres | | |

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2024 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2024. Le présent rapport de gestion, daté du 27 août 2024, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2023. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2023, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, SEDAR+, à l'adresse sedarplus.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. En outre, nos représentants peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, à l'incidence attendue de la transaction visant HSBC Canada, y compris les coûts de transaction et d'intégration, au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement, ainsi que l'efficacité de notre surveillance des risques, et comprennent les déclarations de notre président et chef de la direction et d'autres membres de la direction. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction et sont présentées afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision, nos objectifs et priorités stratégiques et notre performance financière attendue, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « laisser supposer », « chercher », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « s'engager », « cibler », « objectif », « planifier », « perspectives », « échéancier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables, y compris sous leur forme négative et toutes leurs variantes grammaticales, dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques de nature aussi bien générale que particulière qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier, nos objectifs environnementaux, sociaux ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent, entre autres, les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire, à la concurrence et aux modèles, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique, et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2023 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'habitation et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information et les cyberrisques et les risques liés aux tiers parties, l'incertitude géopolitique, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité et aux données, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, ainsi que sur notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur les risques de notre rapport annuel 2023 et dans la rubrique Gestion des risques du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels, ainsi que de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2023, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents. L'estimation des coûts de transaction et d'intégration a exigé que nous posions des hypothèses concernant les coûts liés aux activités de consolidation et d'intégration postérieures à la clôture. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2023 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 100 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos plus de 18 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

À l'heure actuelle, notre organisation est divisée en quatre secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux. À compter du quatrième trimestre de 2024, le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises se scindera en deux secteurs d'activité distincts : Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises. Avec ce changement, RBC Placements en Direct passera du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises à celui de Gestion de patrimoine. Ce changement sera reflété dans notre rapport annuel 2024.

Faits saillants financiers et autres

| (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages) | Aux ou pour les trimestres clos les | | | Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les | |
|---|-------------------------------------|-------------------|---------------------|--|---------------------|
| | 31 juillet 2024 (1) | 30 avril 2024 (1) | 31 juillet 2023 (2) | 31 juillet 2024 (1) | 31 juillet 2023 (2) |
| Total des revenus | 14 631 \$ | 14 154 \$ | 12 977 \$ | 42 270 \$ | 38 779 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 659 | 920 | 616 | 2 392 | 1 748 |
| Frais autres que d'intérêt | 8 599 | 8 308 | 7 765 | 25 231 | 22 754 |
| Bénéfice avant impôt | 5 373 | 4 926 | 4 596 | 14 647 | 14 277 |
| Bénéfice net | 4 486 \$ | 3 950 \$ | 3 860 \$ | 12 018 \$ | 10 673 \$ |
| Bénéfice net ajusté (3), (4) | 4 727 \$ | 4 198 \$ | 4 005 \$ | 12 991 \$ | 12 056 \$ |
| Secteurs – bénéfice net | | | | | |
| Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | 2 490 \$ | 2 051 \$ | 2 134 \$ | 6 602 \$ | 6 175 \$ |
| Gestion de patrimoine (5) | 862 | 769 | 663 | 2 237 | 2 212 |
| Assurances | 170 | 177 | 215 | 567 | 452 |
| Marchés des Capitaux (5) | 1 172 | 1 262 | 949 | 3 588 | 3 152 |
| Services de soutien généraux | (208) | (309) | (101) | (976) | (1 318) |
| Bénéfice net | 4 486 \$ | 3 950 \$ | 3 860 \$ | 12 018 \$ | 10 673 \$ |
| Données financières sommaires | | | | | |
| Bénéfice par action – de base | 3,09 \$ | 2,75 \$ | 2,73 \$ | 8,35 \$ | 7,56 \$ |
| – dilué | 3,09 | 2,74 | 2,73 | 8,34 | 7,55 |
| Bénéfice ajusté par action – de base (3), (4) | 3,26 | 2,92 | 2,83 | 9,04 | 8,56 |
| – dilué (3), (4) | 3,26 | 2,92 | 2,83 | 9,03 | 8,55 |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4), (6) | 15,5 % | 14,5 % | 14,9 % | 14,4 % | 14,1 % |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (3), (4) | 16,4 % | 15,5 % | 15,4 % | 15,6 % | 16,0 % |
| Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (6) | 112 100 \$ | 108 650 \$ | 101 450 \$ | 109 300 \$ | 99 400 \$ |
| Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (4) | 1,58 % | 1,50 % | 1,50 % | 1,50 % | 1,50 % |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations | 0,27 % | 0,41 % | 0,29 % | 0,35 % | 0,28 % |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations | 0,01 % | 0,11 % | 0,06 % | 0,06 % | 0,08 % |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations | 0,26 % | 0,30 % | 0,23 % | 0,29 % | 0,20 % |
| Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations | 0,58 % | 0,55 % | 0,38 % | 0,58 % | 0,38 % |
| Ratio de liquidité à court terme (4), (7) | 126 % | 128 % | 134 % | 126 % | 134 % |
| Ratio de liquidité à long terme (4), (7) | 114 % | 111 % | 112 % | 114 % | 112 % |
| Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (4), (8), (9) | | | | | |
| Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) | 13,0 % | 12,8 % | 14,1 % | 13,0 % | 14,1 % |
| Ratio de fonds propres de première catégorie | 14,5 % | 14,1 % | 15,4 % | 14,5 % | 15,4 % |
| Ratio du total des fonds propres | 16,3 % | 16,1 % | 17,3 % | 16,3 % | 17,3 % |
| Ratio de levier | 4,2 % | 4,2 % | 4,2 % | 4,2 % | 4,2 % |
| Ratio TLAC | 28,4 % | 27,5 % | 30,9 % | 28,4 % | 30,9 % |
| Ratio de levier TLAC | 8,3 % | 8,1 % | 8,5 % | 8,3 % | 8,5 % |
| Principales données figurant au bilan et autres renseignements (10) | | | | | |
| Total de l'actif | 2 076 107 \$ | 2 031 050 \$ | 1 959 063 \$ | 2 076 107 \$ | 1 959 063 \$ |
| Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable | 431 185 | 412 553 | 372 625 | 431 185 | 372 625 |
| Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts | 971 797 | 960 539 | 835 714 | 971 797 | 835 714 |
| Actifs liés aux dérivés | 115 659 | 130 199 | 115 914 | 115 659 | 115 914 |
| Dépôts | 1 361 265 | 1 327 603 | 1 215 671 | 1 361 265 | 1 215 671 |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 114 899 | 112 065 | 102 583 | 114 899 | 102 583 |
| Total de l'actif pondéré en fonction des risques (4), (8), (9) | 661 177 | 653 702 | 585 899 | 661 177 | 585 899 |
| Biens sous gestion (4) | 1 300 100 | 1 223 300 | 1 095 400 | 1 300 100 | 1 095 400 |
| Biens administrés (4), (11), (12) | 4 716 100 | 4 546 200 | 4 420 000 | 4 716 100 | 4 420 000 |
| Information sur les actions ordinaires | | | | | |
| Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base | 1 414 194 | 1 412 651 | 1 393 515 | 1 411 044 | 1 388 217 |
| – moyenne diluée | 1 416 149 | 1 414 166 | 1 394 939 | 1 412 644 | 1 389 857 |
| – à la fin de la période | 1 413 666 | 1 414 304 | 1 394 997 | 1 413 666 | 1 394 997 |
| Dividendes déclarés par action ordinaire | 1,42 \$ | 1,38 \$ | 1,35 \$ | 4,18 \$ | 3,99 \$ |
| Rendement de l'action (4) | 3,9 % | 4,1 % | 4,2 % | 4,2 % | 4,1 % |
| Ratio de distribution (4) | 46 % | 50 % | 50 % | 50 % | 53 % |
| Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (13) | 154,28 \$ | 133,19 \$ | 130,73 \$ | 154,28 \$ | 130,73 \$ |
| Capitalisation boursière (TSX) (13) | 218 100 | 188 371 | 182 368 | 218 100 | 182 368 |
| Renseignements généraux liés aux activités | | | | | |
| Nombre d'employés (équivalent temps plein) | 96 165 | 94 480 | 93 753 | 96 165 | 93 753 |
| Nombre de succursales | 1 344 | 1 348 | 1 257 | 1 344 | 1 257 |
| Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB) | 4 426 | 4 447 | 4 353 | 4 426 | 4 353 |
| Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (14) | 0,730 | 0,734 | 0,750 | 0,736 | 0,744 |
| Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période | 0,724 | 0,727 | 0,758 | 0,724 | 0,758 |

(1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats de nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.

(2) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023. Pour plus de détails sur l'incidence de l'adoption d'IFRS 17, y compris la description des méthodes comptables sélectionnées, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(3) Il s'agit de mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

(5) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2023, nous avons déplacé les activités de prêt des Services aux investisseurs de notre secteur Gestion de patrimoine à notre secteur Marchés des Capitaux. Par conséquent, les résultats correspondants du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(6) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(7) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

(8) Les ratios de fonds propres et l'actif pondéré en fonction des risques sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, le ratio de levier l'est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme, et le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Les périodes closes le 31 juillet 2024 et le 30 avril 2024 reflètent l'adoption des cadres révisés de rajustement de la valeur de crédit et du risque de marché, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} novembre 2023. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

(9) Comme le BSIF n'exige pas le retraitement des chiffres des périodes précédentes, l'adoption d'IFRS 17 n'a eu aucune incidence sur les fonds propres réglementaires, l'actif pondéré en fonction des risques, les ratios de fonds propres, le ratio de levier, la TLAC disponible et les ratios TLAC pour les périodes antérieures au 1^{er} novembre 2023.

(10) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(11) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et de 6 milliards (16 milliards et 6 milliards au 30 avril 2024; 13 milliards et 7 milliards au 31 juillet 2023).

(12) Les montants correspondants au 31 juillet 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(13) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.

(14) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 27 août 2024

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexacts, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Le contexte économique a montré des signes d'amélioration dans la zone euro et au Royaume-Uni, mais il a continué de s'affaiblir au Canada. L'inflation a également poursuivi son ralentissement dans les pays développés, notamment aux États-Unis où les pressions inflationnistes se sont réintensifiées au début de l'année civile 2024. De manière générale, la croissance du PIB aux États-Unis est demeurée robuste, mais la conjoncture des marchés de l'emploi s'est essoufflée. Le nombre de postes vacants continue de diminuer et le taux de chômage augmente graduellement. La Banque du Canada et la Banque centrale européenne ont toutes deux réduit leurs taux d'intérêt en juin, et la Banque d'Angleterre leur a emboîté le pas en août. La Réserve fédérale américaine devrait annoncer une première réduction des taux avant la fin du troisième trimestre civil de 2024. Bien que les taux d'intérêt commencent à baisser, ils demeurent élevés et freinent la croissance économique. Le ralentissement de la croissance du PIB devrait persister dans la plupart des pays développés au cours du deuxième semestre de l'année civile 2024.

Canada

Le PIB du Canada devrait avoir progressé de 1,4 %¹ au deuxième trimestre civil de 2024, après s'être accru de 1,7 %¹ au premier trimestre civil de 2024. Dans un contexte de croissance démographique rapide, la production par habitant a encore diminué au cours du premier semestre de l'année civile 2024. Le taux de chômage s'est accru de 0,9 % par rapport à il y a un an, atteignant 6,4 % en juillet, et il devrait augmenter davantage pendant la deuxième moitié de l'année civile 2024, alors que les taux d'intérêt plus élevés continuent de faire croître le coût du service de la dette des ménages. L'affaiblissement du contexte économique indique que l'inflation ralentira encore pour se rapprocher du taux cible de 2 % de la Banque du Canada. En juin, la Banque du Canada a abaissé le taux de financement à un jour pour la première fois en plus de quatre ans, puis une deuxième fois en juillet, dans un contexte de réduction des pressions inflationnistes. Cependant, les taux d'intérêt restent à des niveaux suffisamment élevés pour ralentir la croissance du PIB. Ce ralentissement et l'affaiblissement de la conjoncture des marchés de l'emploi devraient persister, ce qui laisse présager d'autres réductions graduelles des taux d'intérêt par la Banque du Canada au cours du deuxième semestre de l'année civile 2024.

États-Unis

Le PIB des États-Unis s'est accru de 2,8 %¹ au deuxième trimestre de l'année civile 2024, après une hausse de 1,4 %¹ au premier trimestre de l'année civile 2024. Ces taux de croissance sont encore élevés, mais légèrement inférieurs aux augmentations enregistrées au cours du deuxième semestre de l'année civile 2023. Les marchés de l'emploi ont montré d'autres signes de ralentissement. Le taux de chômage demeure faible, mais a augmenté à 4,3 % en juillet, en hausse de 0,8 % par rapport à il y a un an. Dans l'ensemble, la demande de main-d'œuvre aux États-Unis a encore ralenti, le nombre de postes vacants ayant diminué et la croissance des salaires ayant continué de décélérer au cours de la dernière année civile. Les pressions inflationnistes se sont atténuées de façon plus marquée de mai à juillet, après avoir montré des signes d'accélération au premier trimestre de l'année civile 2024. La croissance du PIB devrait ralentir, mais demeurer positive au cours du deuxième semestre de l'année civile 2024. Conjugué à une tendance à la baisse de l'inflation, le contexte économique affaibli devrait engendrer une réduction graduelle des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine, la première réduction de la cible de taux des fonds fédéraux étant prévue en septembre.

Europe

Le PIB de la zone euro s'est accru de 0,3 % au deuxième trimestre de l'année civile 2024, après avoir progressé de 0,3 % au premier trimestre de l'année civile 2024. Les taux de chômage demeurent très bas dans tous les pays de la zone euro, où l'inflation a continué de ralentir, mais demeure élevée. La Banque centrale européenne devrait encore réduire les taux d'intérêt après avoir abaissé le taux des dépôts en juin. Le PIB du Royaume-Uni a augmenté de 0,6 % au deuxième trimestre de l'année civile 2024, suivant une hausse de 0,7 % au premier trimestre de l'année civile 2024. Les tendances inflationnistes ont continué de s'atténuer, mais leur ralentissement accuse un retard par rapport aux autres pays développés, tout particulièrement en ce qui a trait à l'inflation liée aux services. La conjoncture des marchés de l'emploi s'est également essoufflée, le nombre de postes vacants ayant diminué et le taux de chômage ayant augmenté. La Banque d'Angleterre devrait continuer à abaisser graduellement le taux d'escompte après une première réduction en août.

Marchés financiers

Les rendements des obligations d'État ont diminué, certaines banques centrales des pays développés ayant déjà commencé à abaisser leurs taux d'intérêt. Un ralentissement de l'inflation aux États-Unis après une nouvelle accélération au début de l'année civile laisse entendre que la Réserve fédérale procédera à une première réduction des taux d'intérêt avant la fin du troisième trimestre de l'année civile 2024. Les marchés boursiers ont été instables au cours des dernières semaines, mais demeurent à leur niveau le plus élevé, ou s'en approchent, les signes de ralentissement de la croissance économique aux États-Unis étant contrebalancés par les attentes quant aux réductions de taux d'intérêt prochaines de la Réserve fédérale. En moyenne, les prix du pétrole ont augmenté au cours de l'année civile 2024. À l'échelle mondiale, les prix d'autres marchandises ont reculé par rapport aux sommets atteints pendant la pandémie, au cours de l'année civile 2022.

¹ Taux annualisé

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2023 et dans les mises à jour figurant ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

En juillet 2024, le Fonds monétaire mondial prévoyait une croissance mondiale de 3,2 % pour l'année civile 2024, conformément à ses prévisions d'avril. Il subsiste toutefois des incertitudes importantes qui soulèvent des risques pour les perspectives économiques à l'échelle mondiale, notamment en ce qui concerne les défis posés par le resserrement de la politique monétaire, y compris la persistance de l'inflation dans le secteur des services, qui compense la désinflation dans d'autres secteurs, ce qui augmente la perspective que les taux d'intérêt demeurent élevés plus longtemps dans certaines économies; les tensions géopolitiques grandissantes, comme le conflit entre la Russie et l'Ukraine, le conflit au Moyen-Orient et les tensions entre la Chine et Taïwan et l'Occident; l'escalade des tensions commerciales qui pourrait faire augmenter le coût des marchandises importées et nuire à la désinflation; les élections à venir, y compris celle de novembre aux États-Unis, qui pourraient entraîner des changements dans les politiques économiques, commerciales et étrangères; des préoccupations économiques croissantes en Chine, principalement dans le secteur d'activité de l'immobilier, qui pourraient avoir une incidence sur la croissance mondiale; les événements météorologiques extrêmes; les politiques budgétaires potentiellement restrictives en réponse à l'endettement élevé des pays et la possible réémergence de l'instabilité du secteur financier, alors que les banques doivent composer avec une réforme réglementaire aux États-Unis. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendre l'incertitude à l'échelle mondiale.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence, la publication pour toutes les échéances restantes relativement au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) a cessé le 28 juin 2024. Par conséquent, nous avons cessé d'accorder des prêts fondés sur des acceptations bancaires. Au 31 juillet 2024, et conformément à notre plan de transition, notre exposition aux instruments financiers au taux CDOR et aux taux d'intérêt essentiellement semblables au taux CDOR ne revêt plus d'importance dans le cadre de nos états financiers résumés.

Budgets 2023 et 2024 du gouvernement du Canada

La *Loi d'exécution de l'énoncé économique de l'automne 2023* (l'énoncé économique), présentée sous l'appellation Projet de loi C-59 et déposée par le gouvernement du Canada, a reçu la sanction royale et a été adoptée le 20 juin 2024. L'énoncé économique comprend des mesures fiscales, notamment, sous réserve de certaines exceptions, le refus de la déduction pour dividendes reçus après le 31 décembre 2023 par les institutions financières sur les actions de sociétés résidant au Canada lorsque ces actions sont, aux fins fiscales, des biens évalués à la valeur de marché ou des biens à évaluer, ainsi qu'un nouvel impôt de 2 % sur la valeur nette des rachats d'actions de plus de 1 million de dollars applicable à certaines sociétés ouvertes, à compter du 1^{er} janvier 2024. L'adoption de la loi n'a pas eu d'incidence significative pour le troisième trimestre de 2024.

La *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2024* (la loi d'exécution du budget), présentée sous l'appellation Projet de loi C-69 et déposée par le gouvernement du Canada, a reçu la sanction royale et a été adoptée le 20 juin 2024. La loi d'exécution du budget comprend la *Loi sur l'impôt minimum mondial*, qui intègre aux lois canadiennes certaines mesures relatives au plan à deux piliers de l'Organisation de coopération et de développement économiques visant à lutter contre l'érosion de l'assiette fiscale et le transfert du bénéficiaire, y compris l'imposition d'un impôt des sociétés minimum de 15 % sur les bénéfices de certaines grandes multinationales (deuxième pilier). Certains autres pays où RBC exerce ses activités ont également adopté la loi sur le deuxième pilier. La *Loi sur l'impôt minimum mondial* et les dispositions législatives sur le deuxième pilier correspondantes à l'étranger entreront en vigueur pour notre exercice ouvert le 1^{er} novembre 2024. Pour plus de détails, se reporter à la note 10 des états financiers résumés.

Activité réglementaire liée aux changements climatiques

Le 20 mars 2024, le BSIF a publié une mise à jour de la ligne directrice B-15 *Gestion des risques climatiques*. La ligne directrice énonce les attentes à l'égard de la gestion et de la divulgation des risques liés au climat pour les institutions financières fédérales (IFF) et vise à aider les IFF à accroître leur résilience à l'égard de ces risques et à améliorer la gestion de ceux-ci. La ligne directrice mise à jour comporte des exigences supplémentaires d'informations à fournir liées au climat conformément à IFRS S2 et s'appliquera à l'exercice qui sera clos en 2024. Nous continuons de travailler à répondre aux exigences d'ici la date d'entrée en vigueur.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces changements et d'autres faits nouveaux qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques portant sur les risques de notre rapport annuel 2023. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques portant sur la gestion du risque et des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024.

Principaux événements au sein de l'organisation

Banque HSBC Canada

Le 28 mars 2024, nous avons finalisé l'acquisition de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada). L'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada) nous donne l'occasion d'améliorer nos activités existantes conformément à nos objectifs stratégiques et de mieux nous positionner comme la banque de choix pour les clients commerciaux ayant des besoins à l'international, les nouveaux arrivants au Canada et les clients connectés du monde entier. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à compter de la date de clôture et comprennent nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.

La contrepartie totale en trésorerie de 15,5 milliards de dollars comprenait 13,5 milliards pour 100 % des actions ordinaires de HSBC Canada, 2,1 milliards pour les actions privilégiées et les titres d'emprunt subordonnés qui sont détenus directement ou indirectement par HSBC Holdings plc, (0,5) milliard pour le règlement de relations préexistantes avec HSBC Canada et 0,4 milliard pour le montant supplémentaire accumulé entre le 30 août 2023 et la date de clôture de la transaction. Ce montant supplémentaire a été calculé en fonction du prix d'achat entièrement au comptant des actions ordinaires de HSBC Canada de 13,5 milliards de dollars et selon le taux canadien des opérations de pension à un jour. Dans le même ordre d'idées, en vertu d'un mécanisme de prix fixe, le bénéfice de HSBC Canada pour la période allant du 30 juin 2022 à la date de clôture de la transaction est revenu à RBC et a été reflété dans l'actif net acquis à la clôture. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

Comme les justes valeurs des actifs et des passifs financiers à taux fixe de HSBC Canada sont sensibles aux variations des taux d'intérêt du marché, les hausses de taux d'intérêt avant la clôture auraient réduit la juste valeur nette des actifs et passifs financiers qui seraient acquis, ce qui aurait pour effet d'augmenter le goodwill comptabilisé à la clôture et de réduire nos ratios de fonds propres. Pour gérer ce risque, nous avons annulé la désignation de certains swaps de taux d'intérêt dans des relations de couverture des flux de trésorerie de telle sorte que les profits (pertes) liés à l'évaluation à la valeur de marché ont été comptabilisés en bénéfice net plutôt que dans les autres éléments du résultat global pour atténuer la volatilité du ratio de fonds propres de clôture. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, nous avons comptabilisé des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché de 222 millions de dollars dans les revenus autres que d'intérêt – autres au titre des swaps et de 91 millions dans le revenu net d'intérêt au titre du reclassement de montants qui étaient auparavant inscrits dans les autres éléments du résultat global, deux éléments qui sont traités comme des éléments spécifiés et reflétés dans notre secteur Services de soutien généraux. Après la clôture, nous avons de nouveau désigné ces swaps de taux d'intérêt dans des relations de couverture des flux de trésorerie. Les résultats ajustés excluant les éléments spécifiés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Le tableau ci-après détaille l'incidence de la transaction visant HSBC Canada sur notre secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et sur nos résultats consolidés et reflète les revenus, la dotation à la provision pour pertes de crédit, les frais autres que d'intérêt et l'impôt sur le résultat liés aux activités et aux clients acquis, qui comprennent les actifs acquis, les passifs repris et les employés, à l'exception des actifs et des passifs liés aux activités de gestion de la trésorerie et des liquidités (résultats de HSBC Canada).

| | Pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 | | | | | |
|---|---|---------------|-----------------|--------------------------------|---------------|-----------------|
| | Résultats sectoriels – Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | | | Résultats consolidés | | |
| | Exclusion faite de HSBC Canada | HSBC Canada | Total | Exclusion faite de HSBC Canada | HSBC Canada | Total |
| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | |
| Revenu net d'intérêt | 4 503 \$ | 549 \$ | 5 052 \$ | 6 758 \$ | 569 \$ | 7 327 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 1 569 | 104 | 1 673 | 7 145 | 159 | 7 304 |
| Total des revenus | 6 072 | 653 | 6 725 | 13 903 | 728 | 14 631 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 520 | 87 | 607 | 576 | 83 | 659 |
| Frais autres que d'intérêt | 2 423 | 292 | 2 715 | 8 283 | 316 | 8 599 |
| Bénéfice avant impôt | 3 129 | 274 | 3 403 | 5 044 | 329 | 5 373 |
| Impôt sur le résultat | 837 | 76 | 913 | 797 | 90 | 887 |
| Bénéfice net | 2 292 \$ | 198 \$ | 2 490 \$ | 4 247 \$ | 239 \$ | 4 486 \$ |

| | Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 | | | | | |
|---|---|---------------|-----------------|--------------------------------|---------------|------------------|
| | Résultats sectoriels – Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | | | Résultats consolidés | | |
| | Exclusion faite de HSBC Canada | HSBC Canada | Total | Exclusion faite de HSBC Canada | HSBC Canada | Total |
| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | |
| Revenu net d'intérêt | 12 948 \$ | 720 \$ | 13 668 \$ | 19 534 \$ | 748 \$ | 20 282 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 4 702 | 139 | 4 841 | 21 763 | 225 | 21 988 |
| Total des revenus | 17 650 | 859 | 18 509 | 41 297 | 973 | 42 270 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit (1) | 1 706 | 289 | 1 995 | 2 092 | 300 | 2 392 |
| Frais autres que d'intérêt | 7 101 | 381 | 7 482 | 24 816 | 415 | 25 231 |
| Bénéfice avant impôt | 8 843 | 189 | 9 032 | 14 389 | 258 | 14 647 |
| Impôt sur le résultat | 2 378 | 52 | 2 430 | 2 559 | 70 | 2 629 |
| Bénéfice net | 6 465 \$ | 137 \$ | 6 602 \$ | 11 830 \$ | 188 \$ | 12 018 \$ |

(1) Les données pour le poste Résultats sectoriels – Services bancaires aux particuliers et aux entreprises comprennent une dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux actifs financiers productifs acquis de 186 millions de dollars, dont une tranche de 181 millions est liée aux prêts productifs acquis. Les résultats consolidés comprennent la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux actifs financiers productifs acquis de 200 millions de dollars, dont une tranche de 193 millions est liée aux prêts productifs acquis.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023

Le bénéfice net s'est dégagé à 4 486 millions de dollars, en hausse de 626 millions, ou 16 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,09 \$, ayant progressé de 0,36 \$, ou 13 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 15,5 %, contre 14,9 % il y a un an. Notre ratio CET1 s'est élevé à 13,0 %, en baisse de 110 p.b. sur un an.

Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 4 727 millions de dollars, en hausse de 722 millions, ou 18 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 3,26 \$, ayant augmenté de 0,43 \$, ou 15 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 16,4 %, en hausse par rapport à 15,4 % un an plus tôt.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, qui a été partiellement contrebalancée par le recul des résultats des secteurs Services de soutien généraux et Assurances.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le bénéfice net s'est chiffré à 4 486 millions de dollars, en hausse de 536 millions, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,09 \$, en hausse de 0,35 \$, ou 13 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 15,5 %, en hausse par rapport à 14,5 % au trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,0 % a augmenté de 20 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice net ajusté de 4 727 millions de dollars s'est accru de 529 millions, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté a atteint 3,26 \$, en hausse de 0,34 \$, ou 12 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 16,4 %, en hausse par rapport à 15,5 % au trimestre précédent.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, qui a été partiellement contrebalancée par le recul du bénéfice du secteur Marchés des Capitaux. Les résultats de la période considérée reflètent également l'incidence moindre des éléments spécifiés liés à la transaction visant HSBC Canada dans le secteur Services de soutien généraux.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est chiffré à 12 018 millions de dollars, en hausse de 1 345 millions, ou 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 8,34 \$, en hausse de 0,79 \$, ou 10 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 14,4 %, en hausse par rapport à 14,1 % à l'exercice précédent.

Le bénéfice net ajusté de 12 991 millions de dollars a bondi de 935 millions, ou 8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté a atteint 9,03 \$, en hausse de 0,48 \$, ou 6 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 15,6 %, en baisse par rapport à 16,0 % à l'exercice précédent.

Notre bénéfice a augmenté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des résultats dans tous nos secteurs d'exploitation. Les résultats de l'exercice précédent reflétaient l'incidence du Dividende pour la relance du Canada (DRC) et des autres ajustements fiscaux connexes, qui ont été traités comme un élément spécifié et pris en compte dans le secteur Services de soutien généraux. Les résultats de la période considérée reflètent également l'incidence accrue des éléments spécifiés liés à la transaction visant HSBC Canada dans le secteur Services de soutien généraux.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Résultats ajustés

Les résultats ajustés excluent les éléments spécifiés, ainsi que l'incidence après impôt de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les résultats ajustés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

| | Pour les trimestres clos | | Pour les périodes de neuf mois closes |
|--|--------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|
| | T3 2024 par rapport au T3 2023 | T3 2024 par rapport au T2 2024 | T3 2024 par rapport au T3 2023 |
| (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action) | | | |
| Augmentation (diminution) : | | | |
| Total des revenus | 182 \$ | 49 \$ | 263 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | (1) | – | 2 |
| Frais autres que d'intérêt | 114 | 33 | 171 |
| Impôt sur le résultat | (1) | (2) | (1) |
| Bénéfice net | 70 | 18 | 91 |
| Incidence sur le bénéfice par action | | | |
| De base | 0,05 \$ | 0,01 \$ | 0,06 \$ |
| Dilué | 0,05 | 0,01 | 0,06 |

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

| | Pour les trimestres clos | | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|--|--------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------------------------|-----------------------|
| | le 31 juillet 2024 | le 30 avril 2024 | le 31 juillet 2023 | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 |
| (moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1) | | | | | |
| Dollar américain | 0,730 | 0,734 | 0,750 | 0,736 | 0,744 |
| Livre sterling | 0,572 | 0,583 | 0,592 | 0,581 | 0,601 |
| Euro | 0,676 | 0,682 | 0,690 | 0,681 | 0,690 |

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

| | Pour les trimestres clos | | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|---|--------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------------------------|---------------------------|
| | le 31 juillet 2024 | le 30 avril 2024 | le 31 juillet 2023 (1) | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (1) |
| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | | | | | |
| Revenu d'intérêt et de dividende | 27 090 \$ | 25 754 \$ | 22 834 \$ | 78 453 \$ | 62 489 \$ |
| Charge d'intérêt | 19 763 | 19 131 | 16 548 | 58 171 | 43 902 |
| Revenu net d'intérêt | 7 327 \$ | 6 623 \$ | 6 286 \$ | 20 282 \$ | 18 587 \$ |
| Marge nette d'intérêt | 1,58 % | 1,50 % | 1,50 % | 1,50 % | 1,50 % |
| Résultat des activités d'assurance | 214 \$ | 203 \$ | 149 \$ | 604 \$ | 566 \$ |
| Résultat des placements d'assurance (2) | 28 | 59 | 151 | 228 | 92 |
| Revenus tirés des activités de négociation | 507 | 633 | 485 | 1 944 | 1 984 |
| Commissions de gestion de placements et de services de garde | 2 382 | 2 257 | 2 099 | 6 824 | 6 238 |
| Revenus tirés des fonds communs de placement | 1 151 | 1 067 | 1 034 | 3 248 | 3 049 |
| Commissions de courtage en valeurs mobilières | 413 | 431 | 362 | 1 232 | 1 100 |
| Frais bancaires | 587 | 557 | 529 | 1 698 | 1 551 |
| Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils | 676 | 734 | 472 | 2 016 | 1 442 |
| Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation | 292 | 287 | 289 | 841 | 1 044 |
| Revenus sur cartes | 324 | 291 | 334 | 941 | 938 |
| Commissions de crédit | 405 | 434 | 342 | 1 234 | 1 078 |
| Profits nets sur les titres de placement | 28 | 59 | 27 | 157 | 191 |
| Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées | (57) | 18 | (37) | (27) | 4 |
| Autres | 354 | 501 | 455 | 1 048 | 915 |
| Revenus autres que d'intérêt | 7 304 | 7 531 | 6 691 | 21 988 | 20 192 |
| Total des revenus | 14 631 \$ | 14 154 \$ | 12 977 \$ | 42 270 \$ | 38 779 \$ |
| Information supplémentaire sur les activités de négociation | | | | | |
| Revenu net d'intérêt (3) | 475 \$ | 403 \$ | 510 \$ | 1 222 \$ | 1 165 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 507 | 633 | 485 | 1 944 | 1 984 |
| Total des revenus tirés des activités de négociation | 982 \$ | 1 036 \$ | 995 \$ | 3 166 \$ | 3 149 \$ |

- (1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.
- (2) Les résultats retraités de 2023 pourraient ne pas être entièrement comparables à ceux de la période considérée, car nous ne gérons pas nos portefeuilles d'actifs et de passifs conformément aux dispositions d'IFRS 17.
- (3) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023

Le total des revenus a augmenté de 1 654 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde, des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils et des revenus tirés des fonds communs de placement a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été atténués par la baisse du résultat des placements d'assurance et des autres revenus. L'incidence du change a compté pour 182 millions de dollars de l'augmentation des revenus. L'inclusion des revenus de HSBC Canada a ajouté 728 millions de dollars au total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 1 041 millions de dollars, ou 17 %, dont une tranche de 569 millions reflète l'inclusion du revenu net d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 472 millions de dollars, ou 8 %, est en grande partie attribuable à l'élargissement des écarts et à la croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens.

La marge nette d'intérêt s'est accrue de 8 p.b. par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'acquisition de HSBC Canada, y compris le cumul des ajustements de la juste valeur, ainsi que de la hausse des taux d'intérêt et des changements dans la composition des produits du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les pressions concurrentielles sur les prix dans le secteur Services bancaires canadiens et une augmentation des coûts de financement du secteur Marchés des Capitaux.

Le résultat des placements d'assurance a diminué de 123 millions de dollars, ou 81 %, ce qui reflète essentiellement la baisse de la sinistralité favorable liée aux placements. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent ne sont pas entièrement comparables, car nous ne gérons pas nos portefeuilles d'actifs et de passifs conformément aux dispositions d'IFRS 17.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 283 millions de dollars, ou 13 %, ce qui est attribuable essentiellement à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont progressé de 117 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'augmentation de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients et des ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, et de la hausse des soldes des fonds communs de placement ayant entraîné une augmentation des frais de placement dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont progressé de 204 millions de dollars, ou 43 %, en raison principalement de l'augmentation des originations de titres de créance en Amérique du Nord.

Les autres revenus ont fléchi de 101 millions de dollars, ou 22 %, en raison principalement des variations de la juste valeur de certains instruments dans nos portefeuilles d'activités autres que de négociation.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le total des revenus a augmenté de 477 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt et des commissions de gestion de placements et de services de garde. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des autres revenus et des revenus tirés des activités de négociation. L'inclusion des revenus de HSBC Canada a ajouté au total des revenus 728 millions de dollars au troisième trimestre de 2024 et 245 millions au deuxième trimestre de 2024, étant donné que le trimestre considéré comprend les revenus pour un trimestre complet.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 704 millions de dollars, ou 11 %, dont une tranche de 390 millions reflète l'inclusion du revenu net d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 314 millions de dollars, ou 5 %, est en grande partie attribuable à la croissance moyenne des volumes, au fait que le trimestre considéré comptait deux jours de plus et à un élargissement des écarts du secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus tirés des activités de négociation ont diminué de 126 millions de dollars, ou 20 %, du fait essentiellement du recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis, contrebalancé en partie par l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation principalement en Europe.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 125 millions de dollars, ou 6 %, ce qui est attribuable essentiellement à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés.

Les autres revenus ont fléchi de 147 millions de dollars, ou 29 %, ce qui tient en grande partie aux variations de la juste valeur de certains instruments dans nos portefeuilles d'activités autres que de négociation et à l'incidence, au trimestre précédent, de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada, qui a été traitée comme un élément spécifié. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 3 491 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde, des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils et des revenus tirés des fonds communs de placement a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation. L'incidence du change a compté pour 263 millions de dollars de l'augmentation des revenus. L'inclusion des revenus de HSBC Canada a ajouté 973 millions de dollars au total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a grimpé de 1 695 millions de dollars, ou 9 %, dont une tranche de 748 millions reflète l'inclusion du revenu net d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 947 millions de dollars, ou 5 %, est en grande partie attribuable à l'élargissement des écarts et à la croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde se sont accrues de 586 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont augmenté de 199 millions de dollars, ou 7 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, et de la hausse des soldes des fonds communs de placement ayant entraîné une augmentation des frais de placement dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont grimpé de 574 millions de dollars, ou 40 %, en raison surtout de la hausse des originations de titres de créance dans toutes les régions et de l'intensification des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions.

Les revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, ont diminué de 203 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement du recul des revenus par suite de la vente des activités de RBC Investor Services®.

Dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Pour les trimestres clos | | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|---|--------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------------------------|-----------------------|
| | le 31 juillet 2024 | le 30 avril 2024 | le 31 juillet 2023 | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 |
| Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | 70 \$ | 243 \$ | 2 \$ | 462 \$ | 266 \$ |
| Gestion de patrimoine | (16) | (19) | 64 | (62) | 90 |
| Marchés des Capitaux | (11) | 19 | 54 | 18 | 110 |
| Services de soutien généraux et autres ⁽²⁾ | (1) | 1 | – | 1 | – |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs | 42 | 244 | 120 | 419 | 466 |
| Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | 541 \$ | 511 \$ | 303 \$ | 1 538 \$ | 867 \$ |
| Gestion de patrimoine | 32 | 46 | 38 | 116 | 106 |
| Marchés des Capitaux | 50 | 115 | 158 | 326 | 324 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux | 623 | 672 | 499 | 1 980 | 1 297 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts | 665 | 916 | 619 | 2 399 | 1 763 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments ⁽³⁾ | (6) | 4 | (3) | (7) | (15) |
| Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit | 659 \$ | 920 \$ | 616 \$ | 2 392 \$ | 1 748 \$ |
| La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit : | | | | | |
| Prêts de détail | 32 \$ | 107 \$ | (1)\$ | 276 \$ | 230 \$ |
| Prêts de gros | 10 | 137 | 121 | 143 | 236 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs | 42 | 244 | 120 | 419 | 466 |
| Prêts de détail | 407 | 396 | 270 | 1 162 | 758 |
| Prêts de gros | 216 | 276 | 229 | 818 | 539 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux | 623 | 672 | 499 | 1 980 | 1 297 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts | 665 \$ | 916 \$ | 619 \$ | 2 399 \$ | 1 763 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations | 0,27 % | 0,41 % | 0,29 % | 0,35 % | 0,28 % |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations | 0,26 % | 0,30 % | 0,23 % | 0,29 % | 0,20 % |

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée dans les secteurs Services de soutien généraux et Assurances.

(3) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments inclut les montants liés aux titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières et achetées.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 43 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été contrebalancée en partie par la baisse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a diminué de 2 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a reculé de 78 millions de dollars, ou 65 %, en raison essentiellement des changements favorables dans la pondération de nos scénarios, ce qui a été contrebalancé en partie par des changements défavorables dans nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 124 millions de dollars, ou 25 %, en raison surtout de l'augmentation des dotations dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, contrebalancée partiellement par la diminution des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a fléchi de 261 millions de dollars, ou 28 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la baisse des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a diminué de 14 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a reculé de 202 millions de dollars, ou 83 %, ce qui découle en grande partie de la hausse des dotations constituées au trimestre précédent en raison de la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a diminué de 49 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la diminution des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, contrebalancée en partie par l'augmentation des dotations dans notre portefeuille du secteur Services bancaires canadiens dans quelques secteurs d'activité, y compris celui de l'immobilier et autres.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 644 millions de dollars, ou 37 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été contrebalancée en partie par la baisse des dotations des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 7 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a diminué de 47 millions de dollars, ou 10 %, en raison surtout des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques et de la pondération de nos scénarios, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada et les changements défavorables dans la qualité du crédit principalement dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a bondi de 683 millions de dollars, ou 53 %, en raison surtout de la hausse des dotations du secteur Services bancaires canadiens.

Frais autres que d'intérêt

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Pour les trimestres clos | | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|---|--------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------------------------|---------------------------|
| | le 31 juillet 2024 | le 30 avril 2024 | le 31 juillet 2023 (1) | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (1) |
| Salaires | 2 310 \$ | 2 145 \$ | 2 160 \$ | 6 533 \$ | 6 239 \$ |
| Rémunération variable | 2 246 | 2 161 | 1 816 | 6 490 | 5 653 |
| Avantages du personnel et conservation du personnel | 615 | 606 | 545 | 1 826 | 1 650 |
| Rémunération fondée sur des actions | 235 | 179 | 243 | 811 | 645 |
| Ressources humaines | 5 406 | 5 091 | 4 764 | 15 660 | 14 187 |
| Matériel | 629 | 615 | 611 | 1 863 | 1 769 |
| Frais d'occupation | 443 | 441 | 409 | 1 291 | 1 218 |
| Communications | 342 | 358 | 321 | 1 021 | 917 |
| Honoraires | 547 | 697 | 591 | 1 868 | 1 479 |
| Amortissement des autres immobilisations incorporelles | 426 | 373 | 369 | 1 151 | 1 114 |
| Autres | 806 | 733 | 700 | 2 377 | 2 070 |
| Frais autres que d'intérêt | 8 599 \$ | 8 308 \$ | 7 765 \$ | 25 231 \$ | 22 754 \$ |
| Ratio d'efficacité (2) | 58,8 % | 58,7 % | 59,8 % | 59,7 % | 58,7 % |
| Ratio d'efficacité ajusté (3) | 56,6 % | 56,0 % | 58,4 % | 56,9 % | 57,6 % |

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023

Les frais autres que d'intérêt sont en hausse de 834 millions de dollars, ou 11 %, sur un an, dont une tranche de 316 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 518 millions de dollars, ou 7 %, est principalement attribuable à la hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus et à l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 58,8 %, soit une baisse de 100 p.b. en regard de 59,8 % un an plus tôt. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 56,6 %, soit une baisse de 180 p.b. par rapport à 58,4 % un an auparavant.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 291 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent. L'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada a fait croître les frais autres que d'intérêt de 217 millions de dollars, étant donné que le trimestre considéré comprend les frais autres que d'intérêt pour un trimestre complet. La juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée pour l'essentiel dans les autres revenus, a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui sont traités comme un élément spécifié.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 58,8 %, soit une hausse de 10 p.b. par rapport à 58,7 % pour le trimestre précédent. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 56,6 %, soit une hausse de 60 p.b. par rapport à 56,0 % pour le trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt ont grimpé de 2 477 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, dont une tranche de 415 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 2 062 millions de dollars, ou 9 %, est principalement attribuable à la hausse des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui sont traités comme un élément spécifié, ainsi qu'à la hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 59,7 %, soit une hausse de 100 p.b. par rapport à 58,7 % pour l'exercice précédent. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 56,9 %, soit une baisse de 70 p.b. par rapport à 57,6 % pour l'exercice précédent.

Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Pour les trimestres clos | | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|---|--------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------------------------|---------------------------|
| | le 31 juillet 2024 | le 30 avril 2024 | le 31 juillet 2023 (1) | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (1) |
| Impôt sur le résultat | 887 \$ | 976 \$ | 736 \$ | 2 629 \$ | 3 604 \$ |
| Bénéfice avant impôt | 5 373 | 4 926 | 4 596 | 14 647 | 14 277 |
| Taux d'imposition effectif | 16,5 % | 19,8 % | 16,0 % | 17,9 % | 25,2 % |
| Résultats ajustés (2), (3) | | | | | |
| Impôt sur le résultat ajusté | 960 \$ | 1 037 \$ | 782 \$ | 2 910 \$ | 2 647 \$ |
| Bénéfice avant impôt ajusté | 5 687 | 5 235 | 4 787 | 15 901 | 14 703 |
| Taux d'imposition effectif ajusté | 16,9 % | 19,8 % | 16,3 % | 18,3 % | 18,0 % |

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Il s'agit de mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023

La charge d'impôt a augmenté de 151 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôt, atténuée par l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. La charge d'impôt ajustée a grimpé de 178 millions de dollars, ou 23 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 50 p.b. pour s'établir à 16,5 %, du fait principalement de l'incidence nette du montant des ajustements fiscaux au trimestre correspondant de l'exercice précédent, laquelle a été atténuée par l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. Le taux d'imposition effectif ajusté a progressé de 60 p.b. pour s'établir à 16,9 %.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

La charge d'impôt a diminué de 89 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. La charge d'impôt ajustée a reculé de 77 millions de dollars, ou 7 %.

Le taux d'imposition effectif a fléchi de 330 p.b. pour s'établir à 16,5 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. Le taux d'imposition effectif ajusté a diminué de 290 p.b. pour s'établir à 16,9 %.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

La charge d'impôt a fléchi de 975 millions de dollars, ou 27 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes, facteur qui avait été traité comme un élément spécifié à l'exercice précédent. La charge d'impôt ajustée a augmenté de 263 millions de dollars, ou 10 %.

Le taux d'imposition effectif a diminué de 730 p.b. pour s'établir à 17,9 %, du fait principalement de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes susmentionnés. Le taux d'imposition effectif ajusté a augmenté de 30 p.b. pour s'établir à 18,3 %.

Pour plus de détails sur les éléments spécifiés, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2023, nous avons révisé prospectivement notre méthode d'attribution des fonds propres de manière à inclure la répartition de la dette entre nos secteurs d'exploitation, et afin que nos processus d'attribution suivent davantage l'évolution des exigences relatives aux fonds propres réglementaires. La méthode que nous utilisons pour attribuer les fonds propres à nos secteurs d'exploitation vise à mesurer de façon constante les coûts économiques et à les harmoniser avec les avantages et risques sous-jacents aux activités de chaque secteur d'exploitation, et fournit ainsi une mesure du rendement uniforme pour l'ensemble de nos secteurs d'exploitation, ce qui aide la direction à établir la répartition des ressources en tenant compte d'autres facteurs. Pour le secteur Assurances, l'attribution des fonds propres demeure inchangée et continue d'être établie en fonction du capital économique, celui-ci devant être pleinement diversifié.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2023.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le capital attribué moyen pour la période. Pour chaque secteur, exception faite du secteur Assurances, la moyenne du capital attribué tient compte du capital et du levier nécessaires pour contrer les divers risques et montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles et d'autres déductions réglementaires. Pour le secteur Assurances, l'attribution des fonds propres est fondée sur le capital économique, celui-ci devant être pleinement diversifié.

L'attribution des fonds propres suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Pour plus de détails sur les modifications apportées à notre méthode d'attribution des fonds propres, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'exploitation que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Pour les trimestres clos | | | | | | | le 30 avril 2024 | le 31 juillet 2023 |
|--|--|---------------------------|------------|--------------------------|------------------------------|----------|----------|------------------|--------------------|
| | le 31 juillet 2024 | | | | | | Total | | |
| | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises (1) | Gestion de patrimoine (1) | Assurances | Marchés des Capitaux (1) | Services de soutien généraux | Total | | | |
| Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires | 2 446 \$ | 840 \$ | 168 \$ | 1 141 \$ | (218)\$ | 4 377 \$ | 3 881 \$ | 3 800 \$ | |
| Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3), (4) | 44 150 | 23 350 | 2 000 | 32 150 | 10 450 | 112 100 | 108 650 | 101 450 | |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (5) | 22,0 % | 14,3 % | 33,6 % | 14,1 % | n.s. | 15,5 % | 14,5 % | 14,9 % | |

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Pour les périodes de neuf mois closes | | | | | | | le 31 juillet 2023 |
|--|--|---------------------------|------------|--------------------------|------------------------------|-----------|-----------|--------------------|
| | le 31 juillet 2024 | | | | | | Total (2) | |
| | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises (1) | Gestion de patrimoine (1) | Assurances | Marchés des Capitaux (1) | Services de soutien généraux | Total | | |
| Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires | 6 517 \$ | 2 190 \$ | 564 \$ | 3 522 \$ | (1 013)\$ | 11 780 \$ | 10 499 \$ | |
| Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3), (4) | 37 000 | 22 850 | 2 050 | 31 400 | 16 000 | 109 300 | 99 400 | |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (5) | 23,5 % | 12,8 % | 36,5 % | 15,0 % | n.s. | 14,4 % | 14,1 % | |

- (1) Depuis le 1^{er} novembre 2023, notre méthode d'attribution des fonds propres intègre les exigences de levier afin d'attribuer les fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails sur les changements apportés à notre méthode d'attribution des fonds propres, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.
- (3) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.
- (4) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.
- (5) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.
- n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR (dont les ratios hors PCGR) sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2024 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 30 avril 2024. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Résultats ajustés

Nous sommes d'avis que la communication de résultats ajustés ainsi que de certaines mesures et certains ratios qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés décrits ci-après et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition améliore la comparabilité avec les périodes précédentes et permet au lecteur de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes.

Nos résultats de toutes les périodes présentées ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- Les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada.

Nos résultats de la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 et du trimestre clos le 30 avril 2024 ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- La gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.

Nos résultats de la période de neuf mois close le 31 juillet 2023 ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- Le DRC et les autres ajustements fiscaux connexes : cela reflète l'incidence du DRC et l'augmentation du taux d'imposition des sociétés canadiennes de 1,5 % applicable à l'exercice 2022, déduction faite des ajustements au titre de l'impôt différé, qui ont été annoncés dans le budget 2022 du gouvernement du Canada et adoptés au premier trimestre de 2023.

Résultats consolidés, montants présentés et ajustés

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos résultats présentés et de nos résultats ajustés et illustre le calcul des mesures ajustées présentées. Les résultats et mesures ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

| (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres d'actions et les pourcentages) | Aux ou pour les trimestres clos les | | | Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les | |
|---|-------------------------------------|------------------|------------------------|--|------------------------|
| | 31 juillet 2024 | 30 avril 2024 | 31 juillet 2023 (1) | 31 juillet 2024 | 31 juillet 2023 (1) |
| Total des revenus | 14 631 \$ | 14 154 \$ | 12 977 \$ | 42 270 \$ | 38 779 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 659 | 920 | 616 | 2 392 | 1 748 |
| Frais autres que d'intérêt | 8 599 | 8 308 | 7 765 | 25 231 | 22 754 |
| Bénéfice avant impôt | 5 373 | 4 926 | 4 596 | 14 647 | 14 277 |
| Impôt sur le résultat | 887 | 976 | 736 | 2 629 | 3 604 |
| Bénéfice net | 4 486 \$ | 3 950 \$ | 3 860 \$ | 12 018 \$ | 10 673 \$ |
| Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires | 4 377 \$ | 3 881 \$ | 3 800 \$ | 11 780 \$ | 10 499 \$ |
| Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers) | 1 414 194 | 1 412 651 | 1 393 515 | 1 411 044 | 1 388 217 |
| Bénéfice de base par action (en dollars) | 3,09 \$ | 2,75 \$ | 2,73 \$ | 8,35 \$ | 7,56 \$ |
| Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers) | 1 416 149 | 1 414 166 | 1 394 939 | 1 412 644 | 1 389 857 |
| Bénéfice dilué par action (en dollars) | 3,09 \$ | 2,74 \$ | 2,73 \$ | 8,34 \$ | 7,55 \$ |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2) | 15,5 % | 14,5 % | 14,9 % | 14,4 % | 14,1 % |
| Taux d'imposition effectif | 16,5 % | 19,8 % | 16,0 % | 17,9 % | 25,2 % |
| Total des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net (avant impôt) | 314 \$ | 309 \$ | 191 \$ | 1 254 \$ | 426 \$ |
| Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (3), (4) | 160 | 358 | 110 | 783 | 177 |
| Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (3), (5) | – | (155) | – | 131 | – |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (6) | 154 | 106 | 81 | 340 | 249 |
| Total de l'impôt sur le résultat au titre des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net | 73 \$ | 61 \$ | 46 \$ | 281 \$ | (957) \$ |
| Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (3) | 35 | 76 | 26 | 158 | 42 |
| Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (3), (5) | – | (43) | – | 36 | – |
| Élément spécifié : DRC et autres ajustements fiscaux connexes (3), (7) | – | – | – | – | (1 050) |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (6) | 38 | 28 | 20 | 87 | 51 |
| Résultats ajustés (8) | | | | | |
| Bénéfice avant impôt ajusté | 5 687 \$ | 5 235 \$ | 4 787 \$ | 15 901 \$ | 14 703 \$ |
| Impôt sur le résultat ajusté | 960 | 1 037 | 782 | 2 910 | 2 647 |
| Bénéfice net ajusté | 4 727 | 4 198 | 4 005 | 12 991 | 12 056 |
| Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires ajusté | 4 618 | 4 129 | 3 945 | 12 753 | 11 882 |
| Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers) | 1 414 194 | 1 412 651 | 1 393 515 | 1 411 044 | 1 388 217 |
| Bénéfice de base par action ajusté (en dollars) (8) | 3,26 \$ | 2,92 \$ | 2,83 \$ | 9,04 \$ | 8,56 \$ |
| Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers) | 1 416 149 | 1 414 166 | 1 394 939 | 1 412 644 | 1 389 857 |
| Bénéfice dilué par action ajusté (en dollars) (8) | 3,26 \$ | 2,92 \$ | 2,83 \$ | 9,03 \$ | 8,55 \$ |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (8) | 16,4 % | 15,5 % | 15,4 % | 15,6 % | 16,0 % |
| Taux d'imposition effectif ajusté (8) | 16,9 % | 19,8 % | 16,3 % | 18,3 % | 18,0 % |
| Ratio d'efficacité ajusté (8) | | | | | |
| Total des revenus | 14 631 \$ | 14 154 \$ | 12 977 \$ | 42 270 \$ | 38 779 \$ |
| Plus élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (avant impôt) (3), (5) | – | (155) | – | 131 | – |
| Total des revenus ajusté | 14 631 \$ | 13 999 \$ | 12 977 \$ | 42 401 \$ | 38 779 \$ |
| Frais autres que d'intérêt | 8 599 \$ | 8 308 \$ | 7 765 \$ | 25 231 \$ | 22 754 \$ |
| Moins élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) (3) | 160 | 358 | 110 | 783 | 177 |
| Moins : Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (avant impôt) (6) | 154 | 106 | 81 | 340 | 249 |
| Frais autres que d'intérêt ajusté | 8 285 \$ | 7 844 \$ | 7 574 \$ | 24 108 \$ | 22 328 \$ |
| Ratio d'efficacité | 58,8 % | 58,7 % | 59,8 % | 59,7 % | 58,7 % |
| Ratio d'efficacité ajusté | 56,6 % | 56,0 % | 58,4 % | 56,9 % | 57,6 % |

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

(3) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux.

(4) Au 31 juillet 2024, le cumul des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) engagés s'élevait à 1,2 milliard de dollars, et nous estimons actuellement qu'un montant additionnel de 0,3 milliard sera engagé, pour un total d'environ 1,5 milliard.

(5) Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 et le trimestre clos le 30 avril 2024, nous avons inclus la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada à titre d'élément spécifié dans le calcul des mesures et ratios hors PCGR. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.

(6) Représente l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (excluant l'amortissement des logiciels), et de toute dépréciation du goodwill.

(7) L'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes ne tient pas compte d'un montant de 0,2 milliard de dollars comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.

(8) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire) | Aux ou pour les trimestres clos les | | | Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les | |
|--|-------------------------------------|----------------------|--------------------|---|--------------------|
| | 31 juillet 2024 (1) | 30 avril 2024 (1) | 31 juillet 2023 | 31 juillet 2024 (1) | 31 juillet 2023 |
| Revenu net d'intérêt | 5 052 \$ | 4 400 \$ | 4 062 \$ | 13 668 \$ | 11 886 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 1 673 | 1 590 | 1 501 | 4 841 | 4 516 |
| Total des revenus | 6 725 | 5 990 | 5 563 | 18 509 | 16 402 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs | 68 | 245 | 5 | 463 | 268 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés | 539 | 509 | 300 | 1 532 | 860 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 607 | 754 | 305 | 1 995 | 1 128 |
| Frais autres que d'intérêt | 2 715 | 2 428 | 2 319 | 7 482 | 6 805 |
| Bénéfice avant impôt | 3 403 | 2 808 | 2 939 | 9 032 | 8 469 |
| Bénéfice net | 2 490 \$ | 2 051 \$ | 2 134 \$ | 6 602 \$ | 6 175 \$ |
| Revenus par secteur d'activité | | | | | |
| Services bancaires canadiens | 6 445 \$ | 5 704 \$ | 5 292 \$ | 17 665 \$ | 15 616 \$ |
| Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis | 280 | 286 | 271 | 844 | 786 |
| Principales données figurant au bilan et autres renseignements | | | | | |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2) | 22,0 % | 23,2 % | 28,1 % | 23,5 % | 28,1 % |
| Marge nette d'intérêt | 2,89 % | 2,82 % | 2,74 % | 2,83 % | 2,73 % |
| Ratio d'efficacité (3) | 40,4 % | 40,5 % | 41,7 % | 40,4 % | 41,5 % |
| Levier d'exploitation (3) | 3,8 % | 5,5 % | (1,5)% | 2,9 % | 1,1 % |
| Moyenne du total des actifs productifs, montant net | 696 100 \$ | 634 900 \$ | 588 400 \$ | 645 600 \$ | 581 400 \$ |
| Moyenne des prêts et acceptations, montant net | 698 800 | 643 500 | 596 000 | 652 200 | 588 200 |
| Moyenne des dépôts | 731 200 | 664 800 | 601 100 | 675 600 | 589 600 |
| Biens administrés (4), (5) | 429 200 | 405 400 | 357 500 | 429 200 | 357 500 |
| Moyenne des biens administrés | 419 700 | 385 700 | 349 100 | 387 600 | 346 800 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations | 0,31 % | 0,32 % | 0,20 % | 0,31 % | 0,20 % |
| Autres informations – Services bancaires canadiens | | | | | |
| Bénéfice net | 2 399 \$ | 1 959 \$ | 2 043 \$ | 6 325 \$ | 5 924 \$ |
| Marge nette d'intérêt | 2,84 % | 2,76 % | 2,68 % | 2,78 % | 2,69 % |
| Ratio d'efficacité | 39,3 % | 39,3 % | 40,5 % | 39,3 % | 40,3 % |
| Levier d'exploitation | 3,6 % | 5,8 % | (2,0)% | 2,8 % | 0,8 % |

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour les périodes closes le 31 juillet 2024 et le 30 avril 2024. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.
- (2) Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2023, notre méthode d'attribution des fonds propres intègre les exigences de levier afin d'attribuer les fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails sur les changements apportés à notre méthode d'attribution des fonds propres, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (3) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.
- (4) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et 6 milliards au 31 juillet 2024 (16 milliards et 6 milliards au 30 avril 2024; 13 milliards et 7 milliards au 31 juillet 2023).
- (5) Les montants correspondants du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023

Le bénéfice net a augmenté de 356 millions de dollars, ou 17 %, sur un an. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait croître le bénéfice net de 198 millions de dollars. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice net a augmenté de 158 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de l'augmentation du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts et à la croissance moyenne des volumes de 8 % dans le secteur Services bancaires canadiens, facteur contrebalancé en partie par une augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus s'est accru de 1 162 millions de dollars, ou 21 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont progressé de 1 153 millions de dollars, ou 22 %, dont une tranche de 653 millions reflète l'inclusion des revenus de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 500 millions de dollars, ou 9 %, découle principalement de l'augmentation du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts et à la croissance moyenne des volumes de 10 % pour ce qui est des dépôts et de 6 % dans le cas des prêts. L'incidence à l'exercice précédent de la taxe de vente harmonisée (TVH) sur les services de compensation relatifs aux cartes de paiement a également contribué à la hausse.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont accrus de 9 millions de dollars, ou 3 %.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 15 p.b., en raison surtout de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt et des changements dans la composition des produits. L'inclusion de HSBC Canada a également contribué à la hausse, ce qui reflète le cumul des ajustements de la juste valeur. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par des pressions concurrentielles sur les prix.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 302 millions de dollars, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens dans quelques secteurs d'activité, dont ceux de l'immobilier et autres et des produits forestiers, ce qui a accru de 11 p.b. le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 396 millions de dollars, ou 17 %, dont une tranche de 292 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 104 millions de dollars, ou 4 %, est principalement attribuable à l'accroissement des frais liés au personnel, des frais de commercialisation, associée pour l'essentiel aux campagnes visant l'ajout de nouveaux clients, et des honoraires.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le bénéfice net s'est accru de 439 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au trimestre précédent. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait croître le bénéfice net de 259 millions de dollars, étant donné que le trimestre considéré comprend le bénéfice net pour un trimestre complet et que le trimestre précédent reflétait la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice net a augmenté de 180 millions de dollars, ou 9 %, en raison essentiellement de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 2 % du secteur Services bancaires canadiens, le fait que le trimestre considéré comptait deux jours de plus et l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement des frais liés au personnel.

La marge nette d'intérêt a grimpé de 7 p.b., en raison surtout des changements dans la composition des produits, de l'inclusion de HSBC Canada, qui reflète le cumul des ajustements de la juste valeur et de l'incidence favorable de la hausse des taux d'intérêt. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par des pressions concurrentielles sur les prix.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 427 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait croître le bénéfice net de 137 millions de dollars. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice net a progressé de 290 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement d'une augmentation du revenu net d'intérêt, reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 7 % pour les Services bancaires canadiens. La montée des revenus autres que d'intérêt a également favorisé cette hausse. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et la hausse des frais autres que d'intérêt.

Le total des revenus s'est accru de 2 107 millions de dollars, ou 13 %, dont une tranche de 859 millions reflète l'inclusion des revenus de HSBC Canada. Le reste de la hausse, soit 1 248 millions de dollars, ou 8 %, est principalement attribuable à l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 9 % pour les dépôts et de 6 % pour les prêts. La hausse des frais bancaires, attribuable principalement à l'intensification des activités des clients, et l'incidence de la TVH sur les services de compensation relatifs aux cartes de paiement de l'exercice précédent, ont également contribué à cette augmentation.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 867 millions de dollars, ou 77 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens dans de nombreux secteurs d'activité, dont ceux de l'automobile et de l'immobilier et autres, ce qui s'est traduit par une hausse de 11 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. L'accroissement des dotations liées aux prêts productifs a également contribué à l'augmentation, ce qui reflète principalement la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs acquis dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada et les changements défavorables dans la qualité du crédit, facteurs en partie contrebalancés par les changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 677 millions de dollars, ou 10 %, dont une tranche de 381 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 296 millions de dollars, ou 4 %, est principalement attribuable à la hausse des frais de commercialisation, associée pour l'essentiel aux campagnes visant l'ajout de nouveaux clients, ainsi qu'à la progression des coûts liés au personnel, aux investissements en cours dans la technologie et à l'augmentation des honoraires.

Gestion de patrimoine

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire) | Aux ou pour les trimestres clos les | | | Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les | |
|--|-------------------------------------|-------------------|---------------------|--|---------------------|
| | 31 juillet 2024 (1) | 30 avril 2024 (1) | 31 juillet 2023 (2) | 31 juillet 2024 (1) | 31 juillet 2023 (2) |
| Revenu net d'intérêt (3) | 1 133 \$ | 1 136 \$ | 1 047 \$ | 3 419 \$ | 3 352 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt (3) | 3 632 | 3 482 | 3 355 | 10 501 | 10 004 |
| Total des revenus | 4 765 | 4 618 | 4 402 | 13 920 | 13 356 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs | (16) | (19) | 64 | (62) | 90 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés | 32 | 46 | 38 | 116 | 106 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 16 | 27 | 102 | 54 | 196 |
| Frais autres que d'intérêt | 3 679 | 3 653 | 3 498 | 11 100 | 10 379 |
| Bénéfice avant impôt | 1 070 | 938 | 802 | 2 766 | 2 781 |
| Bénéfice net | 862 \$ | 769 \$ | 663 \$ | 2 237 \$ | 2 212 \$ |
| Revenus par secteur d'activité | | | | | |
| Gestion de patrimoine – Canada | 1 304 \$ | 1 222 \$ | 1 111 \$ | 3 703 \$ | 3 316 \$ |
| Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) | 2 206 | 2 211 | 1 969 | 6 575 | 6 102 |
| Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) | 1 610 | 1 622 | 1 477 | 4 841 | 4 539 |
| Gestion mondiale d'actifs | 750 | 705 | 635 | 2 180 | 1 952 |
| Gestion de patrimoine – International | 328 | 300 | 324 | 945 | 935 |
| Services aux investisseurs (4) | 177 | 180 | 363 | 517 | 1 051 |
| Principales données figurant au bilan et autres renseignements | | | | | |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (5) | 14,3 % | 13,5 % | 10,8 % | 12,8 % | 12,0 % |
| Marge nette d'intérêt | 2,98 % | 3,06 % | 2,48 % | 3,04 % | 2,58 % |
| Marge avant impôt (6) | 22,5 % | 20,3 % | 18,2 % | 19,9 % | 20,8 % |
| Nombre de conseillers (7) | 6 092 | 6 128 | 6 239 | 6 092 | 6 239 |
| Moyenne du total des actifs productifs, montant net | 151 200 \$ | 151 100 \$ | 167 400 \$ | 150 400 \$ | 173 800 \$ |
| Moyenne des prêts et acceptations, montant net | 114 000 | 112 400 | 112 400 | 112 800 | 113 600 |
| Moyenne des dépôts (4) | 159 100 | 156 700 | 154 300 | 157 100 | 166 300 |
| Biens administrés (4), (8) | 4 266 800 | 4 120 600 | 4 043 600 | 4 266 800 | 4 043 600 |
| Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (8) | 894 200 | 840 700 | 756 300 | 894 200 | 756 300 |
| Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (8) | 647 800 | 610 800 | 573 500 | 647 800 | 573 500 |
| Services aux investisseurs (8) | 2 499 600 | 2 456 300 | 2 544 500 | 2 499 600 | 2 544 500 |
| Biens sous gestion (8) | 1 290 600 | 1 214 100 | 1 086 800 | 1 290 600 | 1 086 800 |
| Moyenne des biens administrés (4) | 4 225 300 | 4 159 400 | 4 987 300 | 4 149 800 | 5 301 000 |
| Moyenne des biens sous gestion | 1 263 500 | 1 200 000 | 1 074 600 | 1 195 200 | 1 054 000 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations | 0,11 % | 0,17 % | 0,13 % | 0,14 % | 0,12 % |

| Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Pour les trimestres clos | | Pour les périodes de neuf mois closes |
|---|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|
| | T3 2024 par rapport au T3 2023 | T3 2024 par rapport au T2 2024 | T3 2024 par rapport au T3 2023 |
| Augmentation (diminution) : | | | |
| Total des revenus | 80 \$ | 23 \$ | 119 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | – | – | – |
| Frais autres que d'intérêt | 65 | 18 | 98 |
| Bénéfice net | 13 | 4 | 18 |
| Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains | (3)% | (1)% | (1)% |
| Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling | (3)% | (2)% | (3)% |
| Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros | (2)% | (1)% | (1)% |

- Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour les périodes closes le 31 juillet 2024 et le 30 avril 2024. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.
- Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2023, nous avons déplacé les activités de prêt des Services aux investisseurs de notre secteur Gestion de patrimoine à notre secteur Marchés des Capitaux. Par conséquent, les résultats correspondants du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- Les montants du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- Nous avons conclu la vente des activités de RBC Investor Services en Europe, à Jersey et au Royaume-Uni à CACEIS le 3 juillet 2023, le 1^{er} décembre 2023 et le 25 mars 2024, respectivement (la vente des activités de RBC Investor Services). Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.
- Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2023, notre méthode d'attribution des fonds propres intègre les exigences de levier afin d'attribuer les fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails sur les changements apportés à notre méthode d'attribution des fonds propres, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.
- Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.
- Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023

Le bénéfice net a bondi de 199 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a également entraîné une augmentation de la rémunération variable. L'augmentation des revenus tirés des transactions et la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit ont aussi contribué à la hausse. L'exercice précédent comprenait également le profit sur la vente des activités de RBC Investor Services.

Le total des revenus a grimpé de 363 millions de dollars, ou 8 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 193 millions de dollars, ou 17 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. L'augmentation des revenus tirés des transactions, essentiellement attribuable aux activités des clients, a également contribué à la hausse précitée.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 237 millions de dollars, ou 12 %. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 133 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. La hausse du revenu net d'intérêt rendant compte de l'élargissement des écarts a également contribué à la hausse.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont grimpé de 115 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. Les variations de la juste valeur des investissements en capital de démarrage ont également contribué à la hausse.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont augmenté de 4 millions de dollars, ou 1 %.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs ont fléchi de 186 millions de dollars, ou 51 %, en raison principalement du recul des revenus par suite de la vente des activités de RBC Investor Services. L'exercice précédent comprenait également le profit sur la vente des activités de RBC Investor Services.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a fléchi de 86 millions de dollars, ou 84 %, en raison surtout de contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), découlant surtout de changements favorables dans la pondération de nos scénarios, alors que des dotations avaient été constituées au cours de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 181 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à celle des revenus donnant droit à commissions. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la réduction des charges par suite de la vente des activités de RBC Investor Services.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le bénéfice net a augmenté de 93 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés, ce qui a également entraîné une augmentation de la rémunération variable.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 25 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a également entraîné une augmentation de la rémunération variable. L'accroissement des revenus tirés des transactions a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le coût de la cotisation spéciale de la FDIC.

Le total des revenus a augmenté de 564 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. L'augmentation des revenus tirés des transactions, essentiellement attribuable aux activités des clients et à l'incidence du change, a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des revenus par suite de la vente des activités de RBC Investor Services.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 142 millions de dollars, ou 72 %, du fait principalement des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours de la période à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), en raison essentiellement des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques et la pondération de nos scénarios, alors que des dotations avaient été constituées au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 721 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à celle des revenus donnant droit à commissions. Cette augmentation est également attribuable au coût de la cotisation spéciale de la FDIC, à la hausse des coûts liés au personnel, qui reflète essentiellement nos investissements continus dans l'infrastructure opérationnelle de City National, et à l'incidence du change. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la réduction des charges par suite de la vente des activités de RBC Investor Services.

Assurances

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire) | Aux ou pour les trimestres clos les | | | Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les | |
|--|-------------------------------------|------------------|-----------------------------|--|-----------------------------|
| | 31 juillet 2024 | 30 avril 2024 | 31 juillet 2023 (1), (2) | 31 juillet 2024 | 31 juillet 2023 (1), (2) |
| Revenus autres que d'intérêt | | | | | |
| Résultat des activités d'assurance | 214 \$ | 203 \$ | 149 \$ | 604 \$ | 566 \$ |
| Résultat des placements d'assurance | 28 | 59 | 151 | 228 | 92 |
| Autres revenus | 43 | 36 | 36 | 114 | 104 |
| Total des revenus | 285 | 298 | 336 | 946 | 762 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 1 | – | – | 2 | – |
| Frais autres que d'intérêt | 70 | 69 | 69 | 210 | 204 |
| Bénéfice avant impôt | 214 | 229 | 267 | 734 | 558 |
| Bénéfice net | 170 \$ | 177 \$ | 215 \$ | 567 \$ | 452 \$ |
| Principales données figurant au bilan et autres renseignements | | | | | |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 33,6 % | 34,7 % | 38,5 % | 36,5 % | 28,2 % |
| Primes et dépôts (3) | 1 546 \$ | 1 610 \$ | 1 974 \$ | 4 502 \$ | 4 632 \$ |
| Marge sur services contractuels (4) | 2 155 | 1 980 | 1 894 | 2 155 | 1 894 |

- (1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.
- (2) Les résultats retraités de 2023 pourraient ne pas être entièrement comparables à ceux de la période considérée, car nous ne gérons pas nos portefeuilles d'actifs et de passifs conformément aux dispositions d'IFRS 17.
- (3) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance individuelle et collective, et de rente fondées sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur des assurances.
- (4) Représente la marge sur services contractuels des actifs et passifs sur contrats d'assurance, déduction faite des actifs et passifs au titre des contrats de réassurance détenus. Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (rentées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance. La marge sur services contractuels ne s'applique pas aux contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes.

Rendement financier**Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023**

Le bénéfice net a reculé de 45 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par le recul du résultat des placements d'assurance découlant de la diminution de la sinistralité favorable liée aux placements, compensée en partie par la baisse des coûts de financement. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par la hausse du résultat des activités d'assurance découlant principalement de l'amélioration de la sinistralité pour les produits de rétrocession vie et de l'expansion des activités pour la majorité de nos produits. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent ne sont pas entièrement comparables, car nous ne gérons pas nos portefeuilles d'actifs et de passifs conformément aux dispositions d'IFRS 17.

Le total des revenus a diminué de 51 millions de dollars, ou 15 %, en raison surtout de la diminution du résultat des placements d'assurance, partiellement contrebalancée par la hausse du résultat des activités d'assurance, comme il est mentionné précédemment.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 1 million de dollars, ou 1 %.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le bénéfice net a fléchi de 7 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la diminution du résultat des placements d'assurance découlant de la baisse de la sinistralité favorable liée aux placements. Ce facteur a été largement contrebalancé par la hausse du résultat des activités d'assurance qui reflète principalement l'expansion des activités pour la majorité de nos produits.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a bondi de 115 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du résultat des placements d'assurance attribuable pour l'essentiel à la diminution des coûts de financement et à la sinistralité favorable liée aux placements associée au repositionnement de notre portefeuille aux fins de la transition à IFRS 17. L'augmentation du résultat des activités d'assurance, découlant surtout de l'expansion des activités pour la majorité de nos produits, a également contribué à la hausse. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent ne sont pas entièrement comparables, car nous ne gérons pas nos portefeuilles d'actifs et de passifs conformément aux dispositions d'IFRS 17.

Le total des revenus s'est accru de 184 millions de dollars, ou 24 %, en raison principalement de la hausse du résultat des placements d'assurance et du résultat des activités d'assurance, comme il est mentionné précédemment.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 6 millions de dollars, ou 3 %.

Marchés des Capitaux

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire) | Aux ou pour les trimestres clos les | | | Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les | |
|--|-------------------------------------|----------------------|------------------------|---|------------------------|
| | 31 juillet 2024 (1) | 30 avril 2024 (1) | 31 juillet 2023 (2) | 31 juillet 2024 (1) | 31 juillet 2023 (2) |
| Revenu net d'intérêt (3) | 817 \$ | 764 \$ | 907 \$ | 2 242 \$ | 2 650 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt (3) | 2 187 | 2 390 | 1 772 | 6 867 | 5 837 |
| Total des revenus (3) | 3 004 | 3 154 | 2 679 | 9 109 | 8 487 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs | (12) | 22 | 51 | 16 | 100 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés | 50 | 115 | 158 | 326 | 324 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 38 | 137 | 209 | 342 | 424 |
| Frais autres que d'intérêt | 1 755 | 1 722 | 1 620 | 5 119 | 4 831 |
| Bénéfice avant impôt | 1 211 | 1 295 | 850 | 3 648 | 3 232 |
| Bénéfice net | 1 172 \$ | 1 262 \$ | 949 \$ | 3 588 \$ | 3 152 \$ |
| Revenus par secteur d'activité | | | | | |
| Grande entreprise et services de banque d'investissement (4) | 1 645 \$ | 1 736 \$ | 1 333 \$ | 4 810 \$ | 4 132 \$ |
| Marchés mondiaux (4) | 1 414 | 1 434 | 1 426 | 4 530 | 4 591 |
| Autres | (55) | (16) | (80) | (231) | (236) |
| Principales données figurant au bilan et autres renseignements | | | | | |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (5) | 14,1 % | 16,3 % | 13,4 % | 15,0 % | 14,7 % |
| Moyenne du total de l'actif | 1 089 600 \$ | 1 154 300 \$ | 1 089 500 \$ | 1 146 200 \$ | 1 095 900 \$ |
| Moyenne des titres détenus à des fins de transaction | 176 400 | 179 200 | 157 400 | 186 600 | 151 900 |
| Moyenne des prêts et acceptations, montant net | 152 200 | 149 900 | 143 600 | 148 000 | 145 600 |
| Moyenne des dépôts | 298 000 | 294 100 | 285 500 | 294 900 | 296 400 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations | 0,13 % | 0,31 % | 0,44 % | 0,29 % | 0,31 % |

| Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Pour les trimestres clos | | Pour les périodes de neuf mois closes |
|---|--------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|
| | T3 2024 par rapport au T3 2023 | T3 2024 par rapport au T2 2024 | T3 2024 par rapport au T3 2023 |
| Augmentation (diminution) : | | | |
| Total des revenus | 88 \$ | 25 \$ | 130 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | (1) | – | 1 |
| Frais autres que d'intérêt | 37 | 12 | 60 |
| Bénéfice net | 45 | 11 | 62 |
| Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains | (3)% | (1)% | (1)% |
| Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling | (3)% | (2)% | (3)% |
| Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros | (2)% | (1)% | (1)% |

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour les périodes closes le 31 juillet 2024 et le 30 avril 2024. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.
- (2) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2023, nous avons déplacé les activités de prêt des Services aux investisseurs de notre secteur Gestion de patrimoine à notre secteur Marchés des Capitaux. Par conséquent, les résultats correspondants du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (3) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 s'est élevée à 231 millions de dollars ((4) millions au 30 avril 2024; 113 millions au 31 juillet 2023) et pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, à 281 millions (442 millions au 31 juillet 2023). Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2023.
- (4) Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2024, nous avons transféré la majorité de nos activités d'origination de titres de créance du secteur Marchés mondiaux au secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement. Les montants correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (5) Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2023, notre méthode d'attribution des fonds propres intègre les exigences de levier afin d'attribuer les fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails sur les changements apportés à notre méthode d'attribution des fonds propres, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023

Le bénéfice net s'est accru de 223 millions de dollars, ou 23 %, sur un an, et ce, principalement en raison de la hausse des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation de l'impôt reflétant des changements dans la composition du bénéfice et la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Le total des revenus a augmenté de 325 millions de dollars, ou 12 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont grimpé de 312 millions de dollars, ou 23 %, en raison principalement de la hausse des services bancaires à des municipalités. L'intensification des activités de syndication de prêts aux États-Unis, la hausse des originations de titres de créance en Amérique du Nord et l'incidence du change ont également contribué à la hausse.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont diminué de 12 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement du recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des originations de titres de créance en Amérique du Nord et l'incidence du change.

Les autres revenus se sont accrus de 25 millions de dollars, ou 31 %, ce qui rend compte de la diminution des coûts de financement non affectés et des coûts des capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 171 millions de dollars, ou 82 %, rendant surtout compte de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, y compris ceux de l'immobilier et autres et des produits industriels, ce qui s'est traduit par une baisse de 31 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Le contraste entre les contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre à l'étude et les dotations constituées de l'exercice précédent a également contribué à la diminution précitée.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 135 millions de dollars, ou 8 %, et ce, principalement en raison de la hausse de la rémunération attribuable aux résultats supérieurs et à l'incidence du change.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le bénéfice net a diminué de 90 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du recul des activités de fusion et acquisition aux États-Unis, partiellement annulé par la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 436 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'augmentation de la rémunération découlant de résultats supérieurs et la baisse des revenus du secteur Marchés mondiaux.

Le total des revenus a augmenté de 622 millions de dollars, ou 7 %, sous l'effet essentiellement de la hausse des originations de titres de créance dans toutes les régions et des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le recul des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation au Canada.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 82 millions de dollars, ou 19 %, ce qui rend surtout compte de la baisse des dotations liées aux prêts productifs, principalement attribuable à des changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques et la pondération des scénarios.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 288 millions de dollars, ou 6 %, et ce, principalement en raison de la hausse de la rémunération attribuable aux résultats supérieurs. L'incidence du change et les investissements en cours dans la technologie ont également contribué à la hausse.

Services de soutien généraux

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|--|--------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------------------------|-----------------------|
| | le 31 juillet 2024 | le 30 avril 2024 | le 31 juillet 2023 | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 |
| Revenu net (perte nette) d'intérêt (1), (2) | 325 \$ | 323 \$ | 270 \$ | 953 \$ | 699 \$ |
| Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2), (3) | (473) | (229) | (273) | (1 167) | (927) |
| Total des revenus (1), (3) | (148) | 94 | (3) | (214) | (228) |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | (3) | 2 | – | (1) | – |
| Frais autres que d'intérêt (3) | 380 | 436 | 259 | 1 320 | 535 |
| Bénéfice (perte) avant impôt (1) | (525) | (344) | (262) | (1 533) | (763) |
| Charge (économie) d'impôt (1) | (317) | (35) | (161) | (557) | 555 |
| Bénéfice net (perte nette) | (208)\$ | (309)\$ | (101)\$ | (976)\$ | (1 318)\$ |

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Les montants du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(3) Pour le trimestre clos le 31 juillet 2024, les revenus ont inclus des profits de 166 millions de dollars (profits de 64 millions et de 129 millions, respectivement, au 30 avril 2024 et au 31 juillet 2023) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 157 millions (60 millions et 118 millions, respectivement, au 30 avril 2024 et au 31 juillet 2023), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, les revenus ont inclus des profits de 452 millions de dollars (profits de 261 millions au 31 juillet 2023) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 423 millions (237 millions au 31 juillet 2023), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction de l'ajustement lié à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis et des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes reçus le 31 décembre 2023 ou avant cette date, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Pour plus de détails sur l'élimination de la disponibilité de la déduction pour dividendes de sociétés canadiennes imposables après le 31 décembre 2023, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 s'est établi à 231 millions de dollars, comparativement à (4) millions au trimestre précédent et à 113 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 s'est établi à 281 millions de dollars, comparativement à 442 millions à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2024

La perte nette s'est chiffrée à 208 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 125 millions, facteur qui est traité comme un élément spécifié. Les coûts non affectés ont également contribué à la perte nette.

Deuxième trimestre de 2024

La perte nette s'est chiffrée à 309 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 282 millions, en partie contrebalancée par l'incidence après impôt de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada de 112 millions, deux facteurs qui sont traités comme des éléments spécifiés. Les coûts non affectés ont également contribué à la perte nette.

Troisième trimestre de 2023

La perte nette a été de 101 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 84 millions, facteur qui est traité comme un élément spécifié.

Troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

La perte nette s'est chiffrée à 976 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 625 millions, facteur qui est traité comme un élément spécifié. Les coûts non affectés ont également contribué à la perte nette.

Troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

La perte nette s'est chiffrée à 1 318 millions de dollars, en raison surtout de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes de 1 050 millions ainsi que de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 135 millions, qui sont tous les deux traités comme des éléments spécifiés.

Pour plus de détails sur les éléments spécifiés, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels ^{(1), (2)}

| (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages) | 2024 | | | | 2023 ⁽³⁾ | | | 2022 |
|---|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|---------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | T3 ⁽⁴⁾ | T2 ⁽⁴⁾ | T1 | T4 | T3 | T2 | T1 | T4 |
| Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | 6 725 \$ | 5 990 \$ | 5 794 \$ | 5 718 \$ | 5 563 \$ | 5 298 \$ | 5 541 \$ | 5 419 \$ |
| Gestion de patrimoine ⁽⁵⁾ | 4 765 | 4 618 | 4 537 | 4 188 | 4 402 | 4 394 | 4 560 | 4 287 |
| Assurances ⁽²⁾ | 285 | 298 | 363 | 248 | 336 | 272 | 154 | 644 |
| Marchés des Capitaux ^{(5), (6)} | 3 004 | 3 154 | 2 951 | 2 564 | 2 679 | 2 662 | 3 146 | 2 505 |
| Services de soutien généraux ⁽⁶⁾ | (148) | 94 | (160) | (33) | (3) | (181) | (44) | (288) |
| Total des revenus | 14 631 | 14 154 | 13 485 | 12 685 | 12 977 | 12 445 | 13 357 | 12 567 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ⁽⁷⁾ | 659 | 920 | 813 | 720 | 616 | 600 | 532 | 381 |
| Frais autres que d'intérêt | 8 599 | 8 308 | 8 324 | 8 059 | 7 765 | 7 400 | 7 589 | 7 209 |
| Bénéfice avant impôt | 5 373 | 4 926 | 4 348 | 3 906 | 4 596 | 4 445 | 5 236 | 4 861 |
| Impôt sur le résultat | 887 | 976 | 766 | (33) | 736 | 765 | 2 103 | 979 |
| Bénéfice net | 4 486 \$ | 3 950 \$ | 3 582 \$ | 3 939 \$ | 3 860 \$ | 3 680 \$ | 3 133 \$ | 3 882 \$ |
| Bénéfice par action – de base | 3,09 \$ | 2,75 \$ | 2,50 \$ | 2,77 \$ | 2,73 \$ | 2,60 \$ | 2,23 \$ | 2,75 \$ |
| – dilué | 3,09 | 2,74 | 2,50 | 2,76 | 2,73 | 2,60 | 2,23 | 2,74 |
| Taux d'imposition effectif | 16,5 % | 19,8 % | 17,6 % | (0,8)% | 16,0 % | 17,2 % | 40,2 % | 20,1 % |
| Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période | 0,730 \$ | 0,734 \$ | 0,745 \$ | 0,732 \$ | 0,750 \$ | 0,737 \$ | 0,745 \$ | 0,739 \$ |

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Le 1^{er} novembre 2023, nous avons adopté IFRS 17. La tendance trimestrielle du secteur Assurances ne sera pas entièrement comparable d'une période à l'autre puisqu'elle a été établie selon une méthode comptable différente. Les résultats de 2023 ont été retraités dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, alors que les résultats de l'exercice 2022 sont présentés conformément à IFRS 4 *Contrats d'assurance*.

(3) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(4) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats de nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.

(5) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2023, nous avons déplacé les activités de prêt des Services aux investisseurs de notre secteur Gestion de patrimoine à notre secteur Marchés des Capitaux. Par conséquent, les résultats correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(6) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2023.

(7) Dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ne s'appliquent plus. Les montants de 2023 ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment.

s.o. sans objet

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice de la période a été touché par les facteurs décrits ci-dessous.

La forte croissance des volumes des prêts et des dépôts pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Dans la majeure partie de la période, la marge nette d'intérêt a été favorisée par la hausse des taux d'intérêt. La marge nette d'intérêt a cependant subi le contrecoup d'une variation dans la composition des dépôts au cours de l'exercice 2023 et de la première moitié de 2024. Les revenus de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction, le 28 mars 2024.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont généralement été favorisés par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle était tributaire des conditions de marché. Le 3 juillet 2023, nous avons conclu la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie. Les résultats du quatrième trimestre de 2023 rendaient compte des pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée.

Dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023, les fluctuations des revenus du secteur Assurances reflètent dorénavant les conditions de marché et l'expérience en matière d'assurance, tandis que les profits sur les nouvelles activités sont différés par l'intermédiaire de la marge sur services contractuels.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché, qui influent sur les activités des clients. L'intensification des activités des clients constatée en 2023 a stimulé les ventes et les revenus tirés des activités de négociation, une augmentation qui s'est poursuivie en 2024. Depuis le deuxième trimestre de 2024, nous constatons également une intensification des activités dans le secteur des banques d'investissement, les honoraires ayant été faibles aux trimestres précédents.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les changements concernant la qualité du crédit, les conditions macroéconomiques et les risques. Pour la période, les dotations liées aux actifs productifs reflétaient généralement les changements défavorables dans nos prévisions concernant la qualité du crédit. Au début de la période, des changements défavorables ont touché nos prévisions macroéconomiques, mais celles-ci se sont améliorées en 2024. Le deuxième trimestre de 2024 comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a été faible au début de la période, mais, en général, elle était en hausse pendant le restant de celle-ci.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficacité, les charges de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Depuis l'exercice 2023, les frais comprennent également les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada. Les frais autres que d'intérêt de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction, le 28 mars 2024.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Le premier trimestre de 2023 reflète l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux. Le quatrième trimestre de 2023 reflète également la comptabilisation des actifs d'impôt différé liés aux pertes réalisées par City National associées à la vente intragroupe de certains titres de créance.

Situation financière

Bilans résumés

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | |
|---|---------------------|------------------------|
| | 31 juillet 2024 | 31 octobre 2023 (1) |
| Actif | | |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques | 55 230 \$ | 61 989 \$ |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | 57 409 | 71 086 |
| Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (2) | 431 185 | 409 730 |
| Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | 325 401 | 340 191 |
| Prêts | | |
| Prêts de détail | 619 452 | 569 951 |
| Prêts de gros | 358 143 | 287 826 |
| Correction de valeur pour pertes sur prêts | (5 798) | (5 004) |
| Autres – Dérivés | 115 659 | 142 450 |
| – Autres | 119 426 | 128 312 |
| Total de l'actif | 2 076 107 \$ | 2 006 531 \$ |
| Passif | | |
| Dépôts | 1 361 265 \$ | 1 231 687 \$ |
| Autres – Dérivés | 126 884 | 142 629 |
| – Autres | 450 029 | 505 682 |
| Débitures subordonnées | 13 437 | 11 386 |
| Total du passif | 1 951 615 | 1 891 384 |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires | 124 391 | 115 048 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 101 | 99 |
| Total des capitaux propres | 124 492 | 115 147 |
| Total du passif et des capitaux propres | 2 076 107 \$ | 2 006 531 \$ |

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Le total de l'actif a augmenté de 70 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au 31 octobre 2023. L'incidence du change a réduit le total de l'actif de 38 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont reculé de 7 milliards de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la baisse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont reculé de 14 milliards de dollars, ou 19 %, du fait principalement de la baisse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont augmenté de 21 milliards de dollars, ou 5 %, en raison surtout de l'incidence de la transaction visant HSBC Canada et de la hausse des titres de participation détenus à des fins de transaction reflétant les conditions de marché favorables. Ces facteurs ont été en partie annulés par la baisse des titres de créance d'entités gouvernementales canadiennes détenus à des fins de transaction, ce qui reflète les activités de gestion de la trésorerie et les conditions de marché.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont diminué de 15 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la diminution de la demande des clients.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) ont augmenté de 119 milliards de dollars, ou 14 %, en raison surtout de l'incidence de la transaction visant HSBC Canada et de la croissance des volumes des prêts de gros.

Les actifs dérivés ont diminué de 27 milliards de dollars, ou 19 %, en raison principalement de l'incidence du change et de la baisse de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la juste valeur des contrats de change et des contrats sur actions.

Les autres actifs ont diminué de 9 milliards de dollars, ou 7 %, ce qui rend surtout compte de la diminution des engagements de clients en contrepartie d'acceptations, qui a été atténuée par la hausse du goodwill et des immobilisations incorporelles liée à l'incidence de la transaction visant HSBC Canada.

Le total du passif a augmenté de 60 milliards de dollars, ou 3 %. L'incidence du change a réduit le total du passif de 38 milliards de dollars.

Les dépôts ont augmenté de 130 milliards de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'incidence de la transaction visant HSBC Canada, d'un accroissement des dépôts à terme de détail attribuable aux préférences des clients en termes d'investissement et de la hausse des dépôts à vue.

Les passifs dérivés ont diminué de 16 milliards de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'incidence du change et de la baisse de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la juste valeur des contrats de change et des contrats sur actions.

Les autres passifs ont diminué de 56 milliards de dollars, ou 11 %, en raison essentiellement de la diminution des engagements liés aux conventions de rachat, reflétant la baisse de la demande des clients et des acceptations.

Les débentures subordonnées ont augmenté de 2 milliards de dollars, ou 18 %, ce qui reflète les nouvelles émissions, annulées en partie par les rachats.

Le total des capitaux propres a augmenté de 9 milliards de dollars, ou 8 %, ce qui est attribuable au bénéfice, déduction faite des dividendes, et à l'émission de billets de capital à recours limité et d'actions ordinaires.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'achat ou de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024.

Les paragraphes qui suivent constituent une mise à jour de nos principales transactions hors bilan, lesquelles sont décrites aux pages 66 à 68 de notre rapport annuel 2023.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Conduits multicédants

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser les actifs financiers de nos clients. Notre risque de perte maximal aux termes de telles transactions provient surtout des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit partiel que nous accordons à ces conduits. Au 31 juillet 2024, le total de l'actif des conduits multicédants était de 58 milliards de dollars (54 milliards au 31 octobre 2023) et notre risque de perte maximal se chiffrait à 59 milliards (55 milliards au 31 octobre 2023). La hausse reflète l'intensification des activités de titrisation depuis le 31 octobre 2023, principalement dans les catégories d'actifs liés aux prêts et crédit-bail pour automobiles et camions et aux prêts à la consommation.

Au 31 juillet 2024, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les conduits s'élevait à 40 milliards de dollars (37 milliards au 31 octobre 2023). La totalité de ce PCAA (la totalité au 31 octobre 2023) a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation concernées.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations dans certaines entités de titrisation non consolidées mises en place par des tiers, qui constituent des entités structurées. À l'instar d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes de crédit à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 31 juillet 2024, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces entités se chiffrait à 18 milliards de dollars (15 milliards au 31 octobre 2023). L'augmentation de ce risque par rapport à il y a un an reflète l'intensification des activités des clients en ce qui concerne les véhicules de titrisation de tiers.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2023.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) (1)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Au 31 juillet 2024 | | | | | Marges de crédit sur valeur nette (2) |
|--|----------------------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|--|
| | Prêts hypothécaires résidentiels | | | Total | Total | |
| | Assurés (3) | | Non assurés | | | |
| Secteur géographique (4) | | | | | | |
| Canada | | | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 8 488 \$ | 43 % | 11 412 \$ | 57 % | 19 900 \$ | 1 683 \$ |
| Québec | 11 958 | 26 | 34 878 | 74 | 46 836 | 3 236 |
| Ontario | 32 043 | 15 | 187 129 | 85 | 219 172 | 17 986 |
| Alberta | 18 933 | 44 | 24 125 | 56 | 43 058 | 4 418 |
| Saskatchewan et Manitoba | 8 491 | 41 | 12 178 | 59 | 20 669 | 1 740 |
| Colombie-Britannique et territoires | 12 799 | 15 | 75 240 | 85 | 88 039 | 7 960 |
| Total – Canada (5) | 92 712 | 21 | 344 962 | 79 | 437 674 | 37 023 |
| États-Unis | – | – | 32 775 | 100 | 32 775 | 2 113 |
| Autres pays | – | – | 3 191 | 100 | 3 191 | 1 521 |
| Total – Autres pays | – | – | 35 966 | 100 | 35 966 | 3 634 |
| Total | 92 712 \$ | 20 % | 380 928 \$ | 80 % | 473 640 \$ | 40 657 \$ |

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Au 30 avril 2024 | | | | | Marges de crédit sur valeur nette (2) |
|--|----------------------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|--|
| | Prêts hypothécaires résidentiels | | | Total | Total | |
| | Assurés (3) | | Non assurés | | | |
| Secteur géographique (4) | | | | | | |
| Canada | | | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 8 484 \$ | 43 % | 11 094 \$ | 57 % | 19 578 \$ | 1 659 \$ |
| Québec | 12 107 | 26 | 34 488 | 74 | 46 595 | 3 251 |
| Ontario | 32 467 | 15 | 183 690 | 85 | 216 157 | 17 773 |
| Alberta | 19 246 | 45 | 23 656 | 55 | 42 902 | 4 465 |
| Saskatchewan et Manitoba | 8 542 | 41 | 12 050 | 59 | 20 592 | 1 752 |
| Colombie-Britannique et territoires | 13 040 | 15 | 74 466 | 85 | 87 506 | 7 861 |
| Total – Canada (5) | 93 886 | 22 | 339 444 | 78 | 433 330 | 36 761 |
| États-Unis | – | – | 32 893 | 100 | 32 893 | 2 119 |
| Autres pays | – | – | 3 152 | 100 | 3 152 | 1 521 |
| Total – Autres pays | – | – | 36 045 | 100 | 36 045 | 3 640 |
| Total | 93 886 \$ | 20 % | 375 489 \$ | 80 % | 469 375 \$ | 40 401 \$ |

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 40 640 millions de dollars et 17 millions, respectivement (40 383 millions et 18 millions, respectivement, au 30 avril 2024), et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 438 milliards de dollars (433 milliards au 30 avril 2024) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 12 milliards (12 milliards au 30 avril 2024) dans le secteur Services bancaires canadiens, dont une tranche de 9 milliards (9 milliards au 30 avril 2024) est assurée, et des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 30 avril 2024) dans le secteur Marchés des Capitaux, dont un montant de 18 milliards (18 milliards au 30 avril 2024) est détenu à des fins de titrisation. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 30 avril 2024).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement (1)

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

| Période d'amortissement | Aux | | | | | |
|-------------------------|-----------------|---------------------------|--------------|---------------|---------------------------|--------------|
| | 31 juillet 2024 | | | 30 avril 2024 | | |
| | Canada (2) | États-Unis et autres pays | Total | Canada (2) | États-Unis et autres pays | Total |
| 25 ans ou moins | 59 % | 30 % | 57 % | 58 % | 28 % | 56 % |
| De 25 à 30 ans | 23 | 70 | 26 | 21 | 72 | 25 |
| De 30 à 35 ans | 2 | – | 2 | 2 | – | 1 |
| Plus de 35 ans | 16 | – | 15 | 19 | – | 18 |
| Total | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Selon notre politique, les nouveaux prêts hypothécaires sont accordés avec des périodes d'amortissement de 30 ans ou moins. Les périodes d'amortissement de plus de 30 ans indiquent l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos portefeuilles de prêts hypothécaires à taux variables. Pour ces prêts, la période d'amortissement est ramenée au calendrier d'amortissement initial lors du renouvellement. Nous n'offrons pas de produits hypothécaires dont la structure entraînerait un amortissement négatif, car les paiements sur les prêts hypothécaires à taux variables augmentent automatiquement pour assurer la couverture des intérêts courus.

Ratio prêt-valeur moyen (1)

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens en cours.

| | Pour les trimestres clos | | | | Pour la période de neuf mois close | |
|--|--------------------------------------|--|--------------------------------------|--|--------------------------------------|--|
| | le 31 juillet 2024 | | le 30 avril 2024 | | le 31 juillet 2024 | |
| | Non assurés | | Non assurés | | Non assurés | |
| | Prêts hypothécaires résidentiels (2) | Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3) | Prêts hypothécaires résidentiels (2) | Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3) | Prêts hypothécaires résidentiels (2) | Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3) |
| Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique (4) | | | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 71 % | 69 % | 61 % | 66 % | 67 % | 68 % |
| Québec | 71 | 69 | 55 | 60 | 62 | 66 |
| Ontario | 70 | 63 | 56 | 56 | 61 | 59 |
| Alberta | 72 | 70 | 59 | 61 | 64 | 66 |
| Saskatchewan et Manitoba | 72 | 71 | 62 | 66 | 68 | 69 |
| Colombie-Britannique et territoires | 67 | 61 | 45 | 46 | 49 | 51 |
| États-Unis | 73 | n.s. | 71 | n.s. | 72 | n.s. |
| Autres pays | 72 | n.s. | 69 | n.s. | 72 | n.s. |
| Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (5), (6), (7) | 70 % | 65 % | 52 % | 53 % | 58 % | 58 % |
| Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (8) | 55 % | 47 % | 57 % | 49 % | 55 % | 47 % |

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC.
- (3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.
- (6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.
- (7) Comprend le portefeuille de HSBC Canada acquis au deuxième trimestre de 2024, ce qui a eu une incidence sur les montants présentés pour trimestre clos le 30 avril 2024 et la période de neuf mois close le 31 juillet 2024. Compte non tenu du portefeuille acquis de HSBC Canada, la moyenne des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels et prêts hypothécaires résidentiels acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC était respectivement de 70 % et 65 % pour le trimestre clos le 30 avril 2024, et respectivement de 70 % et 65 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024.
- (8) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice de prix des maisons Teranet – Banque Nationale⁴.
- n.s. non significatif

Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client (1), (2)

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | | | | | | | | 30 avril 2024 |
|--|--------------------|---------------------------------|------------------|-----------------------------|--------------------------|------------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | 31 juillet 2024 | | | | | | | | |
| | Type d'actif | | | | Type de client | | | | |
| Prêts en cours | Titres (3) | Mise en pension de titres | Dérivés | Institutions financières | Organismes souverains | Grandes entreprises | Total | Total | |
| Europe (hors Royaume-Uni) | 15 280 \$ | 22 008 \$ | 6 365 \$ | 3 231 \$ | 24 283 \$ | 6 133 \$ | 16 468 \$ | 46 884 \$ | 52 570 \$ |
| Royaume-Uni | 12 902 | 26 098 | 3 489 | 2 016 | 15 152 | 18 641 | 10 712 | 44 505 | 31 141 |
| Antilles | 6 401 | 11 613 | 2 193 | 1 002 | 8 986 | 4 436 | 7 787 | 21 209 | 22 649 |
| Asie-Pacifique | 5 656 | 31 290 | 4 449 | 1 657 | 18 724 | 20 679 | 3 649 | 43 052 | 40 707 |
| Autres (4) | 1 683 | 1 545 | 2 707 | 324 | 2 731 | 1 760 | 1 768 | 6 259 | 5 588 |
| Risque net des autres pays (5), (6) | 41 922 \$ | 92 554 \$ | 19 203 \$ | 8 230 \$ | 69 876 \$ | 51 649 \$ | 40 384 \$ | 161 909 \$ | 152 655 \$ |

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 415 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (362 milliards au 30 avril 2024) et 14 milliards à l'égard des dérivés (16 milliards au 30 avril 2024).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 15 milliards de dollars (14 milliards au 30 avril 2024), des dépôts de 36 milliards (31 milliards au 30 avril 2024) et des titres de placement de 42 milliards (40 milliards au 30 avril 2024).
- (4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.
- (5) Exclut un risque de 5 640 millions de dollars (6 846 millions au 30 avril 2024) lié aux organismes supranationaux.
- (6) Reflète une tranche de 3 988 millions de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (3 788 millions au 30 avril 2024).

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Montant brut des prêts douteux

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Aux et pour les trimestres clos les | | |
|--|-------------------------------------|------------------|--------------------|
| | 31 juillet 2024 | 30 avril 2024 | 31 octobre 2023 |
| Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | 3 668 \$ | 2 908 \$ | 1 905 \$ |
| Gestion de patrimoine | 533 | 586 | 514 |
| Marchés des Capitaux | 1 484 | 1 838 | 1 285 |
| Total du montant brut des prêts douteux | 5 685 \$ | 5 332 \$ | 3 704 \$ |
| Prêts douteux, solde au début de la période | 5 332 \$ | 4 198 \$ | 3 284 \$ |
| Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (1) | 1 723 | 1 712 | 1 063 |
| Remboursements nets (1) | (183) | (146) | (166) |
| Montants sortis du bilan | (644) | (546) | (466) |
| Autres (2) | (543) | 114 | (11) |
| Prêts douteux, solde à la fin de la période | 5 685 \$ | 5 332 \$ | 3 704 \$ |
| Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations | | | |
| Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations | 0,58 % | 0,55 % | 0,42 % |
| Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | 0,52 % | 0,42 % | 0,31 % |
| Services bancaires canadiens | 0,48 % | 0,38 % | 0,26 % |
| Services bancaires dans les Antilles | 3,20 % | 3,27 % | 3,45 % |
| Gestion de patrimoine | 0,46 % | 0,51 % | 0,44 % |
| Marchés des Capitaux | 0,98 % | 1,17 % | 0,89 % |

- (1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus, des montants liés aux biens saisis détenus à titre d'immeubles de placement et aux participations dans des coentreprises relativement à certains accords de prêts conjoints, des écarts de change et autres variations.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 353 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 3 p.b., en raison principalement de la hausse des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, contrebalancée en partie par la baisse des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 760 millions de dollars, ou 26 %, en raison principalement de la hausse des prêts douteux de notre portefeuille de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens dans certains secteurs d'activité, y compris ceux de l'immobilier et autres et des produits forestiers.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a fléchi de 53 millions de dollars, ou 9 %, surtout du fait de la diminution des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, dont ceux des biens de consommation de base et des mines et métaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 354 millions de dollars, ou 19 %, surtout en raison de la baisse des prêts douteux dans le secteur de l'immobilier et autres, contrebalancée partiellement par la hausse des prêts douteux dans le secteur des services bancaires. La réduction du montant brut des prêts douteux tient compte d'un montant de 442 millions de dollars au titre des biens saisis relativement aux prêts liés à l'immobilier et aux prêts connexes comptabilisés comme des immeubles de placement et des participations dans des coentreprises relativement à certains accords de prêts conjoints.

Correction de valeur pour pertes de crédit

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | | |
|---|--------------------|------------------|--------------------|
| | 31 juillet 2024 | 30 avril 2024 | 31 octobre 2023 |
| Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | 4 590 \$ | 4 390 \$ | 3 718 \$ |
| Gestion de patrimoine | 517 | 563 | 618 |
| Marchés des Capitaux | 1 030 | 1 119 | 1 012 |
| Services de soutien généraux et autres | 1 | 2 | – |
| Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts | 6 138 | 6 074 | 5 348 |
| Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers (1) | 17 | 23 | 18 |
| Total de la correction de valeur pour pertes de crédit | 6 155 \$ | 6 097 \$ | 5 366 \$ |
| La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit : | | | |
| Prêts de détail | 2 873 \$ | 2 837 \$ | 2 591 \$ |
| Prêts de gros | 1 745 | 1 732 | 1 609 |
| Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs | 4 618 \$ | 4 569 \$ | 4 200 \$ |
| Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux | 1 520 | 1 505 | 1 148 |

(1) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit a augmenté de 58 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a progressé de 49 millions de dollars, ou 1 %, essentiellement en raison de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, du fait surtout de changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et la croissance du portefeuille, ce qui a été en partie contrebalancé par des changements favorables liés à la pondération des scénarios. Ces facteurs ont été neutralisés partiellement par la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Gestion de patrimoine, ce qui reflète surtout des changements favorables liés à la pondération des scénarios.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 15 millions de dollars, ou 1 %, du fait essentiellement de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, annulée en partie par la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence de la conjoncture et des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits et pertes financiers potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2023. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR) et les simulations de crise. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2023. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2023.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR des activités de négociation

Le tableau ci-après présente les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR des activités de négociation.

| (en millions de dollars canadiens) | 31 juillet 2024 | | | | 30 avril 2024 | | 31 juillet 2023 (1) | |
|---|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------------------|--------------|-------------------------------------|--------------|
| | Pour le trimestre clos à cette date | | | | Pour le trimestre clos à cette date | | Pour le trimestre clos à cette date | |
| | Au | Moyenne | Haut | Bas | Au | Moyenne | Au | Moyenne |
| Titres de participation | 17 \$ | 15 \$ | 19 \$ | 12 \$ | 12 \$ | 10 \$ | 7 \$ | 10 \$ |
| Change | 8 | 6 | 10 | 3 | 3 | 4 | 5 | 4 |
| Marchandises | 6 | 7 | 8 | 6 | 7 | 5 | 5 | 5 |
| Taux d'intérêt (2) | 35 | 29 | 37 | 23 | 36 | 26 | 27 | 28 |
| Risque de crédit spécifique (3) | 8 | 8 | 9 | 7 | 7 | 7 | 6 | 5 |
| Effet de diversification (4) | (45) | (35) | n.s. | n.s. | (33) | (24) | (30) | (28) |
| VAR des activités de négociation | 29 \$ | 30 \$ | 36 \$ | 23 \$ | 32 \$ | 28 \$ | 20 \$ | 24 \$ |
| VAR totale | 33 \$ | 38 \$ | 49 \$ | 31 \$ | 45 \$ | 86 \$ | 27 \$ | 36 \$ |

| (en millions de dollars canadiens) | 31 juillet 2024 | | | | 31 juillet 2023 (1) | |
|---|---|--------------|---------------|--------------|---|--------------|
| | Pour la période de neuf mois close à cette date | | | | Pour la période de neuf mois close à cette date | |
| | Au | Moyenne | Haut | Bas | Au | Moyenne |
| Titres de participation | 17 \$ | 11 \$ | 19 \$ | 6 \$ | 7 \$ | 12 \$ |
| Change | 8 | 5 | 10 | 2 | 5 | 3 |
| Marchandises | 6 | 6 | 8 | 4 | 5 | 5 |
| Taux d'intérêt (2) | 35 | 30 | 44 | 22 | 27 | 30 |
| Risque de crédit spécifique (3) | 8 | 7 | 9 | 7 | 6 | 5 |
| Effet de diversification (4) | (45) | (30) | n.s. | n.s. | (30) | (31) |
| VAR des activités de négociation | 29 \$ | 29 \$ | 41 \$ | 20 \$ | 20 \$ | 24 \$ |
| VAR totale | 33 \$ | 82 \$ | 138 \$ | 31 \$ | 27 \$ | 46 \$ |

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin de concorder avec la VAR des activités de négociation.

(2) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(3) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(4) La VAR des activités de négociation est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.
n.s. non significatif

Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 30 millions de dollars, en hausse de 6 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout des variations du risque lié à notre portefeuille de financement de titres.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 38 millions de dollars et est demeurée relativement stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est chiffrée à 30 millions de dollars et est demeurée relativement stable par rapport au trimestre précédent.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 38 millions de dollars, en baisse de 48 millions, ce qui rend essentiellement compte de l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture au trimestre précédent, liée à la transaction visant HSBC Canada.

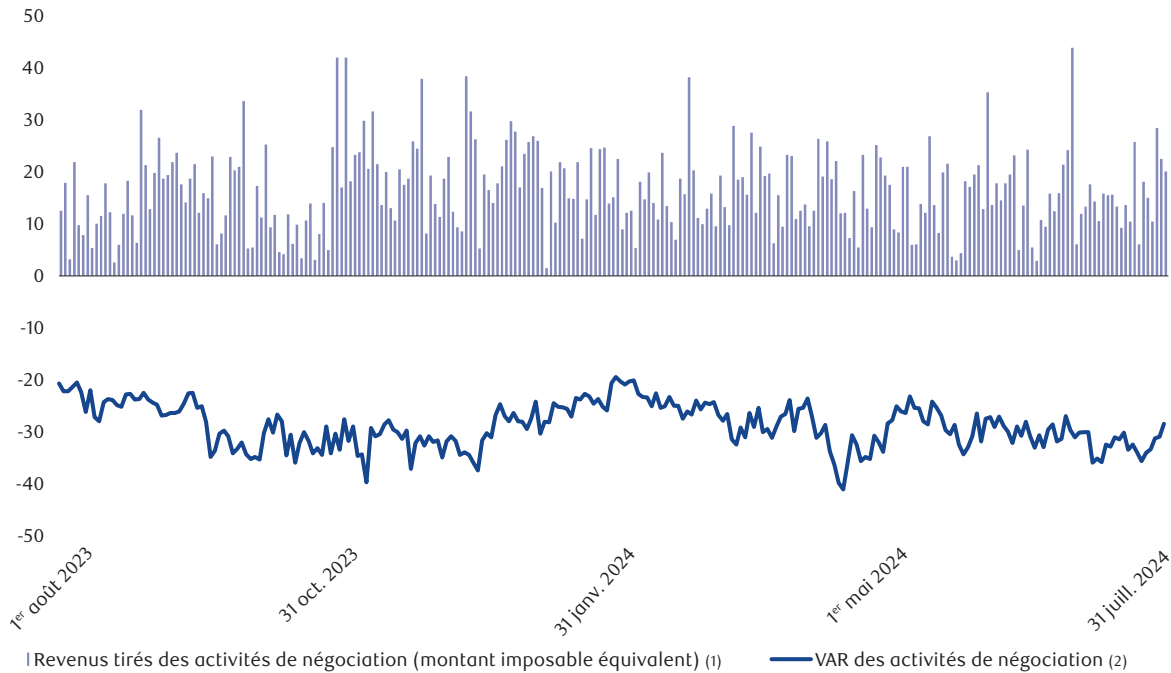
Troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 29 millions de dollars, en hausse de 5 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement des variations du risque lié à notre portefeuille de financement de titres.

La moyenne de la VAR totale s'est établie à 82 millions de dollars, en hausse de 36 millions, principalement en raison de l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours des trimestres clos le 31 juillet 2024 et le 30 avril 2024.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent), (1) et VAR des activités de négociation (2)
(en millions de dollars canadiens)



- I Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) (1) — VAR des activités de négociation (2)
- (1) Les revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) dans le graphique ci-dessus excluent l'incidence des engagements de souscription de prêts.
- (2) Au quatrième trimestre de 2023, la VAR dans le graphique ci-dessus a été révisée par rapport à celle qui avait été présentée précédemment afin de refléter la VAR des activités de négociation de nos portefeuilles de négociation.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations des taux d'actualisation utilisés dans le calcul des actifs et des passifs de contrat d'assurance et de réassurance, et l'incidence de ces éléments est reflétée dans le résultat des placements d'assurance dans l'état consolidé du résultat net. Au 31 juillet 2024, nous détenons des passifs liés aux contrats d'assurance de 19 milliards de dollars, déduction faite des actifs liés aux contrats d'assurance et des soldes de contrats de réassurance détenus (19 milliards au 30 avril 2024).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres et sur le revenu net d'intérêt prévus sur 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

| (en millions de dollars canadiens) | 31 juillet 2024 | | | | | | 30 avril 2024 | | 31 juillet 2023 | |
|--------------------------------------|--|------------------------------|-----------|--|------------------------------|--------|--|--|--|--|
| | Risque lié à la valeur économique des capitaux propres | | | Risque lié au revenu net d'intérêt (1) | | | Risque lié à la valeur économique des capitaux propres | Risque lié au revenu net d'intérêt (1) | Risque lié à la valeur économique des capitaux propres | Risque lié au revenu net d'intérêt (1) |
| | Incidence – dollar canadien | Incidence – dollar américain | Total | Incidence – dollar canadien | Incidence – dollar américain | Total | | | | |
| Incidence avant impôt d'une : | | | | | | | | | | |
| augmentation des taux de 100 p.b. | (1 669)\$ | (153)\$ | (1 822)\$ | 206 \$ | 119 \$ | 325 \$ | (2 149)\$ | 325 \$ | (1 999)\$ | 580 \$ |
| diminution des taux de 100 p.b. | 1 613 | (214) | 1 399 | (248) | (177) | (425) | 1 803 | (458) | 1 789 | (648) |

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Au 31 juillet 2024, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 425 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, contre 458 millions au trimestre précédent. Au 31 juillet 2024, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 1 822 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, comparativement à 2 149 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la sensibilité du revenu net d'intérêt est demeurée relativement stable, alors que la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres a diminué, et ce, en raison surtout d'une légère baisse des actifs nets à taux fixe. Au cours du troisième trimestre de 2024, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

| (en millions de dollars canadiens) | Au 31 juillet 2024 | | | |
|--|---------------------------|---|--|--|
| | Montant figurant au bilan | Évaluation du risque de marché | | Risque principal lié aux activités autres que de négociation |
| | | Risque lié aux activités de négociation (1) | Risque lié aux activités autres que de négociation (2) | |
| Actifs exposés au risque de marché | | | | |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques | 55 230 \$ | – \$ | 55 230 \$ | Taux d'intérêt |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | 57 409 | 1 | 57 408 | Taux d'intérêt |
| Titres | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 180 441 | 158 142 | 22 299 | Taux d'intérêt, écart de taux |
| Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable | 250 744 | – | 250 744 | Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions |
| Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | 325 401 | 275 143 | 50 258 | Taux d'intérêt |
| Prêts | | | | |
| Prêts de détail | 619 452 | 2 | 619 450 | Taux d'intérêt |
| Prêts de gros | 358 143 | 3 687 | 354 456 | Taux d'intérêt |
| Correction de valeur pour pertes sur prêts | (5 798) | – | (5 798) | Taux d'intérêt |
| Autres | | | | |
| Dérivés | 115 659 | 113 023 | 2 636 | Taux d'intérêt, écart de change |
| Autres actifs | 103 083 | 10 902 | 92 181 | Taux d'intérêt |
| Actifs non exposés au risque de marché (3) | 16 343 | | | |
| Total de l'actif | 2 076 107 \$ | 560 900 \$ | 1 498 864 \$ | |
| Passifs exposés au risque de marché | | | | |
| Dépôts | 1 361 265 \$ | 62 608 \$ | 1 298 657 \$ | Taux d'intérêt |
| Autres | | | | |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert | 33 972 | 33 839 | 133 | Taux d'intérêt, cours des actions |
| Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 304 373 | 278 162 | 26 211 | Taux d'intérêt |
| Dérivés | 126 884 | 118 814 | 8 070 | Taux d'intérêt, écart de change |
| Autres passifs | 89 153 | 14 629 | 74 524 | Taux d'intérêt |
| Débitures subordonnées | 13 437 | – | 13 437 | Taux d'intérêt |
| Passifs non exposés au risque de marché (4) | 22 531 | | | |
| Total du passif | 1 951 615 \$ | 508 052 \$ | 1 421 032 \$ | |
| Total des capitaux propres | 124 492 | | | |
| Total du passif et des capitaux propres | 2 076 107 \$ | | | |

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

| Au 30 avril 2024 | | | | |
|--|--------------------------------|---|--|--|
| (en millions de dollars canadiens) | Évaluation du risque de marché | | | Risque principal lié aux activités autres que de négociation |
| | Montant figurant au bilan | Risque lié aux activités de négociation (1) | Risque lié aux activités autres que de négociation (2) | |
| Actifs exposés au risque de marché | | | | |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques | 61 373 \$ | – \$ | 61 373 \$ | Taux d'intérêt |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | 38 459 | 1 | 38 458 | Taux d'intérêt |
| Titres | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 173 566 | 151 456 | 22 110 | Taux d'intérêt, écart de taux |
| Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable | 238 987 | – | 238 987 | Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions |
| Actifs achetés en vertu de conventions de vente et titres empruntés | 301 797 | 266 802 | 34 995 | Taux d'intérêt |
| Prêts | | | | |
| Prêts de détail | 612 687 | – | 612 687 | Taux d'intérêt |
| Prêts de gros | 353 567 | 16 297 | 337 270 | Taux d'intérêt |
| Correction de valeur pour pertes sur prêts | (5 715) | – | (5 715) | Taux d'intérêt |
| Autres | | | | |
| Dérivés | 130 199 | 127 529 | 2 670 | Taux d'intérêt, écart de change |
| Autres actifs | 110 346 | 11 197 | 99 149 | Taux d'intérêt |
| Actifs non exposés au risque de marché (3) | 15 784 | | | |
| Total de l'actif | 2 031 050 \$ | 573 282 \$ | 1 441 984 \$ | |
| Passifs exposés au risque de marché | | | | |
| Dépôts | 1 327 603 \$ | 57 145 \$ | 1 270 458 \$ | Taux d'intérêt |
| Autres | | | | |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert | 31 487 | 31 219 | 268 | Taux d'intérêt, cours des actions |
| Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 279 721 | 258 589 | 21 132 | Taux d'intérêt |
| Dérivés | 136 568 | 126 473 | 10 095 | Taux d'intérêt, écart de change |
| Autres passifs | 95 744 | 14 203 | 81 541 | Taux d'intérêt |
| Débitures subordonnées | 13 464 | – | 13 464 | Taux d'intérêt |
| Passifs non exposés au risque de marché (4) | 24 859 | | | |
| Total du passif | 1 909 446 \$ | 487 629 \$ | 1 396 958 \$ | |
| Total des capitaux propres | 121 604 | | | |
| Total du passif et des capitaux propres | 2 031 050 \$ | | | |

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Nos activités de gestion du risque de liquidité sont menées conformément aux cadres et politiques internes, notamment le cadre de gestion du risque d'entreprise, le cadre d'appétit pour le risque d'entreprise, le cadre de gestion du risque de liquidité d'entreprise, la politique sur le risque de liquidité d'entreprise et la politique de mise en gage d'entreprise. Collectivement, nos cadres et politiques stipulent les exigences en matière de gestion de la liquidité et du financement appropriées à l'exécution de notre stratégie et permettant de nous assurer que le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure dans les limites de notre appétit pour le risque. Aucun changement important n'a été apporté, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2023.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est uniquement constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros pourrait constituer une autre source de liquidités, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités.

| (en millions de dollars canadiens) | Au 31 juillet 2024 | | | | |
|---|---------------------------------------|--|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| | Actifs liquides détenus par la banque | Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés | Total des actifs liquides | Actifs liquides grevés | Actifs liquides non grevés |
| Trésorerie et dépôts auprès de banques | 112 639 \$ | – \$ | 112 639 \$ | 3 273 \$ | 109 366 \$ |
| Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1) | 329 287 | 360 461 | 689 748 | 418 218 | 271 530 |
| Autres titres | 151 689 | 130 550 | 282 239 | 167 567 | 114 672 |
| Autres actifs liquides (2) | 33 235 | – | 33 235 | 29 132 | 4 103 |
| Total des actifs liquides | 626 850 \$ | 491 011 \$ | 1 117 861 \$ | 618 190 \$ | 499 671 \$ |

| (en millions de dollars canadiens) | Au 30 avril 2024 | | | | |
|---|---------------------------------------|--|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| | Actifs liquides détenus par la banque | Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés | Total des actifs liquides | Actifs liquides grevés | Actifs liquides non grevés |
| Trésorerie et dépôts auprès de banques | 99 832 \$ | – \$ | 99 832 \$ | 3 395 \$ | 96 437 \$ |
| Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1) | 313 620 | 327 290 | 640 910 | 384 177 | 256 733 |
| Autres titres | 146 643 | 124 589 | 271 232 | 158 033 | 113 199 |
| Autres actifs liquides (2) | 33 214 | – | 33 214 | 28 047 | 5 167 |
| Total des actifs liquides | 593 309 \$ | 451 879 \$ | 1 045 188 \$ | 573 652 \$ | 471 536 \$ |

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | |
|---|-------------------|-------------------|
| | 31 juillet 2024 | 30 avril 2024 |
| Banque Royale du Canada | 218 166 \$ | 228 869 \$ |
| Succursales à l'étranger | 67 028 | 50 871 |
| Filiales | 214 477 | 191 796 |
| Total des actifs liquides non grevés | 499 671 \$ | 471 536 \$ |

- (1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (2) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients de détail et commerciaux, alors que les portefeuilles d'actifs liquides reflètent les variations des soldes des dépôts et des prêts, ainsi que les stratégies commerciales et les opérations des clients liés aux activités du secteur Marchés des Capitaux. La Trésorerie générale a également une incidence sur la réserve de liquidités en raison des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce qui pourrait entraîner des différences temporelles entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement du financement aux activités.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le total des actifs liquides non grevés s'est accru de 28 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet principalement d'une augmentation des titres au bilan et de la trésorerie, ce qui reflète une croissance des dépôts.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés et ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 juillet 2024, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 24 % du total de l'actif (24 % au 30 avril 2024).

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | | | | | | | | | |
|--|--------------------|------------------|-------------------------------------|-------------------|---------------------|--------------------|------------------|-------------------------------------|-------------------|---------------------|
| | 31 juillet 2024 | | | | | 30 avril 2024 | | | | |
| | Actifs grevés | | Actifs non grevés | | | Actifs grevés | | Actifs non grevés | | |
| | Donnés en garantie | Autres (1) | Pouvant être donnés en garantie (2) | Autres (3) | Total | Donnés en garantie | Autres (1) | Pouvant être donnés en garantie (2) | Autres (3) | Total |
| Trésorerie et dépôts auprès de banques | - \$ | 3 273 \$ | 109 366 \$ | - \$ | 112 639 \$ | - \$ | 3 395 \$ | 96 437 \$ | - \$ | 99 832 \$ |
| Titres | | | | | | | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 81 577 | - | 106 812 | 2 392 | 190 781 | 80 608 | - | 100 152 | 2 400 | 183 160 |
| Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable | 18 575 | - | 232 169 | - | 250 744 | 15 584 | - | 223 403 | - | 238 987 |
| Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (4) | 509 863 | 30 009 | 9 796 | 1 057 | 550 725 | 470 479 | 29 326 | 9 980 | 1 541 | 511 326 |
| Prêts | | | | | | | | | | |
| Prêts de détail | | | | | | | | | | |
| Titres hypothécaires | 28 346 | - | 29 878 | - | 58 224 | 28 729 | - | 29 559 | - | 58 288 |
| Prêts hypothécaires | 79 134 | - | 40 791 | 295 491 | 415 416 | 74 336 | - | 39 948 | 296 803 | 411 087 |
| Prêts autres qu'hypothécaires | 6 290 | - | - | 139 522 | 145 812 | 6 272 | - | - | 137 040 | 143 312 |
| Prêts de gros | - | - | 24 566 | 333 577 | 358 143 | - | - | 27 476 | 326 091 | 353 567 |
| Correction de valeur pour pertes sur prêts | - | - | - | (5 798) | (5 798) | - | - | - | (5 715) | (5 715) |
| Actif net des fonds distincts | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres | | | | | | | | | | |
| Dérivés | - | - | - | 115 659 | 115 659 | - | - | - | 130 199 | 130 199 |
| Autres (5) | 29 132 | - | 4 103 | 86 191 | 119 426 | 28 047 | - | 5 167 | 92 916 | 126 130 |
| Total de l'actif | 752 917 \$ | 33 282 \$ | 557 481 \$ | 968 091 \$ | 2 311 771 \$ | 704 055 \$ | 32 721 \$ | 532 122 \$ | 981 275 \$ | 2 250 173 \$ |

- (1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (2) Représente les actifs qui peuvent être immédiatement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB), ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY).
- (3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme immédiatement disponibles.
- (4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 30 milliards de dollars (29 milliards au 30 avril 2024) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.
- (5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le total des actifs non grevés pouvant être donnés en garantie a augmenté de 25 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent en raison principalement d'une augmentation des titres ainsi que de la trésorerie et des dépôts auprès de banques.

Financement

Stratégie de financement

Le maintien d'une diversification des sources de financement est une stratégie importante de gestion de notre profil de risque de liquidité.

Le financement de base, qui inclut les fonds propres, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers, ainsi qu'une portion stable de nos dépôts d'entreprises et dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Les activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent.

Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement.

Nous évaluons régulièrement notre concentration du financement et avons mis en place des limites relativement à certaines sources de financement afin de favoriser la diversification de notre base de financement.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 juillet 2024, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts aux entreprises, s'établissaient à 957 milliards de dollars, ou 56 % du total du financement (943 milliards, ou 57 %, au 30 avril 2024). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 juillet 2024, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 105 milliards de dollars (109 milliards au 30 avril 2024).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-après.

Émission de titres d'emprunt à long terme

Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos programmes inscrits et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

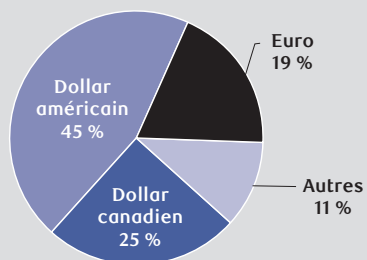
Programmes par secteur géographique

| Canada | États-Unis | Europe/Asie |
|--|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars | <ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base aux États-Unis – 75 milliards de dollars US | <ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 75 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens |

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères).

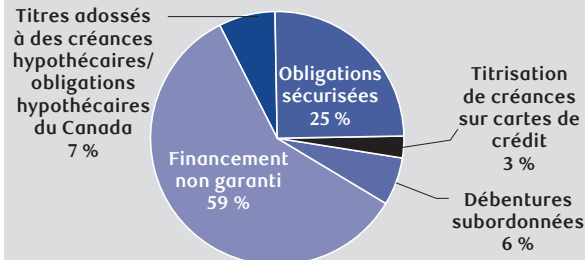
Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par monnaie d'émission



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par produit



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

| (en millions de dollars canadiens) | Au 31 juillet 2024 | | | | | | | |
|---|--------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Moins de 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 12 mois | Moins de 1 an Sous-total | De 1 à 2 ans | 2 ans et plus | Total |
| Dépôts provenant de banques (2) | 2 997 \$ | 70 \$ | 65 \$ | 100 \$ | 3 232 \$ | – \$ | – \$ | 3 232 \$ |
| Certificats de dépôt et papier commercial (3) | 7 285 | 14 529 | 16 342 | 24 474 | 62 630 | – | – | 62 630 |
| Papier commercial adossé à des actifs (4) | 3 862 | 7 094 | 5 222 | 1 114 | 17 292 | – | – | 17 292 |
| Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5) | 44 | 5 011 | 13 118 | 15 460 | 33 633 | 20 864 | 50 185 | 104 682 |
| Obligations structurées non garanties de premier rang (6) | 1 077 | 2 030 | 2 279 | 6 019 | 11 405 | 3 573 | 19 398 | 34 376 |
| Titrisation de prêts hypothécaires | 37 | 487 | 553 | 2 256 | 3 333 | 1 630 | 11 880 | 16 843 |
| Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7) | – | 1 775 | 2 218 | 5 490 | 9 483 | 14 412 | 43 609 | 67 504 |
| Passif subordonné | – | – | 1 500 | 1 250 | 2 750 | 2 070 | 8 883 | 13 703 |
| Autres (8) | 4 919 | 264 | 368 | 2 803 | 8 354 | 16 399 | 163 | 24 916 |
| Total | 20 221 | \$ 31 260 | \$ 41 665 | \$ 58 966 | \$ 152 112 | \$ 58 948 | \$ 134 118 | \$ 345 178 |
| Comprend : | | | | | | | | |
| – Financement garanti | 8 716 \$ | 9 434 \$ | 8 115 \$ | 8 860 \$ | 35 125 \$ | 16 042 \$ | 55 489 \$ | 106 656 \$ |
| – Financement non garanti | 11 505 | 21 826 | 33 550 | 50 106 | 116 987 | 42 906 | 78 629 | 238 522 |

| (en millions de dollars canadiens) | Au 30 avril 2024 | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Moins de 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 12 mois | Moins de 1 an Sous-total | De 1 à 2 ans | 2 ans et plus | Total |
| Dépôts provenant de banques (2) | 3 947 \$ | 312 \$ | – \$ | 116 \$ | 4 375 \$ | – \$ | – \$ | 4 375 \$ |
| Certificats de dépôt et papier commercial (3) | 12 883 | 19 008 | 18 663 | 15 599 | 66 153 | – | – | 66 153 |
| Papier commercial adossé à des actifs (4) | 4 329 | 3 873 | 8 101 | 1 069 | 17 372 | – | – | 17 372 |
| Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5) | 2 589 | 11 435 | 5 007 | 20 148 | 39 179 | 15 666 | 53 963 | 108 808 |
| Obligations structurées non garanties de premier rang (6) | 858 | 1 822 | 2 347 | 5 812 | 10 839 | 3 980 | 17 470 | 32 289 |
| Titrisation de prêts hypothécaires | – | 1 066 | 405 | 1 815 | 3 286 | 1 307 | 12 720 | 17 313 |
| Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7) | – | – | 1 720 | 3 620 | 5 340 | 13 401 | 47 647 | 66 388 |
| Passif subordonné | – | 1 500 | – | 1 500 | 3 000 | 3 273 | 7 698 | 13 971 |
| Autres (8) | 4 794 | 268 | 1 706 | 1 890 | 8 658 | 16 945 | 145 | 25 748 |
| Total | 29 400 | \$ 39 284 | \$ 37 949 | \$ 51 569 | \$ 158 202 | \$ 54 572 | \$ 139 643 | \$ 352 417 |
| Comprend : | | | | | | | | |
| – Financement garanti | 9 019 \$ | 5 023 \$ | 10 975 \$ | 6 504 \$ | 31 521 \$ | 14 708 \$ | 60 367 \$ | 106 596 \$ |
| – Financement non garanti | 20 381 | 34 261 | 26 974 | 45 065 | 126 681 | 39 864 | 79 276 | 245 821 |

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut les billets de dépôt au porteur (non garantis).

(4) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(5) Inclut les billets de dépôt et les billets à taux variable (non garantis).

(6) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(7) Inclut les obligations sécurisées garanties par les emprunts hypothécaires résidentiels et les titres adossés à des créances sur cartes de crédit.

(8) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 5 017 millions de dollars (4 835 millions au 30 avril 2024), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 19 678 millions (20 022 millions au 30 avril 2024), et des avances d'une FHLB (garanties) de néant (688 millions au 30 avril 2024) et des certificats de placement garanti de gros de 221 millions (203 millions au 30 avril 2024).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau suivant présente nos principales notations :

Notations ⁽¹⁾

| | Au 27 août 2024 | | | |
|---|----------------------|--|--|-------------|
| | Dettes à court terme | Dettes à long terme de premier rang existante ⁽²⁾ | Dettes à long terme de premier rang ⁽³⁾ | Perspective |
| Moody's [‡] ⁽⁴⁾ | P-1 | Aa1 | A1 | stable |
| Standard & Poor's [‡] ⁽⁵⁾ | A-1+ | AA- | A | stable |
| Fitch Ratings [‡] ⁽⁶⁾ | F1+ | AA | AA- | stable |
| DBRS [‡] ⁽⁷⁾ | R-1 (élevée) | AA (élevée) | AA | stable |

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 6 novembre 2023, Moody's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (5) Le 25 juin 2024, Standard & Poor's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (6) Le 11 juin 2024, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (7) Le 10 mai 2024, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | | | | | |
|---|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| | 31 juillet 2024 | | | 30 avril 2024 | | |
| | Révision à la baisse de 1 cran | Révision à la baisse de 2 crans | Révision à la baisse de 3 crans | Révision à la baisse de 1 cran | Révision à la baisse de 2 crans | Révision à la baisse de 3 crans |
| Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges | 195 \$ | 96 \$ | 194 \$ | 228 \$ | 137 \$ | 218 \$ |
| Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges ⁽¹⁾ | 36 | 64 | 11 | 44 | 46 | 87 |

- (1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

| | Pour les trimestres clos | |
|--|--|----------------------------------|
| | le 31 juillet 2024 | |
| | Valeur non pondérée totale (moyenne) (2) | Valeur pondérée totale (moyenne) |
| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | | |
| Actifs liquides de haute qualité | | |
| Total des actifs liquides de haute qualité | | 389 190 \$ |
| Sorties de trésorerie | | |
| Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont : | | |
| Dépôts stables (3) | 401 452 \$ | 39 590 \$ |
| Dépôts moins stables | 130 360 | 3 911 |
| Financement de gros non garanti, dont : | 271 092 | 35 679 |
| Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives (4) | 451 980 | 214 045 |
| Dépôts non opérationnels | 170 428 | 40 017 |
| Dettes non garanties | 247 916 | 140 392 |
| Financement de gros garanti | 33 636 | 33 636 |
| Exigences supplémentaires, dont : | | 40 555 |
| Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées | 389 439 | 81 464 |
| Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette | 66 926 | 17 656 |
| Facilités de crédit et de liquidité | 10 488 | 10 488 |
| Autres obligations de financement contractuelles (5) | 312 025 | 53 320 |
| Autres obligations de financement conditionnelles (6) | 29 613 | 29 613 |
| Total des sorties de trésorerie | 806 230 | 14 062 |
| Entrées de trésorerie | | 419 329 \$ |
| Prêts garantis (p. ex., conventions de revente) | 324 405 \$ | 55 613 \$ |
| Entrées liées aux expositions parfaitement productives | 18 952 | 11 236 |
| Autres entrées de trésorerie | 44 155 | 44 155 |
| Total des entrées de trésorerie | | 111 004 \$ |
| | | Total de la valeur ajustée |
| Total des actifs liquides de haute qualité | | 389 190 \$ |
| Total des sorties de trésorerie nettes | | 308 325 |
| Ratio de liquidité à court terme | | 126 % |
| | | le 30 avril 2024 |

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

| | |
|--|--------------|
| Total des actifs liquides de haute qualité | 382 663 \$ |
| Total des sorties de trésorerie nettes | 299 253 |
| Ratio de liquidité à court terme | 128 % |

- Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 correspond à une moyenne de 64 positions quotidiennes.
- À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité, la composition des activités et des actifs, ainsi que les capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement, considérant les modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie sont conçues afin de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 87 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 juillet 2024 s'est établie à 126 %, ce qui représente un excédent d'environ 81 milliards de dollars, comparativement à 128 % et à un excédent d'environ 83 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme moyen est demeuré relativement stable par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète la croissance des prêts et une augmentation des titres au bilan, facteurs annulés pour l'essentiel par la hausse des dépôts de détail.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel d'un an pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des divers actifs bancaires et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

| | Au 31 juillet 2024 | | | | |
|---|---|--------------------|---------------------------------|-----------------|--------------------|
| | Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2) | | | | |
| | Sans échéance | Moins de 6 mois | De 6 mois à moins de 1 an | 1 an et plus | Valeur pondérée |
| <i>(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i> | | | | | |
| Élément de financement stable disponible | | | | | |
| Fonds propres : | 125 974 \$ | – \$ | – \$ | 12 355 \$ | 138 329 \$ |
| <i>Fonds propres réglementaires</i> | 125 974 | – | – | 12 355 | 138 329 |
| <i>Autres instruments de fonds propres</i> | – | – | – | – | – |
| Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises : | 329 056 | 132 719 | 55 830 | 69 334 | 535 412 |
| <i>Dépôts stables (3)</i> | 97 570 | 55 431 | 28 748 | 31 633 | 204 294 |
| <i>Dépôts moins stables</i> | 231 486 | 77 288 | 27 082 | 37 701 | 331 118 |
| Financement de gros : | 318 514 | 444 936 | 72 775 | 160 001 | 386 619 |
| <i>Dépôts opérationnels (4)</i> | 178 861 | – | – | – | 89 431 |
| <i>Autres financements de gros</i> | 139 653 | 444 936 | 72 775 | 160 001 | 297 188 |
| Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5) | – | 1 921 | 2 914 | 21 976 | – |
| Autres passifs : | 50 222 | – | 224 416 | – | 16 642 |
| <i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i> | – | – | 27 848 | – | – |
| <i>Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus</i> | 50 222 | 178 794 | 2 265 | 15 509 | 16 642 |
| Total du financement stable disponible | 1 077 002 \$ | | | | |
| Élément de financement stable exigé | | | | | |
| Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme | 42 525 \$ | | | | |
| Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles | – | 1 507 | – | – | 753 |
| Prêts et titres productifs : | 275 076 | 324 259 | 122 186 | 532 035 | 771 234 |
| <i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1</i> | – | 100 277 | 8 794 | 31 | 10 206 |
| <i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières</i> | 6 053 | 123 246 | 30 686 | 21 824 | 60 641 |
| <i>Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :</i> | 184 289 | 54 314 | 32 987 | 173 767 | 347 865 |
| <i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i> | – | 615 | 438 | 4 966 | 3 754 |
| <i>Prêts hypothécaires résidentiels productifs, y compris :</i> | 39 502 | 43 807 | 48 026 | 314 878 | 293 947 |
| <i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i> | 39 502 | 43 775 | 47 994 | 313 716 | 292 928 |
| <i>Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse</i> | 45 232 | 2 615 | 1 693 | 21 535 | 58 575 |
| Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5) | – | 1 921 | 2 914 | 21 976 | – |
| Autres actifs : | 4 103 | – | 319 198 | – | 93 037 |
| <i>Produits de base physiques, y compris l'or</i> | 4 103 | – | – | – | 3 488 |
| <i>Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale</i> | – | – | 22 899 | – | 19 464 |
| <i>Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i> | – | – | 26 811 | – | – |
| <i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée</i> | – | – | 58 430 | – | 2 921 |
| <i>Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus</i> | – | 146 290 | 109 | 64 659 | 67 164 |
| Éléments hors bilan | – | – | 873 142 | – | 33 888 |
| Total du financement stable exigé | 941 437 \$ | | | | |
| Ratio de liquidité à long terme (%) | 114 % | | | | |

Au 30 avril 2024

| | Valeur pondérée |
|--|---------------------|
| <i>(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i> | |
| Total du financement stable disponible | 1 045 019 \$ |
| Total du financement stable exigé | 940 401 |
| Ratio de liquidité à long terme (%) | 111 % |

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme, Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la *Loi nationale sur l'habitation*, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres et de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Au 31 juillet 2024, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 114 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 136 milliards de dollars, comparativement à 111 % et à un excédent d'environ 105 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme a augmenté par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'accroissement du financement stable disponible découlant d'une augmentation de la valeur pondérée des dépôts de détail et du financement de gros.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur) et le profil des échéances des actifs et des passifs au titre des contrats d'assurance et de réassurance détenus à leur valeur comptable en fonction du calendrier estimatif de réalisation des flux de trésorerie, à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation des risques et rapport interne sur la liquidité qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2023.

| (en millions de dollars canadiens) | Au 31 juillet 2024 | | | | | | | | | Total |
|--|--------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------------|---------------------|
| | Moins de 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 9 mois | De 9 à 12 mois | De 1 à 2 ans | De 2 à 5 ans | 5 ans et plus | Sans échéance précise | |
| Actif | | | | | | | | | | |
| Trésorerie et dépôts auprès de banques | 110 247 \$ | 11 \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | 2 381 \$ | 112 639 \$ |
| Titres | | | | | | | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction (1) | 89 574 | 299 | 201 | 188 | 12 | 72 | 673 | 10 860 | 78 562 | 180 441 |
| Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable | 4 346 | 5 256 | 6 205 | 8 080 | 14 007 | 46 465 | 74 886 | 90 340 | 1 159 | 250 744 |
| Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2) | 148 751 | 67 372 | 56 401 | 15 439 | 17 619 | 31 | – | – | 19 788 | 325 401 |
| Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable | 34 463 | 36 495 | 47 089 | 46 698 | 54 269 | 274 292 | 296 722 | 77 946 | 103 823 | 971 797 |
| Autres | | | | | | | | | | |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 130 | 572 | 2 | – | – | – | 5 | – | (32) | 677 |
| Dérivés | 8 459 | 12 728 | 9 009 | 6 074 | 4 354 | 13 057 | 23 544 | 38 434 | – | 115 659 |
| Autres actifs financiers | 40 608 | 2 639 | 2 226 | 697 | 803 | 155 | 687 | 1 821 | 3 793 | 53 429 |
| Total des actifs financiers | 436 578 | 125 372 | 121 133 | 77 176 | 91 064 | 334 072 | 396 517 | 219 401 | 209 474 | 2 010 787 |
| Autres actifs non financiers | 7 768 | 2 309 | 1 788 | 199 | 119 | 2 146 | 2 788 | 10 111 | 38 092 | 65 320 |
| Total de l'actif | 444 346 \$ | 127 681 \$ | 122 921 \$ | 77 375 \$ | 91 183 \$ | 336 218 \$ | 399 305 \$ | 229 512 \$ | 247 566 \$ | 2 076 107 \$ |
| Passif et capitaux propres | | | | | | | | | | |
| Dépôts (3) | | | | | | | | | | |
| Emprunts non garantis | 110 259 \$ | 73 064 \$ | 90 917 \$ | 70 514 \$ | 75 563 \$ | 62 513 \$ | 79 481 \$ | 37 400 \$ | 645 017 \$ | 1 244 728 \$ |
| Emprunts garantis | 4 136 | 8 846 | 6 810 | 3 352 | 1 692 | 6 719 | 17 128 | 8 915 | – | 57 598 |
| Obligations sécurisées | – | 1 776 | 2 221 | 1 465 | 3 945 | 13 019 | 32 692 | 3 821 | – | 58 939 |
| Autres | | | | | | | | | | |
| Acceptations | 130 | 571 | 2 | – | – | – | 5 | – | – | 708 |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert | 33 972 | – | – | – | – | – | – | – | – | 33 972 |
| Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2) | 203 464 | 54 845 | 7 512 | 9 935 | 6 402 | 3 | – | – | 22 212 | 304 373 |
| Dérivés | 9 486 | 16 546 | 11 451 | 7 497 | 8 502 | 14 148 | 23 250 | 36 004 | – | 126 884 |
| Autres passifs financiers | 38 054 | 3 218 | 2 800 | 1 888 | 1 916 | 957 | 2 367 | 16 808 | 1 310 | 69 318 |
| Débtentures subordonnées | – | – | – | – | – | 1 987 | – | 11 450 | – | 13 437 |
| Total des passifs financiers | 399 501 | 158 866 | 121 713 | 94 651 | 98 020 | 99 346 | 154 923 | 114 398 | 668 539 | 1 909 957 |
| Autres passifs non financiers | 1 103 | 1 124 | 5 655 | 341 | 157 | 1 397 | 1 379 | 19 625 | 10 877 | 41 658 |
| Capitaux propres | – | – | – | – | – | – | – | – | 124 492 | 124 492 |
| Total du passif et des capitaux propres | 400 604 \$ | 159 990 \$ | 127 368 \$ | 94 992 \$ | 98 177 \$ | 100 743 \$ | 156 302 \$ | 134 023 \$ | 803 908 \$ | 2 076 107 \$ |
| Éléments hors bilan | | | | | | | | | | |
| Garanties financières | 776 \$ | 2 737 \$ | 3 887 \$ | 4 751 \$ | 3 689 \$ | 980 \$ | 7 104 \$ | 1 122 \$ | 40 \$ | 25 086 \$ |
| Engagements de crédit | 3 996 | 9 925 | 17 470 | 17 863 | 22 595 | 65 158 | 212 426 | 25 219 | 3 857 | 378 509 |
| Autres engagements liés au crédit | 29 444 | 1 544 | 2 358 | 2 458 | 3 009 | 377 | 1 234 | 110 | 85 922 | 126 456 |
| Autres engagements | 6 | 10 | 18 | 18 | 18 | 62 | 152 | 188 | 936 | 1 408 |
| Total des éléments hors bilan | 34 222 \$ | 14 216 \$ | 23 733 \$ | 25 090 \$ | 29 311 \$ | 66 577 \$ | 220 916 \$ | 26 639 \$ | 90 755 \$ | 531 459 \$ |

(1) À l'exception des titres de créance du secteur Assurances, les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Au 30 avril 2024

| (en millions de dollars canadiens) | Moins de 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 9 mois | De 9 à 12 mois | De 1 à 2 ans | De 2 à 5 ans | 5 ans et plus | Sans échéance précise | Total |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------------|---------------------|
| Actif | | | | | | | | | | |
| Trésorerie et dépôts auprès de banques | 97 580 \$ | 11 \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | 2 241 \$ | 99 832 \$ |
| Titres | | | | | | | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction (1) | 87 638 | 225 | 300 | 191 | 29 | 57 | 686 | 10 782 | 73 658 | 173 566 |
| Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable | 5 158 | 8 386 | 4 412 | 5 188 | 7 599 | 45 901 | 76 182 | 85 011 | 1 150 | 238 987 |
| Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2) | 124 533 | 71 600 | 39 967 | 28 174 | 17 906 | 1 | – | – | 19 616 | 301 797 |
| Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable | 48 164 | 32 869 | 41 487 | 51 113 | 50 861 | 243 493 | 313 973 | 77 250 | 101 329 | 960 539 |
| Autres | | | | | | | | | | |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 6 560 | 2 543 | – | 2 | – | – | 5 | – | (51) | 9 059 |
| Dérivés | 10 115 | 12 843 | 7 860 | 8 177 | 6 419 | 15 184 | 27 909 | 41 692 | – | 130 199 |
| Autres actifs financiers | 38 392 | 3 200 | 1 820 | 709 | 966 | 164 | 671 | 1 987 | 3 881 | 51 790 |
| Total des actifs financiers | 418 140 | 131 677 | 95 846 | 93 554 | 83 780 | 304 800 | 419 426 | 216 722 | 201 824 | 1 965 769 |
| Autres actifs non financiers | 8 062 | 2 333 | 1 791 | 159 | 131 | 2 745 | 2 612 | 9 598 | 37 850 | 65 281 |
| Total de l'actif | 426 202 \$ | 134 010 \$ | 97 637 \$ | 93 713 \$ | 83 911 \$ | 307 545 \$ | 422 038 \$ | 226 320 \$ | 239 674 \$ | 2 031 050 \$ |
| Passif et capitaux propres | | | | | | | | | | |
| Dépôts (3) | | | | | | | | | | |
| Emprunts non garantis | 91 143 \$ | 80 798 \$ | 83 610 \$ | 80 978 \$ | 64 877 \$ | 59 440 \$ | 79 604 \$ | 33 161 \$ | 638 515 \$ | 1 212 126 \$ |
| Emprunts garantis | 4 802 | 6 893 | 9 644 | 2 105 | 2 245 | 6 683 | 16 086 | 9 966 | – | 58 424 |
| Obligations sécurisées | – | – | 1 722 | 2 154 | 1 427 | 11 876 | 34 979 | 4 895 | – | 57 053 |
| Autres | | | | | | | | | | |
| Acceptations | 6 560 | 2 543 | – | 2 | – | – | 5 | – | – | 9 110 |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert | 31 487 | – | – | – | – | – | – | – | – | 31 487 |
| Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2) | 192 996 | 43 991 | 12 306 | 40 | 8 596 | 5 | – | – | 21 787 | 279 721 |
| Dérivés | 9 432 | 15 297 | 8 632 | 10 408 | 7 561 | 15 926 | 28 281 | 41 031 | – | 136 568 |
| Autres passifs financiers | 39 024 | 2 925 | 3 320 | 1 852 | 2 073 | 1 067 | 2 378 | 16 393 | 1 507 | 70 539 |
| Débitures subordonnées | – | – | – | – | – | 1 947 | – | 11 517 | – | 13 464 |
| Total des passifs financiers | 375 444 | 152 447 | 119 234 | 97 539 | 86 779 | 96 944 | 161 333 | 116 963 | 661 809 | 1 868 492 |
| Autres passifs non financiers | 2 347 | 982 | 98 | 4 597 | 199 | 1 264 | 1 260 | 19 574 | 10 633 | 40 954 |
| Capitaux propres | – | – | – | – | – | – | – | – | 121 604 | 121 604 |
| Total du passif et des capitaux propres | 377 791 \$ | 153 429 \$ | 119 332 \$ | 102 136 \$ | 86 978 \$ | 98 208 \$ | 162 593 \$ | 136 537 \$ | 794 046 \$ | 2 031 050 \$ |
| Éléments hors bilan | | | | | | | | | | |
| Garanties financières | 1 075 \$ | 2 340 \$ | 3 858 \$ | 4 073 \$ | 4 657 \$ | 987 \$ | 7 699 \$ | 843 \$ | 19 \$ | 25 551 \$ |
| Engagements de crédit | 4 261 | 12 228 | 14 509 | 17 925 | 22 640 | 62 144 | 208 876 | 25 822 | 4 685 | 373 090 |
| Autres engagements liés au crédit | 29 105 | 1 992 | 2 383 | 2 353 | 2 437 | 572 | 1 026 | 109 | 83 484 | 123 461 |
| Autres engagements | 6 | 11 | 16 | 17 | 18 | 62 | 152 | 193 | 965 | 1 440 |
| Total des éléments hors bilan | 34 447 \$ | 16 571 \$ | 20 766 \$ | 24 368 \$ | 29 752 \$ | 63 765 \$ | 217 753 \$ | 26 967 \$ | 89 153 \$ | 523 542 \$ |

(1) À l'exception des titres de créance du secteur Assurances, les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2023. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF, afin d'assurer le respect de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2023, mise à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes. Pour ce qui est du risque de crédit, nous utilisons l'approche fondée sur les notations internes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux de la majorité de nos portefeuilles, y compris la plupart des expositions acquises dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. L'approche standard est appliquée au risque de crédit de certains portefeuilles, principalement ceux du secteur Gestion de patrimoine, y compris notre portefeuille de gros à City National, ainsi que ceux de nos activités bancaires dans les Antilles et certains portefeuilles de prêts de détail non hypothécaires acquis dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. En ce qui concerne le calcul des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de marché et le risque opérationnel aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée, nous utilisons l'approche standard révisée selon les règles du BSIF, tel qu'il est indiqué plus loin.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure. En plus des cibles en vertu de l'accord de Bâle III, le BSIF a fixé une réserve pour stabilité intérieure applicable à toutes les banques d'importance systémique intérieure canadiennes afin d'assurer davantage la stabilité financière du système financier canadien. L'exigence actuelle du BSIF en ce qui a trait à la réserve pour stabilité intérieure est fixée à 3,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques, comme l'a confirmé le BSIF le 18 juin 2024.

Aux termes de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, les banques d'importance systémique intérieure sont tenues de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et un ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice sur la TLAC.

Au deuxième trimestre de 2023, nous avons mis en œuvre la première phase de l'adoption des réformes définitives de Bâle III du CBCB du BSIF, qui comporte une révision des lignes directrices en matière de fonds propres, de levier et de communication de l'information. La deuxième phase de la mise en œuvre des réformes définitives de Bâle III du CBCB du BSIF liées aux révisions des lignes directrices sur les normes de fonds propres portant sur le rajustement de la valeur du crédit et le risque de marché est entrée en vigueur au premier trimestre de 2024. L'adoption des règles révisées portant sur le rajustement de la valeur du crédit et le risque de marché reflète l'adoption d'un cadre d'approche standard révisé en matière de rajustement de la valeur du crédit et un cadre d'approche standard révisé lié au risque de marché, ainsi que l'abandon de notre approche fondée sur les modèles internes existante utilisée pour calculer l'actif pondéré en fonction des risques rattaché au risque de marché. Les exigences de divulgation en vertu du troisième pilier révisées qui sont entrées en vigueur à l'adoption des règles révisées ont été reflétées dans notre rapport distinct portant sur le troisième pilier du premier trimestre de 2024. De plus, comme le prescrivent les lignes directrices sur les normes de fonds propres, avec prise d'effet au premier trimestre de 2024, notre plancher de fonds propres réglementaire est passé de 65 % de l'actif pondéré en fonction des risques pour l'exercice 2023 à 67,5 % de l'actif pondéré en fonction des risques pour l'exercice 2024. Le 5 juillet 2024, le BSIF a annoncé un report d'un an de l'augmentation du plancher de fonds propres, maintenant l'exigence actuelle à 67,5 % de l'actif pondéré en fonction des risques (calculé uniquement selon l'approche standard pour les risques de crédit et de marché et le risque opérationnel) pour 2024 et 2025, et reportant l'exigence de mise en œuvre du plancher de 70 % de 2025 à 2026 et l'exigence de mise en œuvre du plancher de 72,5 % de 2026 à 2027.

Notre méthode d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation est fondée sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires de Bâle III, sauf en ce qui a trait au secteur Assurances. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2023, notre méthode d'attribution des fonds propres intègre les exigences de levier de manière à attribuer les fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Les fonds propres sont encore attribués à notre plateforme d'assurance en fonction du capital économique pleinement diversifié, comme ce fut le cas au cours des derniers trimestres. Pour plus de détails sur les changements apportés à notre méthode d'attribution des fonds propres, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2023.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

| Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III | Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III | | | | | Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾ | Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale au 31 juillet 2024 ⁽⁴⁾ | Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 31 juillet 2024 |
|---|--|---------------------------|--|---|---|--|---|--|
| | Ratio minimal | Réserves de fonds propres | Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres | Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽¹⁾ | Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ^{(1), (2)} | | | |
| Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires | 4,5 % | 2,6 % | 7,1 % | 1,0 % | 8,1 % | 3,5 % | 11,6 % | 13,0 % |
| Fonds propres de première catégorie | 6,0 % | 2,6 % | 8,6 % | 1,0 % | 9,6 % | 3,5 % | 13,1 % | 14,5 % |
| Total des fonds propres | 8,0 % | 2,6 % | 10,6 % | 1,0 % | 11,6 % | 3,5 % | 15,1 % | 16,3 % |
| Ratio de levier | 3,0 % | s.o. | 3,0 % | 0,5 % | 3,5 % | s.o. | 3,5 % | 4,2 % |
| Ratio TLAC | 21,6 % | s.o. | 21,6 % | s.o. | 21,6 % | 3,5 % | 25,1 % | 28,4 % |
| Ratio de levier TLAC | 7,25 % | s.o. | 7,25 % | s.o. | 7,25 % | s.o. | 7,25 % | 8,3 % |

- (1) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques. En ce qui concerne le ratio de levier, seulement 50 % de notre supplément de fonds propres applicable aux banques d'importance systémique intérieure correspond au supplément requis.
- (2) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 % et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit. La réserve de fonds propres anticyclique, calculée conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, était de 0,07 % au 31 juillet 2024 (0,05 % au 30 avril 2024 et 0,06 % au 31 octobre 2023).
- (3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 4 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques et, actuellement, elle est établie à 3,5 %.
- (4) Les exigences cibles minimales reflètent les exigences concernant la réserve de fonds propres anticyclique au 31 juillet 2024, qui sont assujetties à des changements en fonction des positions détenues à la date de clôture.
- s.o. sans objet

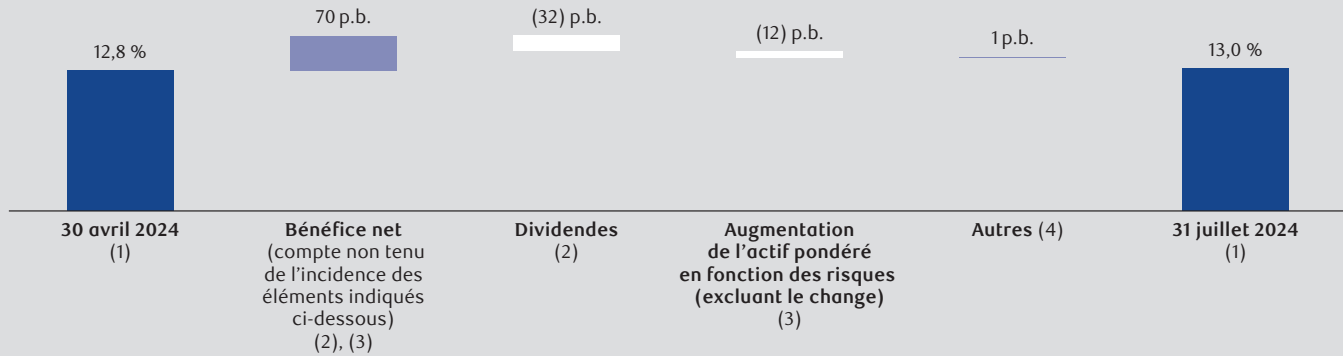
Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, la TLAC disponible, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire) | Aux | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 31 juillet 2024 | 30 avril 2024 | 31 octobre 2023 |
| Fonds propres ^{(1), (2)} | | | |
| Fonds propres CET1 | 86 230 \$ | 83 497 \$ | 86 611 \$ |
| Fonds propres de première catégorie | 95 724 | 92 444 | 93 904 |
| Total des fonds propres | 108 079 | 105 353 | 104 952 |
| Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres ^{(1), (2)} | | | |
| Risque de crédit | 540 482 \$ | 531 381 \$ | 475 842 \$ |
| Risque de marché | 32 920 | 35 156 | 40 498 |
| Risque opérationnel | 87 775 | 87 165 | 79 883 |
| Total de l'actif pondéré en fonction des risques | 661 177 \$ | 653 702 \$ | 596 223 \$ |
| Ratios de fonds propres et ratio de levier ^{(1), (2)} | | | |
| Ratio CET1 | 13,0 % | 12,8 % | 14,5 % |
| Ratio de fonds propres de première catégorie | 14,5 % | 14,1 % | 15,7 % |
| Ratio du total des fonds propres | 16,3 % | 16,1 % | 17,6 % |
| Ratio de levier | 4,2 % | 4,2 % | 4,3 % |
| Exposition du ratio de levier | 2 271 007 \$ | 2 219 019 \$ | 2 179 590 \$ |
| TLAC disponible et ratios ^{(1), (3)} | | | |
| TLAC disponible | 187 656 \$ | 179 902 \$ | 184 916 \$ |
| Ratio TLAC | 28,4 % | 27,5 % | 31,0 % |
| Ratio de levier TLAC | 8,3 % | 8,1 % | 8,5 % |

- (1) Comme le BSIF n'exige pas le retraitement des chiffres des périodes précédentes, l'adoption d'IFRS 17 n'a eu aucune incidence sur les fonds propres réglementaires, l'actif pondéré en fonction des risques, les ratios de fonds propres, le ratio de levier, la TLAC disponible et les ratios TLAC pour les périodes antérieures au 1^{er} novembre 2023.
- (2) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. La période close le 31 octobre 2023 reflète notre adoption des lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et le ratio de levier qui sont entrées en vigueur au deuxième trimestre de 2023, et mises à jour le 20 octobre 2023, dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III par le BSIF. Les périodes closes le 31 juillet 2024 et le 30 avril 2024 reflètent également l'adoption des cadres révisés de rajustement de la valeur de crédit et du risque de marché, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} novembre 2023.
- (3) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Troisième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Continuité du ratio CET1 (Bâle III)



- (1) Représente des chiffres arrondis.
 (2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 2,5 milliards de dollars, ou 38 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, compte non tenu de l'incidence de l'élément spécifié, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.
 (3) Compte non tenu de l'élément spécifié pour les coûts de transaction et d'intégration de la transaction visant HSBC Canada.
 (4) Comprend l'incidence de l'élément spécifié plus haut.

Notre ratio CET1 s'est établi à 13,0 %, en hausse de 20 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du montant net des capitaux autogénérés, annulé en partie par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques (excluant le change).

Le total de l'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 7 milliards de dollars, principalement du fait de l'incidence de la variation nette de notation et de l'incidence du change. L'incidence nette de l'expansion des activités découlant surtout des prêts de gros et des prêts aux particuliers, contrebalancée en partie par la baisse du risque de marché, a également contribué à l'augmentation. Pour ce qui est de notre ratio CET1, l'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 14,5 %, a augmenté de 40 p.b., et ce, en raison surtout des facteurs relatifs au ratio CET1 mentionnés précédemment et de l'incidence nette des rachats et des émissions de fonds propres de première catégorie.

Notre ratio du total des fonds propres s'est chiffré à 16,3 %, en hausse de 20 p.b., en raison principalement des facteurs relatifs au ratio de fonds propres de première catégorie mentionnés précédemment.

Notre ratio de levier de 4,2 % est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, le montant net des capitaux autogénérés ayant été contrebalancé par la progression des positions de levier attribuable à l'expansion des activités.

La progression de 52 milliards de dollars des positions de levier est principalement attribuable à la croissance des volumes des mises en pension de titres, des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques et des titres. L'incidence du change a également contribué à l'augmentation.

Notre ratio TLAC s'est établi à 28,4 %, en hausse de 90 p.b., ce qui reflète l'incidence favorable d'une augmentation nette des instruments de TLAC externe admissibles ainsi que les facteurs indiqués ci-dessus concernant le ratio du total des fonds propres.

Notre ratio de levier TLAC s'est établi à 8,3 %, en hausse de 20 p.b., ce qui reflète l'incidence favorable d'une augmentation nette des instruments de TLAC externe admissibles ainsi que les facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio de levier.

Les instruments de TLAC externe englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

| (en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions) | Pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 | | | Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 | |
|--|--|-----------------------------------|---------|---|----------|
| | Date d'émission ou de rachat | Nombre d'actions (en milliers) | Montant | Nombre d'actions (en milliers) | Montant |
| Fonds propres de première catégorie | | | | | |
| Activités liées aux actions ordinaires | | | | | |
| Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1) | | 683 | 66 \$ | 1 311 | 126 \$ |
| Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes (2) | | – | – | 11 850 | 1 460 |
| Actions rachetées aux fins d'annulation (3) | | (480) | (7) | (480) | (7) |
| Rachat d'actions privilégiées de série C-2 (3) | 7 novembre 2023 | – | – | (15) | (23) |
| Émission d'actions privilégiées de série BU (3), (4) | 25 janvier 2024 | – | – | 750 | 750 |
| Émission de billets LRCN de série 4 (3), (4), (5) | 24 avril 2024 | – | – | 1 000 | 1 370 |
| Rachat d'actions privilégiées de série AZ (3), (4) | 24 mai 2024 | (20 000) | (500) | (20 000) | (500) |
| Émission d'actions privilégiées de série BW (3), (4) | 24 juillet 2024 | 600 | 600 | 600 | 600 |
| Fonds propres de deuxième catégorie | | | | | |
| Émission de débetures subordonnées échéant le 3 avril 2034 (3), (4) | 2 avril 2024 | | – \$ | | 2 000 \$ |
| Rachat de débetures subordonnées échéant le 25 juillet 2029 (3), (4) | 25 juillet 2024 | | (1 500) | | (1 500) |
| Émission de débetures subordonnées échéant le 8 août 2034 (3), (4) | 29 juillet 2024 | | 1 250 | | 1 250 |

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Le 28 février 2024, nous avons annoncé notre intention de satisfaire aux exigences de notre RRD au moyen d'achats d'actions sur le marché libre sans escompte par rapport au cours moyen du marché (tel qu'il est défini dans le RRD) pour nos dividendes du 24 mai 2024 et pour les prochains dividendes déclarés, et ce jusqu'à nouvel ordre. Les exigences du RRD ont été remplies au moyen de l'émission d'actions propres pour les deux premiers trimestres de 2024 et au moyen d'achats d'actions sur le marché libre pour le troisième trimestre de 2024.

(3) Pour plus de détails, se reporter à la note 11 de nos états financiers résumés.

(4) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

(5) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

Le 10 juin 2024, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 30 millions de nos actions ordinaires. Les rachats ont débuté le 12 juin 2024 et se poursuivront jusqu'au 11 juin 2025, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Depuis le lancement de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, quelque 480 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total, à un coût d'environ 73 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur sur le marché à la date du rachat.

Le 7 novembre 2023, nous avons racheté la totalité de nos 15 000 actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série C-2 émises et en circulation à un prix de rachat de 1 000 \$ US l'action. Parallèlement, nous avons racheté la totalité des 615 000 actions représentatives d'actions étrangères de série C-2, chacune représentant un quarantième de droit sur une action de série C-2.

Le 25 janvier 2024, nous avons émis, à l'intention de certains investisseurs institutionnels, 750 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BU (FPUNV) au prix de 1 000 \$ l'action.

Le 2 avril 2024, nous avons émis 2 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débetures portent intérêt au taux fixe de 5,096 % par année jusqu'au 3 avril 2029, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,56 % jusqu'à leur échéance, le 3 avril 2034.

Le 24 avril 2024, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains de billets LRCN de série 4, au prix de 1 000 \$ US chacun. Ces billets LRCN de série 4 portent intérêt au taux fixe de 7,5 % par année jusqu'au 2 mai 2029. Par la suite, le taux d'intérêt des billets LRCN de série 4 est révisé tous les cinq ans pour correspondre au taux annuel des bons du Trésor des États-Unis à cinq ans en vigueur majoré de 2,887 % jusqu'à leur échéance, le 2 mai 2084.

Le 24 mai 2024, nous avons racheté la totalité des 20 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AZ émises et en circulation à un prix de rachat de 25 \$ l'action.

Le 24 juillet 2024, nous avons émis, à l'intention de certains investisseurs institutionnels, 600 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BW (FPUNV) au prix de 1 000 \$ l'action.

Le 25 juillet 2024, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,74 % en cours échéant le 25 juillet 2029, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 29 juillet 2024, nous avons émis 1 250 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,829 % par année jusqu'au 8 août 2029, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,55 % jusqu'à leur échéance, le 8 août 2034.

Le 24 août 2024, nous avons racheté la totalité de nos 20 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BB émises et en circulation à un prix de rachat de 25 \$ l'action.

Principales données concernant les actions (1)

| (en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire) | Au 31 juillet 2024 | | |
|--|--------------------------------------|-----------|--------------------------------------|
| | Nombre d'actions (en milliers) | Montant | Dividendes déclarés par action |
| Actions ordinaires émises | 1 415 053 | 20 977 \$ | 1,42 \$ |
| Actions propres – actions ordinaires (2) | (1 387) | (191) | |
| Actions ordinaires en circulation | 1 413 666 | 20 786 \$ | |
| Options sur actions et attribution d'actions | | | |
| En cours | 8 049 | | |
| Exercçables | 3 626 | | |
| Actions privilégiées de premier rang émises | | | |
| À dividende non cumulatif, série BB (3), (4) | 20 000 | 500 \$ | 0,23 \$ |
| À dividende non cumulatif, série BD (3), (4) | 24 000 | 600 | 0,20 |
| À dividende non cumulatif, série BF (3), (4) | 12 000 | 300 | 0,19 |
| À dividende non cumulatif, série BH (4) | 6 000 | 150 | 0,31 |
| À dividende non cumulatif, série BI (4) | 6 000 | 150 | 0,31 |
| À dividende non cumulatif, série BO (3), (4) | 14 000 | 350 | 0,37 |
| À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5) | 750 | 750 | 4,20 % |
| À dividende non cumulatif, série BU (3), (4), (5) | 750 | 750 | 7,41 % |
| À dividende non cumulatif, série BW (3), (4), (5) | 600 | 600 | 6,70 % |
| Autres instruments de capitaux propres émis | | | |
| Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (6), (7) | 1 750 | 1 750 | 4,50 % |
| Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (6), (7) | 1 250 | 1 250 | 4,00 % |
| Billets de capital à recours limité de série 3 (3), (4), (6), (7) | 1 000 | 1 000 | 3,65 % |
| Billets de capital à recours limité de série 4 (3), (4), (6), (7) | 1 000 | 1 370 | 7,50 % |
| Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis | 89 100 | 9 520 | |
| Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2) | (39) | (28) | |
| Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation | 89 061 | 9 492 \$ | |
| Dividendes sur actions ordinaires | | 2 009 \$ | |
| Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (8) | | 106 | |

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 11 de nos états financiers résumés.
- (2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.
- (6) En ce qui concerne les séries de billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (7) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). En lien avec l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Aux termes de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Relativement à l'émission des billets LRCN de série 4, le 24 avril 2024, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang de série BV (série BV). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune, et les actions privilégiées de série BV ont été émises au prix de 1 000 dollars américains chacune. Les actions privilégiées des séries BQ, BR, BS et BV ont été émises en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 20 de nos états financiers consolidés annuels de 2023.
- (8) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 23 août 2024, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 414 455 806, déduction faite des 596 325 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 7 959 865.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries BB, BD, BF, BH, BI, BO, BT, BU et BW, les billets LRCN de séries 1, 2, 3 et 4 et les débentures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, le 23 décembre 2029, le 30 juin 2030, le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031, le 3 mai 2032, le 1^{er} février 2033, le 3 avril 2034 et le 8 août 2034, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, au 31 juillet 2024, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum d'environ 6,0 milliards d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 81,0 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 juillet 2024.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023 et la note 2 de nos états financiers résumés.

Changements de méthodes comptables et d'informations à fournir

Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre de 2024, nous avons adopté IFRS 17 *Contrats d'assurance* (IFRS 17), qui remplace IFRS 4 *Contrats d'assurance* (IFRS 4). Nos estimations et méthodes comptables critiques mises à jour à l'égard des contrats d'assurance et de réassurance sont décrites ci-après. Nous avons appliqué IFRS 17 de façon rétrospective et nous avons retraité les résultats de la période comparative à compter du 1^{er} novembre 2022. Les ajustements de la valeur comptable des contrats d'assurance et de réassurance à la date de transition du 1^{er} novembre 2022 ont été comptabilisés dans les bénéfices non distribués. L'information de la période comparative pour les contrats d'assurance et les contrats de réassurance antérieurs au 1^{er} novembre 2022 est présentée conformément à nos méthodes comptables antérieures.

Comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 17, nous avons reclassé certains actifs financiers entre les catégories de classement à la juste valeur à la date de l'application initiale d'IFRS 17. Les reclassements n'ont donné lieu à aucun ajustement de la valeur comptable des actifs financiers au 1^{er} novembre 2023. Les bénéfices non distribués et les autres composantes des capitaux propres au 1^{er} novembre 2023 ont été ajustés en conséquence, sans incidence nette sur le total des capitaux propres. Comme il est permis, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats de la période comparative pour tenir compte de ces changements et, par conséquent, l'information de la période comparative pour les actifs financiers touchés avant le 1^{er} novembre 2023 est présentée conformément à nos classements antérieurs.

Se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés pour plus de détails sur ces changements.

Contrats d'assurance et de réassurance

Pour les contrats d'assurance et de réassurance évalués à l'aide de la méthode d'évaluation générale ou de la méthode des honoraires variables, la valeur comptable d'un groupe de contrats est évaluée comme la somme des flux de trésorerie d'exécution et de la marge sur services contractuels. Les flux de trésorerie d'exécution correspondent à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs et à un ajustement au titre du risque non financier, actualisés au moyen des taux actuels à la date de clôture déterminés au moyen des méthodes de détermination des taux d'actualisation ci-dessous. Les estimations des flux de trésorerie futurs tiennent compte de scénarios fondés sur des pondérations probabilistes et comprennent tous les flux de trésorerie futurs qui se situent dans le périmètre du contrat. L'ajustement au titre du risque non financier est estimé au moyen de l'approche fondée sur les marges et représente la rémunération dont nous avons besoin pour assumer l'incertitude quant au montant et au calendrier des flux de trésorerie découlant du risque non financier à mesure que le contrat d'assurance est exécuté. L'évaluation du groupe de contrats nécessite le recours au jugement pour établir les méthodes et les hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité, aux polices tombées en déchéance et aux autres comportements des titulaires de police, aux taux d'actualisation, à la politique relative aux dividendes et aux charges directement attribuables, y compris les coûts d'acquisition, qui sont attribués selon une méthode systématique et rationnelle. Des changements aux hypothèses et estimations sous-jacentes peuvent avoir une incidence importante sur le résultat des activités d'assurance et le résultat des placements d'assurance des revenus autres que d'intérêt.

Les taux d'actualisation utilisés reflètent la valeur temps de l'argent et sont fondés sur les caractéristiques des contrats d'assurance et de réassurance. Les flux de trésorerie qui varient en fonction des rendements d'éléments sous-jacents sont actualisés à des taux qui reflètent cette variabilité. Dans le cas des flux de trésorerie qui ne varient pas en fonction des rendements d'éléments sous-jacents, nous utilisons principalement l'approche descendante pour déterminer les taux d'actualisation. Selon cette approche, les taux d'actualisation pour les périodes observables sont déterminés au moyen de courbes de rendement implicites d'un portefeuille d'actifs de référence, ajustées pour éliminer les facteurs (risque de marché et risque de crédit des actifs financiers) qui ne sont pas pertinents pour les contrats d'assurance. Pour les périodes non observables, le taux d'actualisation est interpolé à l'aide du dernier point observable et du taux d'actualisation ultime qui est composé d'un taux sans risque et d'une prime d'illiquidité. Pour un portefeuille sélectionné, l'approche ascendante est utilisée pour déterminer le taux d'actualisation, qui utilise un taux sans risque plus une prime d'illiquidité pour refléter les caractéristiques des contrats. La direction doit faire preuve de jugement pour estimer les facteurs de risque de marché et de crédit ainsi que les primes d'illiquidité dans la détermination du taux d'actualisation.

En ce qui a trait aux contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (entrées nettes) pour la couverture d'assurance fournie. Pour ce qui est des contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net à l'achat de contrat de réassurance. La marge sur services contractuels des contrats d'assurance et de réassurance est portée au résultat en fonction des unités de couverture, qui représentent la quantité des services fournis par un groupe de contrats (couverture d'assurance et services liés au rendement des placements et aux placements) et sont déterminés en tenant compte de la quantité d'indemnité fournie aux termes de chaque contrat et de la durée prévue de la couverture.

Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

IFRS 18 *États financiers : Présentation et informations à fournir* (IFRS 18)

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18, qui énonce des exigences en matière de présentation et d'informations à fournir dans les états financiers. Cette norme remplacera IAS 1 *Présentation des états financiers* et est accompagnée de modifications limitées à d'autres normes, qui entreront en vigueur à l'adoption de la nouvelle norme. La norme introduit de nouveaux sous-totaux définis à présenter dans l'état consolidé du résultat net, des informations à fournir sur les indicateurs de performance définis par la direction et des exigences quant au regroupement de l'information. En ce qui nous concerne, cette norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2027. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Modifications au classement et à l'évaluation des instruments financiers

En mai 2024, l'IASB a publié *Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers*, qui modifie IFRS 9 *Instruments financiers* et IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* (les « modifications »). Les modifications clarifient les directives sur le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées à des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance, et introduisent des obligations d'information connexes supplémentaires. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2026. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur nos états financiers consolidés.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2024, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances par intérim, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2024.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2024, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Bien que nous ayons mis en œuvre et modifié certains contrôles internes à l'égard de l'information financière par suite de la transaction visant HSBC Canada et de l'adoption de la norme IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023, ces modifications n'ont pas eu d'incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023.

Glossaire

Résultats et mesures ajustés

Nous sommes d'avis que la communication de résultats ajustés ainsi que de certaines mesures et certains ratios améliore la comparabilité avec les périodes précédentes et permet au lecteur de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

- *Taux d'imposition effectif ajusté* – taux d'imposition effectif qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Résultat avant impôt ajusté* – résultat avant impôt qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Impôt sur le résultat ajusté* – impôt sur le résultat qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Bénéfice net ajusté* – bénéfice net qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires* – bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Frais autres que d'intérêt ajustés* – frais autres que d'intérêt qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Total des revenus ajusté* – total des revenus qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés.

Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance.

L'acceptation représente une garantie de paiement par la Banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la Banque reçoit une commission d'acceptation.

Correction de valeur pour pertes de crédit (CVPC)

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, engagements de clients en contrepartie d'acceptations, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts

Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts correspond à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations.

Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple, des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

Capital attribué

Le capital attribué à nos secteurs d'exploitation repose sur les exigences en matière de fonds propres et de levier réglementaires de Bâle III pour nos secteurs d'exploitation autres que l'assurance, pour lequel nous attribuons le capital uniquement en fonction du capital économique.

Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts et d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

Titres créés au moyen de la titrisation de créances hypothécaires commerciales.

Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations bancaires ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments spécifiés. Les fonds propres CET1 sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio CET1 est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

Marge sur services contractuels

En ce qui a trait aux contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (entrées nettes) pour la couverture d'assurance fournie. Pour ce qui est des contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net à l'achat de contrats de réassurance.

Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

Dérivé

Contrat conclu entre deux parties qui ne nécessite que peu ou pas d'investissements initiaux et en vertu duquel les paiements faits de part et d'autre sont tributaires de la variation du prix d'un instrument, d'un indice boursier ou d'un taux financier sous-jacent. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés. Le capital nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation. Le bénéfice de base par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles. Le bénéfice dilué par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Ratio d'efficience

Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus. Le ratio d'efficience ajusté est calculé de la même manière, au moyen des frais autres que d'intérêt ajustés et du total des revenus ajustés.

Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés négociés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

Actifs liquides de haute qualité

Trésorerie ou actifs qui peuvent être convertis en espèces rapidement en étant vendus (ou donnés en garantie), sans perte de valeur importante.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité de crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

Contrats d'assurance

Contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice à ce titulaire de la police. Les contrats d'assurance comprennent également les contrats de réassurance émis par nous pour indemniser une autre société au titre des demandes d'indemnisation résultant de contrats d'assurance sous-jacents émis par cette autre société.

Résultat des placements d'assurance

Correspond aux revenus de placement nets tirés du secteur Assurances, aux revenus (charges) financiers d'assurance tirés des contrats d'assurance et aux revenus (charges) financiers de réassurance tirés des contrats de réassurance détenus.

Résultat des activités d'assurance

Calculé comme le produit des activités d'assurance moins les charges des activités d'assurance des contrats d'assurance et les revenus (charges) nets des contrats de réassurance détenus.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

Ratio de levier

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la mesure des positions de levier. Le ratio de levier est une mesure non axée sur les risques calculée conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Exposition du ratio de levier

L'exposition du ratio de levier est calculée conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Elle correspond à la somme du total de l'actif et des éléments hors bilan après certains ajustements.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une norme prévue par l'accord de Bâle III visant à s'assurer que les institutions possèdent suffisamment d'actifs liquides de haute qualité non grevés, sous forme de trésorerie ou d'actifs pouvant être convertis en espèces avec une faible perte de valeur, ou aucune, sur les marchés privés, de sorte à être en mesure de répondre à leurs besoins de liquidités pendant 30 jours civils advenant une crise touchant les liquidités. Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Ratio prêt-valeur

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Convention-cadre de compensation

Accord conclu entre la Banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débentures subordonnées).

Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme correspond à une norme prévue par l'accord de Bâle III qui exige que les institutions maintiennent un profil de capitalisation stable, défini comme le rapport entre les liquidités à long terme disponibles et les liquidités à long terme requises en fonction de la composition des actifs et des activités hors bilan. Le ratio devrait en permanence être au moins égal à 100 %. Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une Bourse, assujéti aux divers règlements de la Bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

Instruments financiers hors bilan

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les garanties des membres parrainés, les garanties pour prêt de titres et les indemnités.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Levier d'exploitation

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Options

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

Ratio de la DPPC liée aux prêts

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la DPPC liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Produits de la gamme Marge Proprio RBC

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

Contrats de réassurance détenus

Contrats aux termes desquels nous transférons un risque d'assurance important à un réassureur qui nous indemnise pour des réclamations se rattachant à des contrats d'assurance sous-jacents émis par nous et qui sont comptabilisés séparément des contrats d'assurance sous-jacents auxquels ils se rattachent.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Actif pondéré en fonction des risques

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

Titres vendus à découvert

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

Approche standard pour évaluer le risque de crédit

La pondération de risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit Standard & Poor's Financial Services LLP, Moody's Investor Service Inc., Fitch Ratings, Inc. et DBRS Limited, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains et aux banques en fonction des normes et des lignes directrices formulées par le BSIF.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Majoration au montant imposable équivalent

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis et dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles reçus à compter du 31 décembre 2023, inclusivement) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

Fonds propres de première catégorie et ratio de fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CETI et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales. Le ratio de fonds propres de première catégorie est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, en divisant les fonds propres de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Fonds propres de deuxième catégorie

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des déductions subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permet la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfait à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier. Le ratio de levier TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégorie. Le ratio du total des fonds propres est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

Tranche

Type de titre créé de façon à ce que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité de crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

Capital non attribué

Le capital non attribué représente l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à notre secteur d'exploitation et est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles financiers de la Banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2023, de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du CSF. L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2024.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

| Catégorie de risque | Recommandation | Information à fournir | Référence | | |
|---|----------------|--|----------------------------------|-------------------------|---------------|
| | | | Page du rapport aux actionnaires | Page du rapport annuel | Page de l'IFC |
| Généralités | 1 | Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements | 57 | 145 | 1 |
| | 2 | Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques | | 71-77, 143-144 | - |
| | 3 | Risques connus et risques émergents | | 68-71 | - |
| | 4 | Nouveaux ratios réglementaires | 46-49 | 119-127 | - |
| Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires | 5 | Structure de gestion des risques | | 71-77 | - |
| | 6 | Culture à l'égard du risque | | 71-77 | - |
| | 7 | Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités | | 129 | - |
| | 8 | Simulation de crise | | 74-76, 89 | - |
| Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques | 9 | Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure | 48 | 119-127 | - |
| | 10 | Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire | | - | * |
| | 11 | État de l'évolution des fonds propres réglementaires | | - | 19 |
| | 12 | Planification stratégique en matière de fonds propres | | 119-127 | - |
| | 13 | Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité | | - | 20 |
| | 14 | Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe | | 77-81 | * |
| | 15 | Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes | | - | * |
| | 16 | Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque | | - | 20 |
| | 17 | Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle | | 75, 77-79 | 31 |
| Liquidités | 18 | Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités | 36-37 | 97-98, 102-103 | - |
| Financement | 19 | Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations | 37, 40 | 98, 101 | - |
| | 20 | Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan | 45-46 | 105-106 | - |
| | 21 | Sources de financement et stratégie de financement | 37-39 | 98-100 | - |
| Risque de marché | 22 | Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation | 34-35 | 93-94 | - |
| | 23 | Ventilation des facteurs de risque de marché | 31-32 | 88-94 | - |
| | 24 | Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché | | 89 | - |
| | 25 | Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés | | 89-93 | - |
| Risque de crédit | 26 | Profil de risque de crédit de la Banque | 28-31 | 77-88, 199-206 | 21-31,* |
| | | Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan | 79-84 | 137-142 | * |
| | 27 | Politiques de détermination des prêts douteux | | 80-82, 131-132, 165-168 | - |
| | 28 | Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice | | - | 23, 28 |
| | 29 | Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse | | 83 | 32 |
| | 30 | Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit | | 81-82 | * |
| Autres | 31 | Autres types de risque | | 108-119 | - |
| | 32 | Événements publics comportant des risques | | 113-114, 251-253 | - |

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 et l'exercice clos le 31 octobre 2023.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | |
|--|---------------------|---|
| | 31 juillet 2024 | 31 octobre 2023 (retraité – note 2) |
| Actif | | |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques | 55 230 \$ | 61 989 \$ |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | 57 409 | 71 086 |
| Titres | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 180 441 | 190 151 |
| Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4) | 250 744 | 219 579 |
| | 431 185 | 409 730 |
| Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | 325 401 | 340 191 |
| Prêts (note 5) | | |
| Prêts de détail | 619 452 | 569 951 |
| Prêts de gros | 358 143 | 287 826 |
| | 977 595 | 857 777 |
| Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5) | (5 798) | (5 004) |
| | 971 797 | 852 773 |
| Autres | | |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 677 | 21 695 |
| Dérivés | 115 659 | 142 450 |
| Locaux et matériel | 6 943 | 6 749 |
| Goodwill | 19 125 | 12 594 |
| Autres immobilisations incorporelles | 8 032 | 5 903 |
| Autres actifs | 84 649 | 81 371 |
| | 235 085 | 270 762 |
| Total de l'actif | 2 076 107 \$ | 2 006 531 \$ |
| Passif et capitaux propres | | |
| Dépôts (note 7) | | |
| Particuliers | 510 542 \$ | 441 946 \$ |
| Entreprises et gouvernements | 809 380 | 745 075 |
| Banques | 41 343 | 44 666 |
| | 1 361 265 | 1 231 687 |
| Autres | | |
| Acceptations | 708 | 21 745 |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert | 33 972 | 33 651 |
| Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 304 373 | 335 238 |
| Dérivés | 126 884 | 142 629 |
| Passifs au titre des contrats d'assurance (note 8) | 21 153 | 19 026 |
| Autres passifs | 89 823 | 96 022 |
| | 576 913 | 648 311 |
| Débiteures subordonnées (note 11) | 13 437 | 11 386 |
| Total du passif | 1 951 615 | 1 891 384 |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires | | |
| Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 11) | 9 492 | 7 314 |
| Actions ordinaires (note 11) | 20 786 | 19 167 |
| Bénéfices non distribués | 86 065 | 81 715 |
| Autres composantes des capitaux propres | 8 048 | 6 852 |
| | 124 391 | 115 048 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 101 | 99 |
| Total des capitaux propres | 124 492 | 115 147 |
| Total du passif et des capitaux propres | 2 076 107 \$ | 2 006 531 \$ |

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

| | Pour les trimestres clos | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|---|--------------------------|--|---------------------------------------|--|
| | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (retraité – note 2) | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (retraité – note 2) |
| (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action) | | | | |
| Revenu d'intérêt et de dividende (note 3) | | | | |
| Prêts | 14 433 \$ | 11 219 \$ | 39 635 \$ | 31 600 \$ |
| Titres | 4 482 | 3 751 | 13 230 | 9 932 |
| Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | 6 632 | 6 063 | 20 864 | 15 736 |
| Dépôts et autres | 1 543 | 1 801 | 4 724 | 5 221 |
| | 27 090 | 22 834 | 78 453 | 62 489 |
| Charge d'intérêt (note 3) | | | | |
| Dépôts et autres | 12 432 | 9 775 | 35 225 | 26 203 |
| Autres passifs | 7 124 | 6 599 | 22 364 | 17 218 |
| Débitures subordonnées | 207 | 174 | 582 | 481 |
| | 19 763 | 16 548 | 58 171 | 43 902 |
| Revenu net d'intérêt | 7 327 | 6 286 | 20 282 | 18 587 |
| Revenus autres que d'intérêt | | | | |
| Résultat des activités d'assurance (note 8) | 214 | 149 | 604 | 566 |
| Résultat des placements d'assurance (note 8) | 28 | 151 | 228 | 92 |
| Revenus tirés des activités de négociation | 507 | 485 | 1 944 | 1 984 |
| Commissions de gestion de placements et de services de garde | 2 382 | 2 099 | 6 824 | 6 238 |
| Revenus tirés des fonds communs de placement | 1 151 | 1 034 | 3 248 | 3 049 |
| Commissions de courtage en valeurs mobilières | 413 | 362 | 1 232 | 1 100 |
| Frais bancaires | 587 | 529 | 1 698 | 1 551 |
| Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils | 676 | 472 | 2 016 | 1 442 |
| Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation | 292 | 289 | 841 | 1 044 |
| Revenus sur cartes | 324 | 334 | 941 | 938 |
| Commissions de crédit | 405 | 342 | 1 234 | 1 078 |
| Profits nets sur les titres de placement | 28 | 27 | 157 | 191 |
| Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées | (57) | (37) | (27) | 4 |
| Autres | 354 | 455 | 1 048 | 915 |
| | 7 304 | 6 691 | 21 988 | 20 192 |
| Total des revenus | 14 631 | 12 977 | 42 270 | 38 779 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5) | 659 | 616 | 2 392 | 1 748 |
| Frais autres que d'intérêt | | | | |
| Ressources humaines (note 9) | 5 406 | 4 764 | 15 660 | 14 187 |
| Matériel | 629 | 611 | 1 863 | 1 769 |
| Frais d'occupation | 443 | 409 | 1 291 | 1 218 |
| Communications | 342 | 321 | 1 021 | 917 |
| Honoraires | 547 | 591 | 1 868 | 1 479 |
| Amortissement des autres immobilisations incorporelles | 426 | 369 | 1 151 | 1 114 |
| Autres | 806 | 700 | 2 377 | 2 070 |
| | 8 599 | 7 765 | 25 231 | 22 754 |
| Bénéfice avant impôt | 5 373 | 4 596 | 14 647 | 14 277 |
| Impôt sur le résultat | 887 | 736 | 2 629 | 3 604 |
| Bénéfice net | 4 486 \$ | 3 860 \$ | 12 018 \$ | 10 673 \$ |
| Bénéfice net attribuable aux : | | | | |
| Actionnaires | 4 483 \$ | 3 858 \$ | 12 011 \$ | 10 668 \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 3 | 2 | 7 | 5 |
| | 4 486 \$ | 3 860 \$ | 12 018 \$ | 10 673 \$ |
| Bénéfice de base par action (en dollars) (note 12) | 3,09 \$ | 2,73 \$ | 8,35 \$ | 7,56 \$ |
| Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 12) | 3,09 | 2,73 | 8,34 | 7,55 |
| Dividendes par action ordinaire (en dollars) | 1,42 | 1,35 | 4,18 | 3,99 |

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|---|--------------------------|--|---------------------------------------|--|
| | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (retraité – note 2) | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (retraité – note 2) |
| Bénéfice net | 4 486 \$ | 3 860 \$ | 12 018 \$ | 10 673 \$ |
| Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt | | | | |
| Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future : | | | | |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 243 | (85) | 1 113 | 527 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat | – | (3) | – | (3) |
| Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | (22) | (21) | (114) | (134) |
| | 221 | (109) | 999 | 390 |
| Écarts de change | | | | |
| Profits (pertes) de change latents | 548 | (1 878) | 228 | (1 296) |
| Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture | (253) | 722 | (158) | 175 |
| Reclassement en résultat de pertes (profits) de change | – | (160) | – | (160) |
| Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net | – | 146 | 1 | 146 |
| | 295 | (1 170) | 71 | (1 135) |
| Variation nette des couvertures de flux de trésorerie | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie | 359 | 10 | 50 | (581) |
| Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie | (271) | (7) | (580) | 79 |
| | 88 | 3 | (530) | (502) |
| Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future : | | | | |
| Réévaluations des profits (pertes) des régimes d'avantages du personnel (note 9) | 37 | 147 | 183 | (212) |
| Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | (47) | (388) | (1 061) | (875) |
| Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 2 | – | 76 | 18 |
| | (8) | (241) | (802) | (1 069) |
| Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt | 596 | (1 517) | (262) | (2 316) |
| Total du résultat global | 5 082 \$ | 2 343 \$ | 11 756 \$ | 8 357 \$ |
| Total du résultat global attribuable aux : | | | | |
| Actionnaires | 5 079 \$ | 2 344 \$ | 11 749 \$ | 8 355 \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 3 | (1) | 7 | 2 |
| | 5 082 \$ | 2 343 \$ | 11 756 \$ | 8 357 \$ |

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|--|--------------------------|-----------------------|---------------------------------------|-----------------------|
| | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 |
| Impôt sur les autres éléments du résultat global | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 6 \$ | (71)\$ | 302 \$ | 120 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat | (3) | (1) | (3) | – |
| Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | (3) | (8) | (31) | (38) |
| Profits (pertes) de change latents | (1) | (1) | (11) | – |
| Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture | (96) | 267 | (63) | 203 |
| Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net | – | 45 | – | 45 |
| Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie | 117 | 10 | (8) | (130) |
| Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie | (102) | (2) | (217) | 32 |
| Profits (pertes) de réévaluations des régimes d'avantages du personnel | 19 | 55 | 71 | (17) |
| Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | (18) | (150) | (408) | (337) |
| Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 1 | (1) | 28 | 14 |
| Total de la charge (l'économie) d'impôt | (80)\$ | 143 \$ | (340)\$ | (108)\$ |

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

| | Pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 | | | | | | | | | | | |
|---|---|--|---|--|--------------------------|-----------------|----------------------------------|---|---|---|----------------------------|------------|
| | Autres composantes des capitaux propres | | | | | | | | | | | |
| | Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires | Actions de capitaux propres ordinaires | Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires | Actions de capitaux propres ordinaires | Bénéfices non distribués | Écart de change | Couverture de flux de trésorerie | Total des autres composantes attribuable aux actionnaires | Capitaux propres attribuable aux actionnaires | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres | |
| (en millions de dollars canadiens) | 9 420 \$ | 20 918 \$ | 19 \$ | (71)\$ | 83 774 \$ | (1 082)\$ | 6 388 \$ | 2 138 \$ | 7 444 \$ | 121 504 \$ | 100 \$ | 121 604 \$ |
| Solde au début de la période | 600 | 66 | – | – | (4) | – | – | – | 662 | 662 | – | 662 |
| Variation des capitaux propres | – | (7) | – | – | (66) | – | – | – | (73) | (73) | – | (73) |
| Capital social et autres instruments de capitaux propres émis | (500) | – | – | – | – | – | – | – | (500) | (500) | – | (500) |
| Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation | – | – | 550 | 1 609 | – | – | – | – | 2 159 | 2 159 | – | 2 159 |
| Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres – vente | – | – | (597) | (1 729) | – | – | – | – | (2 326) | (2 326) | – | (2 326) |
| Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat | – | – | – | – | (2) | – | – | – | (2 009) | (2 009) | – | (2 009) |
| Attributions de rémunération fondée sur des actions | – | – | – | – | (2 009) | – | – | – | – | – | – | – |
| Dividendes sur actions ordinaires | – | – | – | – | (106) | – | – | – | (106) | (106) | (2) | (108) |
| Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres | – | – | – | – | 3 | – | – | – | 3 | 3 | – | 3 |
| Autres | – | – | – | – | 4 483 | – | – | – | 4 483 | 4 483 | 3 | 4 486 |
| Bénéfice net | – | – | – | – | (8) | – | – | – | 596 | 596 | – | 596 |
| Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt | – | – | – | – | (8) | 221 | 295 | 88 | 604 | 604 | – | 604 |
| Solde à la fin de la période | 9 520 \$ | 20 977 \$ | (28)\$ | (191)\$ | 86 065 \$ | (861)\$ | 6 683 \$ | 2 226 \$ | 8 048 \$ | 124 391 \$ | 101 \$ | 124 492 \$ |
| | Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 (retraité – note 2) | | | | | | | | | | | |
| | Autres composantes des capitaux propres | | | | | | | | | | | |
| | Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires | Actions de capitaux propres ordinaires | Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires | Actions de capitaux propres ordinaires | Bénéfices non distribués | Écart de change | Couverture de flux de trésorerie | Total des autres composantes attribuable aux actionnaires | Capitaux propres attribuable aux actionnaires | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres | |
| | (en millions de dollars canadiens) | 7 323 \$ | 17 984 \$ | (4)\$ | (127)\$ | 77 917 \$ | (1 858)\$ | 5 723 \$ | 1 889 \$ | 5 754 \$ | 98 \$ | 108 945 \$ |
| Solde au début de la période | – | 686 | – | – | – | – | – | – | 686 | 686 | – | 686 |
| Variation des capitaux propres | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Capital social et autres instruments de capitaux propres émis | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente | – | – | 72 | 883 | – | – | – | – | 955 | 955 | – | 955 |
| Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat | – | – | (61) | (914) | – | – | – | – | (975) | (975) | – | (975) |
| Attributions de rémunération fondée sur des actions | – | – | – | – | (1 885) | – | – | – | (1 885) | (1 885) | – | (1 885) |
| Dividendes sur actions ordinaires | – | – | – | – | (58) | – | – | – | (58) | (58) | (2) | (60) |
| Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres | – | – | – | – | (1) | – | – | – | (1) | (1) | – | (1) |
| Autres | – | – | – | – | 3 858 | – | – | – | 3 858 | 3 858 | 2 | 3 860 |
| Bénéfice net | – | – | – | – | (241) | (109) | (1 167) | 3 | (1 273) | (1 514) | (3) | (1 517) |
| Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt | – | – | – | – | (241) | (109) | (1 167) | 3 | (1 273) | (1 514) | (3) | (1 517) |
| Solde retraité à la fin de la période | 7 323 \$ | 18 670 \$ | 7 \$ | (158)\$ | 79 590 \$ | (1 967)\$ | 4 556 \$ | 1 892 \$ | 4 481 \$ | 109 913 \$ | 95 \$ | 110 008 \$ |

| Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|---|-----------------|----------------------------------|--|---|---|----------------------------|--------|------------|
| | Autres composantes des capitaux propres | | | | | | | | | | |
| | Actions privilégiées et autres instruments de capitaux | Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux | Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | Écart de change | Couverture de flux de trésorerie | Total des autres composantes attribuables aux actionnaires | Capitaux propres ne donnant pas le contrôle | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres | | |
| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 7 323 \$ | 19 398 \$ | (9) \$ | (231) \$ | 81 715 \$ | 6 612 \$ | 2 756 \$ | 6 852 \$ | 115 048 \$ | 99 \$ | 115 147 \$ |
| Ajustements à la suite de la transition (note 2) | – | – | – | (656) | – | – | – | 656 | – | – | – |
| Solde retraité au début de la période | 7 323 \$ | 19 398 \$ | (9) \$ | (231) \$ | 81 059 \$ | (1 860) \$ | 2 756 \$ | 7 508 \$ | 115 048 \$ | 99 \$ | 115 147 \$ |
| Variation des capitaux propres | | | | | | | | | | | |
| Capital social et autres instruments de capitaux propres émis | 2 720 | 1 586 | – | (18) | – | – | – | – | 4 288 | – | 4 288 |
| Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation | – | (7) | – | (66) | – | – | – | – | (73) | – | (73) |
| Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres | (523) | – | – | 2 | – | – | – | – | (521) | – | (521) |
| Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente | – | – | 1 067 | – | – | – | – | – | 5 015 | – | 5 015 |
| Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat | – | – | (1 086) | – | – | – | – | – | (4 994) | – | (4 994) |
| Attributions de rémunération fondée sur des actions | – | – | – | 6 | – | – | – | – | 6 | – | 6 |
| Dividendes sur actions ordinaires | – | – | – | (5 906) | – | – | – | – | (5 906) | – | (5 906) |
| Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres | – | – | – | (231) | – | – | – | – | (231) | (5) | (236) |
| Autres | – | – | – | 10 | – | – | – | – | 10 | – | 10 |
| Bénéfice net | – | – | – | 12 011 | – | – | – | – | 12 011 | 7 | 12 018 |
| Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt | – | – | – | (802) | – | – | – | – | (262) | – | (262) |
| Solde à la fin de la période | 9 520 \$ | 20 977 \$ | (28) \$ | (191) \$ | 86 065 \$ | (861) \$ | 2 226 \$ | 8 048 \$ | 124 391 \$ | 101 \$ | 124 492 \$ |

| Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023 (retraité – note 2) | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|---|-----------------|----------------------------------|--|---|---|----------------------------|--------|------------|
| | Autres composantes des capitaux propres | | | | | | | | | | |
| | Actions privilégiées et autres instruments de capitaux | Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux | Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | Écart de change | Couverture de flux de trésorerie | Total des autres composantes attribuables aux actionnaires | Capitaux propres ne donnant pas le contrôle | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres | | |
| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 7 323 \$ | 17 318 \$ | (5) \$ | (334) \$ | 78 037 \$ | 5 688 \$ | 2 394 \$ | 5 725 \$ | 108 064 \$ | 111 \$ | 108 175 \$ |
| Ajustements à la suite de la transition (note 2) | – | – | – | (2 359) | – | – | – | – | (2 359) | – | (2 359) |
| Solde retraité au début de la période | 7 323 \$ | 17 318 \$ | (5) \$ | (334) \$ | 75 678 \$ | (2 357) \$ | 2 394 \$ | 5 725 \$ | 105 705 \$ | 111 \$ | 105 816 \$ |
| Variation des capitaux propres | | | | | | | | | | | |
| Capital social et autres instruments de capitaux propres émis | – | 1 352 | – | 1 | – | – | – | – | 1 353 | – | 1 353 |
| Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente | – | – | 461 | – | – | – | – | – | 3 421 | – | 3 421 |
| Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat | – | – | (449) | – | – | – | – | – | (3 233) | – | (3 233) |
| Attributions de rémunération fondée sur des actions | – | – | – | 4 | – | – | – | – | 4 | – | 4 |
| Dividendes sur actions ordinaires | – | – | – | (5 550) | – | – | – | – | (5 550) | – | (5 550) |
| Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres | – | – | – | (169) | – | – | – | – | (169) | (18) | (187) |
| Autres | – | – | – | 27 | – | – | – | – | 27 | – | 27 |
| Bénéfice net | – | – | – | 10 668 | – | – | – | – | 10 668 | 5 | 10 673 |
| Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt | – | – | – | (1 069) | – | – | – | – | (2 313) | (3) | (2 316) |
| Solde retraité à la fin de la période | 7 323 \$ | 18 670 \$ | 7 \$ | (158) \$ | 79 590 \$ | (1 967) \$ | 1 892 \$ | 4 481 \$ | 109 913 \$ | 95 \$ | 110 008 \$ |

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|---|--------------------------|--|---------------------------------------|--|
| | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (retraité – note 2) | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (retraité – note 2) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | | | |
| Bénéfice net | 4 486 \$ | 3 860 \$ | 12 018 \$ | 10 673 \$ |
| Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres | | | | |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 659 | 616 | 2 392 | 1 748 |
| Amortissement | 333 | 324 | 991 | 952 |
| Impôt différé | (776) | 166 | (1 628) | (191) |
| Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles | 430 | 383 | 1 169 | 1 151 |
| Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées | 57 | 37 | 27 | (3) |
| Pertes (profits) sur les titres de placement | (28) | (27) | (157) | (191) |
| Pertes (profits) à la cession d'activités | 34 | (92) | 29 | (92) |
| Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation | | | | |
| Passifs au titre des contrats d'assurance | (46) | 532 | 2 127 | 1 958 |
| Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer | (832) | (167) | 757 | 1 786 |
| Impôt exigible | 780 | (749) | 665 | (180) |
| Actifs dérivés | 14 540 | 8 235 | 30 156 | 38 362 |
| Passifs dérivés | (9 684) | (6 654) | (19 286) | (35 837) |
| Titres détenus à des fins de transaction | (6 875) | (40 396) | 11 745 | (28 398) |
| Prêts, déduction faite de la titrisation | (11 341) | (4 690) | (45 057) | (17 120) |
| Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | (23 604) | (11 912) | 15 234 | (29 306) |
| Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 24 652 | 42 907 | (36 529) | 60 518 |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert | 2 485 | 605 | (587) | 1 142 |
| Dépôts, déduction faite de la titrisation | 33 662 | 5 618 | 43 352 | 27 974 |
| Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers | (865) | 1 127 | (857) | (1 877) |
| Autres | (4 848) | 9 313 | (10 588) | 4 132 |
| Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation | 23 219 | 9 036 | 5 973 | 37 201 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | | | |
| Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | (18 950) | (5 770) | 13 677 | 2 179 |
| Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement | 38 794 | 39 464 | 147 325 | 116 661 |
| Achat de titres de placement | (46 838) | (56 943) | (154 558) | (145 776) |
| Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles | (717) | (557) | (1 609) | (1 961) |
| Produit net reçu (trésorerie transférée) de cessions | 5 | 1 712 | 15 | 1 712 |
| Flux de trésorerie affectés aux acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise | – | – | (12 716) | – |
| Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement | (27 706) | (22 094) | (7 866) | (27 185) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | | | |
| Émission de débetures subordonnées | 1 250 | – | 3 250 | 1 500 |
| Remboursement de débetures subordonnées | (1 500) | (110) | (1 500) | (170) |
| Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission | 63 | 16 | 119 | 58 |
| Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation | (73) | – | (73) | – |
| Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission | 596 | – | 2 702 | – |
| Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres | (500) | – | (521) | – |
| Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente | 2 159 | 955 | 5 015 | 3 421 |
| Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat | (2 326) | (975) | (4 994) | (3 233) |
| Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres | (2 020) | (1 234) | (4 522) | (4 327) |
| Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle | (2) | (2) | (5) | (18) |
| Variation des emprunts à court terme des filiales | (688) | (2 758) | (4 507) | (376) |
| Remboursement d'obligations locatives | 135 | (167) | (175) | (496) |
| Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement | (2 906) | (4 275) | (5 211) | (3 641) |
| Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques | 1 250 | (1 508) | 345 | 1 586 |
| Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques | (6 143) | (18 841) | (6 759) | 7 961 |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1) | 61 373 | 99 199 | 61 989 | 72 397 |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1) | 55 230 \$ | 80 358 \$ | 55 230 \$ | 80 358 \$ |
| Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants : | | | | |
| Intérêts versés | 20 372 \$ | 16 014 \$ | 56 080 \$ | 39 041 \$ |
| Intérêts reçus | 26 499 | 21 557 | 76 379 | 58 239 |
| Dividendes reçus | 815 | 921 | 2 671 | 2 542 |
| Impôt sur le résultat payé | 767 | 1 470 | 2 843 | 3 878 |

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes en raison d'exigences réglementaires ou de restrictions contractuelles imposées par les banques centrales, d'autres organismes de réglementation et d'autres contreparties. Le total des soldes était de 2 milliards de dollars au 31 juillet 2024 (2 milliards au 30 avril 2024; 3 milliards au 31 octobre 2023; 2 milliards au 31 juillet 2023; 2 milliards au 31 octobre 2022).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2023 et les notes annexes présentés aux pages 155 à 263 de notre rapport annuel 2023. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 27 août 2024, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Sauf indication contraire ci-après, les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2023. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023 et des mises à jour sont fournies ci-dessous.

Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre de 2024, nous avons adopté IFRS 17 *Contrats d'assurance* (IFRS 17) qui remplace IFRS 4 *Contrats d'assurance* (IFRS 4). Nos méthodes comptables mises à jour applicables aux contrats d'assurance ou de réassurance sont décrites ci-dessous. Nous avons appliqué IFRS 17 de façon rétrospective et nous avons retraité les résultats de la période comparative à compter du 1^{er} novembre 2022, le cas échéant. Les ajustements de la valeur comptable des contrats d'assurance et de réassurance à la date de transition du 1^{er} novembre 2022 ont été comptabilisés au poste Bénéfices non distribués.

Comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 17, nous avons reclassé certains actifs financiers entre les catégories de classement à la juste valeur à la date de l'application initiale d'IFRS 17, comme décrit ci-après. Les reclassements n'ont donné lieu à aucun ajustement de la valeur comptable des actifs financiers au 1^{er} novembre 2023. Les bénéfices non distribués et les autres composantes des capitaux propres au 1^{er} novembre 2023 ont été ajustés en conséquence, sans incidence nette sur le total des capitaux propres. Nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats de la période comparative pour tenir compte de ces changements et, par conséquent, les informations de la période comparative pour les actifs financiers touchés avant le 1^{er} novembre 2023 sont présentées conformément à nos classements antérieurs.

Contrats d'assurance et de réassurance

Les contrats d'assurance, y compris les contrats de réassurance émis, sont définis comme des contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice au titulaire. Les contrats de réassurance détenus sont définis comme des contrats en vertu desquels nous transférons un risque d'assurance important à un réassureur qui nous indemnise pour des sinistres liés aux contrats d'assurance sous-jacents que nous avons émis et ils sont comptabilisés séparément des contrats d'assurance sous-jacents auxquels ils se rapportent. Les dérivés incorporés, les composants investissements et les promesses de fournir des services autres que des services prévus au contrat d'assurance sont séparés des contrats d'assurance et de réassurance, à condition que certains critères soient respectés. Les contrats d'assurance et de réassurance sont regroupés dans des portefeuilles qui comportent des risques similaires et sont gérés ensemble, puis ils sont subdivisés en groupes en fonction de la période à laquelle ils ont été émis et de la rentabilité attendue. Les groupes sont présentés et évalués séparément au moyen d'un des trois modèles d'évaluation, selon les caractéristiques des contrats :

- La méthode des honoraires variables est appliquée pour les contrats d'assurance avec participation directe (applicables principalement à nos contrats d'assurance de fonds distincts).
- La méthode de la répartition des primes est utilisée pour évaluer les contrats d'assurance et les contrats de réassurance détenus pour une courte durée de un an ou moins (applicables principalement à nos contrats de réassurance crédit émis, à nos contrats d'assurance collective et de soins de santé et à nos contrats d'assurance voyage).
- La méthode d'évaluation générale est utilisée pour tous les autres contrats.

Selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables, la valeur comptable d'un groupe de contrats d'assurance ou de réassurance est évaluée en fonction de la somme des flux de trésorerie d'exécution et de la marge sur services contractuels. La valeur comptable correspond également à la somme du solde au titre de la couverture restante et au solde au titre des sinistres survenus. Le solde de la couverture restante comprend les flux de trésorerie d'exécution liés aux services qui seront fournis en vertu des contrats au cours des périodes futures et de la marge sur services contractuels restante à une date donnée. Le solde des sinistres survenus comprend les flux de trésorerie d'exécution au titre des sinistres survenus et des charges engagées qui n'ont pas encore été payées, y compris les sinistres survenus, mais non encore déclarés. Les flux de trésorerie d'exécution correspondent à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs et à un ajustement au titre du risque non financier, actualisés au moyen des taux actuels à la date de clôture déterminés au moyen des méthodes de détermination des taux d'actualisation ci-dessous. Les estimations des flux de trésorerie futurs tiennent compte de scénarios fondés sur des pondérations probabilistes et comprennent tous les flux de trésorerie futurs qui se situent dans le périmètre du contrat. L'ajustement au titre du risque non financier est estimé au moyen de l'approche fondée sur les marges et représente la rémunération dont nous avons besoin pour assumer l'incertitude quant au montant et au calendrier des flux de trésorerie découlant du risque non financier à mesure que le contrat d'assurance est exécuté. L'évaluation des groupes de contrats nécessite le recours au jugement pour établir les méthodes et les hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité, aux polices tombées en déchéance et aux autres comportements des titulaires de police, à la politique relative aux dividendes et aux charges directement attribuables, y compris les coûts d'acquisition, qui sont attribués selon une méthode systématique et rationnelle. Des changements aux hypothèses et estimations sous-jacentes peuvent avoir une incidence importante sur les postes Revenus autres que d'intérêt – Résultat des activités d'assurance et Résultat des placements d'assurance. Les changements ultérieurs aux flux de trésorerie d'exécution liés aux services futurs ajustent la marge sur services contractuels, sauf si le groupe est déficitaire, auquel cas ces changements, et ceux liés aux services passés ou courants, sont inscrits au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des activités d'assurance.

Les taux d'actualisation utilisés reflètent la valeur temps de l'argent et sont fondés sur les caractéristiques des contrats d'assurance et de réassurance. Les flux de trésorerie qui varient en fonction des rendements d'éléments sous-jacents sont actualisés à des taux qui reflètent cette variabilité. Dans le cas des flux de trésorerie qui ne varient pas en fonction des rendements d'éléments sous-jacents, nous utilisons principalement l'approche descendante pour déterminer les taux d'actualisation. Selon cette approche, les taux d'actualisation pour les périodes observables sont déterminés au moyen de courbes de rendement implicites d'un portefeuille d'actifs de référence, ajustées pour éliminer les facteurs (risque de crédit et risque de marché des actifs financiers) qui ne sont pas pertinents pour les contrats d'assurance. Pour les périodes non observables, le taux d'actualisation est interpolé à l'aide du dernier point observable et du taux d'actualisation ultime, qui est composé d'un taux sans risque et d'une prime d'illiquidité. Pour un portefeuille sélectionné, l'approche ascendante est utilisée pour déterminer le taux d'actualisation, qui utilise un taux sans risque plus une prime d'illiquidité pour refléter les caractéristiques des contrats. La direction doit faire preuve de jugement pour estimer les facteurs de risque de marché et de crédit ainsi que les primes d'illiquidité dans la détermination du taux d'actualisation.

En ce qui a trait aux contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (entrées nettes) pour la couverture d'assurance fournie. S'il y a une sortie nette à la comptabilisation initiale du groupe, celui-ci est déficitaire et la sortie nette est comptabilisée immédiatement au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des activités d'assurance. Pour ce qui est des contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net de l'acquisition de contrats de réassurance. La marge sur services contractuels des contrats d'assurance et de réassurance est portée au résultat en fonction des unités de couverture, qui représentent la quantité des services fournis par un groupe de contrats (couverture d'assurance ainsi que services de rendement d'investissement et services liés à l'investissement) et sont déterminés en considération du volume de prestations fourni pour chaque contrat et de la période de couverture prévue. Selon la méthode d'évaluation générale, la marge sur services contractuels est ajustée en fonction du cumul des intérêts au moyen des taux d'actualisation ayant été fixés à la comptabilisation initiale des groupes ou à la date de la transition, dans le cas des groupes pour lesquels l'approche fondée sur la juste valeur a été appliquée. Selon la méthode des honoraires variables, la marge sur services contractuels est ajustée en fonction des variations du montant de notre quote-part de la juste valeur des éléments sous-jacents, tandis que les variations de la juste valeur des éléments sous-jacents, qui reflètent les variations liées à l'obligation de payer le titulaire de la police, sont inscrites au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance.

Selon la méthode de la répartition des primes, le passif au titre de la couverture restante pour chaque groupe est calculé comme les primes reçues, moins le produit des activités d'assurance comptabilisé pour les services fournis, alors que le passif au titre des sinistres survenus est calculé comme les flux de trésorerie d'exécution au titre des sinistres survenus.

Les pertes sur le groupe de contrats d'assurance déficitaires sont immédiatement comptabilisées au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des activités d'assurance, et ce, sans égard au modèle d'évaluation utilisé. Le cas échéant, les pertes comptabilisées au titre des services futurs peuvent être reprises aux périodes ultérieures si le groupe de contrats n'est plus déficitaire.

Les soldes des contrats d'assurance et de réassurance sont réévalués à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Nous avons choisi de mettre à jour les estimations comptables faites au cours de la période intermédiaire précédente au moment de réévaluer les contrats d'assurance et de réassurance aux périodes intermédiaires et annuelles subséquentes.

Un contrat d'assurance ou de réassurance est décomptabilisé lorsqu'il est éteint ou modifié de sorte que la modification entraîne un changement de modèle d'évaluation, un paramètre de contrat substantiellement différent ou un changement de la portée de la norme applicable pour l'évaluation d'une composante du contrat.

Le résultat des activités d'assurance comprend le produit des activités d'assurance, moins les charges afférentes aux activités d'assurance et les produits nets (les charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)

- Les produits des activités d'assurance sont comptabilisés au fur et à mesure que nous fournissons des services prévus au contrat d'assurance en vertu des groupes de contrats d'assurance. En ce qui concerne les contrats évalués selon la méthode de répartition des primes, les produits des activités d'assurance sont généralement comptabilisés selon la répartition des encaissements de primes prévus en fonction de l'écoulement du temps. Pour ce qui est des contrats évalués selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables, les produits des activités d'assurance représentent le montant de contrepartie auquel nous nous attendons à avoir droit en échange des services fournis au cours de la période, ce qui comprend les sinistres et les charges prévus directement attribuables à l'exécution des contrats d'assurance (à l'exclusion des composants investissements), la reprise de l'ajustement au titre des risques pour la période, l'amortissement de la marge sur services contractuels pour refléter les services fournis au cours de la période, une attribution de primes liée au recouvrement des coûts d'acquisition au titre des activités d'assurance, et les ajustements liés à l'expérience pour tenir compte des encaissements de primes liés aux services courants ou passés.
- Les charges afférentes aux activités d'assurance découlant des contrats d'assurance comprennent les sinistres survenus et les autres charges directement attribuables au cours de la période considérée (à l'exclusion des composants investissements), l'amortissement et les pertes de valeur au titre des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition, le cas échéant, les variations liées aux services passés ou courants et les variations de l'élément de perte des groupes de contrats déficitaires.
- Les produits nets (les charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus représentent les sommes recouvrées auprès des réassureurs, moins l'imputation des primes payées sur les contrats de réassurance détenus.
Le résultat des placements d'assurance comprend le revenu d'investissement net, les produits (charges) financiers d'assurance nets et les produits (charges) financiers de réassurance nets afférents aux contrats de réassurance détenus.
- Le revenu d'investissement net comprend principalement le revenu d'intérêt et de dividende et les profits nets (les pertes nettes) sur les actifs financiers, y compris les actifs des fonds distincts et les dérivés liés au secteur Assurances. Les actifs financiers relatifs au secteur Assurances sont principalement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.
- Les produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance représentent l'effet net et les variations de la valeur temps de l'argent (y compris la valeur temps de l'argent liée à l'ajustement au titre du risque non financier) et des risques financiers sur les contrats d'assurance et de réassurance détenus, respectivement.

Incidence de la transition vers IFRS 17, compte non tenu de l'incidence du reclassement des actifs financiers

À l'adoption d'IFRS 17, nous avons appliqué la norme de façon rétrospective en ajustant nos bilans consolidés au 1^{er} novembre 2022, et nous avons retraité les données comparatives pour l'exercice clos le 31 octobre 2023. L'approche rétrospective intégrale a été appliquée à tous les contrats d'assurance et de réassurance, sauf si c'était impossible de le faire. L'approche rétrospective intégrale a été appliquée à tous les contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes et à tous les nouveaux contrats émis à compter du 1^{er} novembre 2022 évalués selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables, comme si IFRS 17 avait toujours été appliquée. En raison de la disponibilité des données et de l'impossibilité d'utiliser des connaissances a posteriori, l'approche fondée sur la juste valeur a été appliquée à tous les contrats émis avant le 1^{er} novembre 2022 ayant été évalués selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables. Selon l'approche fondée sur la juste valeur, chaque portefeuille se compose d'un groupe seulement, et la marge sur services contractuels a été calculée comme la différence entre la juste valeur d'un groupe de contrats et les flux de trésorerie d'exécution en utilisant les informations raisonnables et justifiables disponibles à la date de transition. Les exigences d'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* ont été appliquées pour déterminer la juste valeur d'un groupe de contrats en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus à l'intérieur du périmètre du contrat à l'aide d'hypothèses ajustées pour tenir compte du point de vue des intervenants du marché, et comprennent une marge bénéficiaire au-delà de l'ajustement au titre du risque non financier pour refléter ce qu'un intervenant du marché exigerait pour accepter de telles obligations en vertu de contrats. Les flux de trésorerie d'exécution et les taux d'actualisation ont été déterminés à la date de transition selon les méthodes applicables aux nouvelles activités décrites ci-dessus.

L'adoption d'IFRS 17 a entraîné une diminution des bénéfices non distribués de 2,4 milliards de dollars, après impôt, au 1^{er} novembre 2022. Cette diminution est attribuable à la mise en œuvre de la marge sur services contractuels, à d'autres changements de réévaluation apportés aux contrats d'assurance et de réassurance, et à l'incidence fiscale qui s'y rattache. Le montant de la marge sur services contractuels des contrats de réassurance, déduction faite des contrats de réassurance détenus, au 1^{er} novembre 2022, s'élève à 1,8 milliard de dollars. Le tableau suivant présente les soldes et les totaux touchés, présentés dans notre bilan consolidé au 1^{er} novembre 2022 :

| (en millions de dollars canadiens) | Au 1 ^{er} novembre 2022 avant la transition | Ajustements à la suite de la transition | Au 1 ^{er} novembre 2022 après la transition |
|---|---|--|---|
| Actif | | | |
| Actif net des fonds distincts (1) | 2 638 \$ | (2 638)\$ | – \$ |
| Autres | | | |
| Autres actifs (2) | 80 300 | 4 261 | 84 561 |
| Total de l'actif | 1 917 219 \$ | 1 623 \$ | 1 918 842 \$ |
| Passif | | | |
| Passif net des fonds distincts (3) | 2 638 \$ | (2 638)\$ | – \$ |
| Autres | | | |
| Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance (4) | 11 511 | (11 511) | – |
| Passifs au titre des contrats d'assurance (4) | – | 18 226 | 18 226 |
| Autres passifs (5) | 95 235 | (95) | 95 140 |
| Total du passif | 1 809 044 \$ | 3 982 \$ | 1 813 026 \$ |
| Total des capitaux propres | 108 175 | (2 359) | 105 816 |
| Total du passif et des capitaux propres | 1 917 219 \$ | 1 623 \$ | 1 918 842 \$ |

(1) L'actif net des fonds distincts est désormais présenté au poste Autres actifs.

(2) L'augmentation est principalement attribuable à l'inclusion de l'actif net des fonds distincts, à l'augmentation des actifs au titre des contrats d'assurance, aux actifs au titre des contrats de réassurance détenus et à l'incidence fiscale de l'ajustement à la suite de la transition à IFRS 17.

(3) Les contrats d'assurance de fonds distincts sont désormais présentés au poste Passifs au titre des contrats d'assurance.

(4) Les sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance, évalués selon les dispositions d'IFRS 4, sont remplacés par les Passifs au titre des contrats d'assurance, évalués selon les dispositions d'IFRS 17. L'augmentation de ces soldes est attribuable aux changements de présentation et à l'incidence de la réévaluation, y compris l'établissement de la marge sur services contractuels pour les contrats en vigueur au moment de la transition.

(5) Certains passifs auparavant présentés au poste Autres passifs sont désormais compris dans l'évaluation des contrats d'assurance ou de réassurance détenus.

Incidence du reclassement des actifs financiers à la suite de la transition vers IFRS 17

Comme le permet IFRS 17, nous avons reclassé certains actifs financiers admissibles détenus relativement à des activités liées aux contrats d'assurance à l'adoption d'IFRS 17. Les changements découlent principalement de modifications apportées aux modèles économiques fondés sur des faits et circonstances au 1^{er} novembre 2023, date de l'application initiale d'IFRS 17. Nous avons appliqué ces modifications de manière rétrospective en ajustant notre bilan consolidé au 1^{er} novembre 2023, sans retraitement des données comparatives. Les éléments suivants ont été reclassés au 1^{er} novembre 2023 :

- Des titres d'un montant de 8,3 milliards de dollars et des prêts d'un montant de 2,0 milliards classés à la juste valeur par le biais du résultat net, auparavant désignés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Des titres d'un montant de 0,5 milliard de dollars et des prêts d'un montant de 0,3 milliard classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, auparavant désignés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Des prêts d'un montant de 1,7 milliard de dollars classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, auparavant classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat net;
- Des prêts d'un montant de 0,3 milliard de dollars désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, auparavant classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

L'incidence de ces reclassements a entraîné une augmentation des autres composantes des capitaux propres de 656 millions de dollars, déduction faite de l'impôt, et une diminution des bénéfices non distribués du même montant, sans incidence nette sur le total des capitaux propres ni sur la valeur comptable de ces actifs.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

IFRS 18 États financiers : Présentation et informations à fournir (IFRS 18)

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18, qui énonce des exigences en matière de présentation et d'informations à fournir dans les états financiers. Cette norme remplacera IAS 1 *Présentation des états financiers* et est accompagnée de modifications limitées à d'autres normes, qui entreront en vigueur à l'adoption de la nouvelle norme. La norme introduit de nouveaux sous-totaux définis à présenter dans l'état consolidé du résultat net, des informations à fournir sur les indicateurs de performance définis par la direction et des exigences quant au regroupement de l'information. En ce qui nous concerne, cette norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2027. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Modifications au classement et à l'évaluation des instruments financiers

En mai 2024, l'IASB a publié *Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers*, qui modifie IFRS 9 *Instruments financiers* et IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* (les « modifications »). Les modifications clarifient les directives sur le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées à des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance, et introduisent des obligations d'information connexes supplémentaires. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2026. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur nos états financiers consolidés.

Mises à jour sur la réforme des taux d'intérêt de référence

Dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence, la publication pour toutes les échéances restantes relativement au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) a cessé le 28 juin 2024. Par conséquent, nous avons cessé d'accorder des prêts fondés sur des acceptations bancaires. Au 31 juillet 2024, et conformément à notre plan de transition, notre exposition aux instruments financiers au taux CDOR et aux taux d'intérêt essentiellement semblables au taux CDOR ne revêt plus d'importance dans le cadre de nos états financiers résumés.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des instruments financiers évalués au coût amorti. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

| | Au 31 juillet 2024 | | | | | | | |
|--|---|--|--|---|---|---|------------------------------|--------------------------|
| | Valeur comptable et juste valeur | | | | Valeur comptable | | Juste valeur | |
| | Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net | Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | Instruments financiers évalués au coût amorti | Instruments financiers évalués au coût amorti | Total de la valeur comptable | Total de la juste valeur |
| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | | | |
| Actifs financiers | | | | | | | | |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | - \$ | 48 443 \$ | - \$ | - \$ | 8 966 \$ | 8 966 \$ | 57 409 \$ | 57 409 \$ |
| Titres | | | | | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 179 354 | 1 087 | - | - | - | - | 180 441 | 180 441 |
| Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable | - | - | 150 499 | 1 178 | 99 067 | 95 027 | 250 744 | 246 704 |
| | 179 354 | 1 087 | 150 499 | 1 178 | 99 067 | 95 027 | 431 185 | 427 145 |
| Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | 264 532 | - | - | - | 60 869 | 60 869 | 325 401 | 325 401 |
| Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable | | | | | | | | |
| Prêts de détail | 638 | - | 540 | - | 615 043 | 608 916 | 616 221 | 610 094 |
| Prêts de gros | 8 908 | 2 312 | 991 | - | 343 365 | 338 324 | 355 576 | 350 535 |
| | 9 546 | 2 312 | 1 531 | - | 958 408 | 947 240 | 971 797 | 960 629 |
| Autres | | | | | | | | |
| Dérivés | 115 659 | - | - | - | - | - | 115 659 | 115 659 |
| Autres actifs (1) | 9 627 | 9 | - | - | 47 889 | 47 889 | 57 525 | 57 525 |
| Passifs financiers | | | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | | | |
| Particuliers | 356 \$ | 31 607 \$ | | | 478 579 \$ | 478 843 \$ | 510 542 \$ | 510 806 \$ |
| Entreprises et gouvernements (2) | 174 | 148 652 | | | 660 554 | 661 586 | 809 380 | 810 412 |
| Banques (3) | - | 9 320 | | | 32 023 | 32 028 | 41 343 | 41 348 |
| | 530 | 189 579 | | | 1 171 156 | 1 172 457 | 1 361 265 | 1 362 566 |
| Autres | | | | | | | | |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert | 33 972 | - | | | - | - | 33 972 | 33 972 |
| Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | - | 266 457 | | | 37 916 | 37 916 | 304 373 | 304 373 |
| Dérivés | 126 884 | - | | | - | - | 126 884 | 126 884 |
| Autres passifs (4) | (1 275) | 2 | | | 66 515 | 66 781 | 65 242 | 65 508 |
| Débitures subordonnées | - | - | | | 13 437 | 13 469 | 13 437 | 13 469 |

| | Au 31 octobre 2023 (retraité – note 2) | | | | | | | |
|--|---|--|--|---|---|---|------------------------------|--------------------------|
| | Valeur comptable et juste valeur | | | | Valeur comptable | | Juste valeur | |
| | Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net | Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | Instruments financiers évalués au coût amorti | Instruments financiers évalués au coût amorti | Total de la valeur comptable | Total de la juste valeur |
| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | | | |
| Actifs financiers | | | | | | | | |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | – \$ | 60 856 \$ | – \$ | – \$ | 10 230 \$ | 10 230 \$ | 71 086 \$ | 71 086 \$ |
| Titres | | | | | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 180 651 | 9 500 | – | – | – | – | 190 151 | 190 151 |
| Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable | – | – | 127 624 | 842 | 91 113 | 83 667 | 219 579 | 212 133 |
| | 180 651 | 9 500 | 127 624 | 842 | 91 113 | 83 667 | 409 730 | 402 284 |
| Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | 285 869 | – | – | – | 54 322 | 54 322 | 340 191 | 340 191 |
| Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable | | | | | | | | |
| Prêts de détail | 114 | 362 | 280 | – | 566 376 | 542 480 | 567 132 | 543 236 |
| Prêts de gros | 5 629 | 3 619 | 597 | – | 275 796 | 268 843 | 285 641 | 278 688 |
| | 5 743 | 3 981 | 877 | – | 842 172 | 811 323 | 852 773 | 821 924 |
| Autres | | | | | | | | |
| Dérivés | 142 450 | – | – | – | – | – | 142 450 | 142 450 |
| Autres actifs (1) | 7 579 | 5 | – | – | 68 450 | 68 450 | 76 034 | 76 034 |
| Passifs financiers | | | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | | | |
| Particuliers | 109 \$ | 26 702 \$ | | | 415 135 \$ | 412 886 \$ | 441 946 \$ | 439 697 \$ |
| Entreprises et gouvernements (2) | 174 | 137 454 | | | 607 447 | 605 260 | 745 075 | 742 888 |
| Banques (3) | – | 11 462 | | | 33 204 | 33 160 | 44 666 | 44 622 |
| | 283 | 175 618 | | | 1 055 786 | 1 051 306 | 1 231 687 | 1 227 207 |
| Autres | | | | | | | | |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert | 33 651 | – | | | – | – | 33 651 | 33 651 |
| Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | – | 298 679 | | | 36 559 | 36 559 | 335 238 | 335 238 |
| Dérivés | 142 629 | – | | | – | – | 142 629 | 142 629 |
| Autres passifs (4) | (937) | 11 | | | 92 539 | 92 441 | 91 613 | 91 515 |
| Débtentures subordonnées | – | – | | | 11 386 | 11 213 | 11 386 | 11 213 |

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | | | | | | | | | |
|--|---------------------------------------|------------|----------|-----------------------------|-----------------------|---------------------------------------|------------|----------|-----------------------------|-----------------------|
| | 31 juillet 2024 | | | | | 31 octobre 2023 (retraité – note 2) | | | | |
| | Évaluation à la juste valeur selon le | | | Ajustements de compensation | Juste valeur | Évaluation à la juste valeur selon le | | | Ajustements de compensation | Juste valeur |
| Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 1 | | | Niveau 2 | Niveau 3 | | | |
| Actifs financiers | | | | | | | | | | |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | – \$ | 48 443 \$ | – \$ | | \$ 48 443 \$ | – \$ | 60 856 \$ | – \$ | | \$ 60 856 \$ |
| Titres | | | | | | | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | | | | | | | | | | |
| Titres d'emprunt émis ou garantis par : | | | | | | | | | | |
| Gouvernement canadien (1) | | | | | | | | | | |
| Gouvernement fédéral | 22 324 | 1 816 | – | | 24 140 | 26 675 | 2 581 | – | | 29 256 |
| Provinces et municipalités | – | 14 395 | – | | 14 395 | – | 16 389 | – | | 16 389 |
| Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1), (2) | 255 | 32 359 | – | | 32 614 | 2 249 | 50 439 | – | | 52 688 |
| Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3) | 2 502 | 2 532 | – | | 5 034 | 2 055 | 2 577 | – | | 4 632 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires (1) | – | 2 | – | | 2 | – | 2 | – | | 2 |
| Titres adossés à des actifs | – | 1 399 | – | | 1 399 | – | 1 245 | – | | 1 245 |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances | – | 24 295 | – | | 24 295 | – | 22 615 | – | | 22 615 |
| Titres de participation | 73 848 | 2 278 | 2 436 | | 78 562 | 58 826 | 2 232 | 2 266 | | 63 324 |
| | 98 929 | 79 076 | 2 436 | | 180 441 | 89 805 | 98 080 | 2 266 | | 190 151 |
| Titres de placement | | | | | | | | | | |
| Titres d'emprunt émis ou garantis par : | | | | | | | | | | |
| Gouvernement canadien (1) | | | | | | | | | | |
| Gouvernement fédéral | 6 664 | 8 064 | – | | 14 728 | 2 731 | 3 528 | – | | 6 259 |
| Provinces et municipalités | – | 5 207 | – | | 5 207 | – | 2 748 | – | | 2 748 |
| Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1) | – | 79 096 | – | | 79 096 | 275 | 73 020 | – | | 73 295 |
| Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE | 3 351 | 6 884 | – | | 10 235 | – | 6 192 | – | | 6 192 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires (1) | – | 2 460 | 29 | | 2 489 | – | 2 672 | 29 | | 2 701 |
| Titres adossés à des actifs | – | 9 440 | – | | 9 440 | – | 8 706 | – | | 8 706 |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances | – | 29 158 | 146 | | 29 304 | – | 27 574 | 149 | | 27 723 |
| Titres de participation | 389 | 305 | 484 | | 1 178 | 38 | 338 | 466 | | 842 |
| | 10 404 | 140 614 | 659 | | 151 677 | 3 044 | 124 778 | 644 | | 128 466 |
| Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | | | | | | | | | | |
| Prêts | – | 264 532 | – | | 264 532 | – | 285 869 | – | | 285 869 |
| Autres | – | 11 575 | 1 814 | | 13 389 | – | 8 742 | 1 859 | | 10 601 |
| Dérivés | | | | | | | | | | |
| Contrats de taux d'intérêt | – | 29 458 | 370 | | 29 828 | – | 39 243 | 290 | | 39 533 |
| Contrats de change | – | 64 242 | 1 | | 64 243 | – | 89 644 | 4 | | 89 648 |
| Dérivés de crédit | – | 217 | – | | 217 | – | 224 | – | | 224 |
| Autres contrats | 3 344 | 20 123 | 28 | | 23 495 | 2 352 | 13 927 | 111 | | 16 390 |
| Ajustements d'évaluation | – | (934) | 2 | | (932) | – | (1 805) | 4 | | (1 801) |
| Total des dérivés, montant brut | 3 344 | 113 106 | 401 | | 116 851 | 2 352 | 141 233 | 409 | | 143 994 |
| Ajustements de compensation | – | – | – | | (1 192) | – | – | – | | (1 544) |
| Total des dérivés | 3 344 | 113 106 | 401 | | 115 659 | 2 352 | 141 233 | 409 | | 142 450 |
| Autres actifs | 5 010 | 4 618 | 8 | | 9 636 | 4 152 | 3 421 | 11 | | 7 584 |
| | 117 687 \$ | 661 964 \$ | 5 318 \$ | | (1 192) \$ 783 777 \$ | 99 353 \$ | 722 979 \$ | 5 189 \$ | | (1 544) \$ 825 977 \$ |
| Passifs financiers | | | | | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | | | | | |
| Particuliers | – \$ | 31 355 \$ | 608 \$ | | \$ 31 963 \$ | – \$ | 26 428 \$ | 383 \$ | | \$ 26 811 \$ |
| Entreprises et gouvernements | – | 148 826 | – | | 148 826 | – | 137 628 | – | | 137 628 |
| Banques | – | 9 320 | – | | 9 320 | – | 11 462 | – | | 11 462 |
| Autres | | | | | | | | | | |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert | 14 892 | 19 080 | – | | 33 972 | 14 391 | 19 260 | – | | 33 651 |
| Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | – | 266 457 | – | | 266 457 | – | 298 679 | – | | 298 679 |
| Dérivés | | | | | | | | | | |
| Contrats de taux d'intérêt | – | 26 245 | 918 | | 27 163 | – | 41 249 | 952 | | 42 201 |
| Contrats de change | – | 60 103 | 47 | | 60 150 | – | 81 750 | 53 | | 81 803 |
| Dérivés de crédit | – | 239 | – | | 239 | – | 176 | – | | 176 |
| Autres contrats | 4 357 | 35 907 | 424 | | 40 688 | 3 119 | 17 306 | 549 | | 20 974 |
| Ajustements d'évaluation | – | (156) | (8) | | (164) | – | (982) | 1 | | (981) |
| Total des dérivés, montant brut | 4 357 | 122 338 | 1 381 | | 128 076 | 3 119 | 139 499 | 1 555 | | 144 173 |
| Ajustements de compensation | – | – | – | | (1 192) | – | – | – | | (1 544) |
| Total des dérivés | 4 357 | 122 338 | 1 381 | | 126 884 | 3 119 | 139 499 | 1 555 | | 142 629 |
| Autres passifs | 261 | (1 534) | – | | (1 273) | 370 | (1 296) | – | | (926) |
| | 19 510 \$ | 595 842 \$ | 1 989 \$ | | (1 192) \$ 616 149 \$ | 17 880 \$ | 631 660 \$ | 1 938 \$ | | (1 544) \$ 649 934 \$ |

(1) Au 31 juillet 2024, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 16 394 millions de dollars et à néant (14 345 millions et néant au 31 octobre 2023), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 26 766 millions et à 2 421 millions (24 365 millions et 2 618 millions au 31 octobre 2023).

(2) États-Unis.

(3) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2024, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 juillet 2024, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2023.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

| (en millions de dollars canadiens) | Pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 | | | | | | | | |
|---|---|---|--|--|---|-----------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|---|
| | Juste valeur au début de la période | Profits (pertes) compris dans le résultat | Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1) | Achats d'actifs (émissions de passifs) | Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2) | Transferts vers le niveau 3 | Transferts hors du niveau 3 | Juste valeur à la fin de la période | Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus |
| Actif | | | | | | | | | |
| Titres | | | | | | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | | | | | | | | | |
| Titres d'emprunt émis ou garantis par : | | | | | | | | | |
| États, municipalités et organismes américains | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ |
| Titres adossés à des actifs | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Titres de participation | 2 392 | (136) | 2 | 216 | (38) | 1 | (1) | 2 436 | (117) |
| | 2 392 | (136) | 2 | 216 | (38) | 1 | (1) | 2 436 | (117) |
| Titres de placement | | | | | | | | | |
| Titres adossés à des créances hypothécaires | 30 | – | (1) | – | – | – | – | 29 | s.o. |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances | 144 | – | 6 | – | (4) | – | – | 146 | s.o. |
| Titres de participation | 476 | – | 11 | – | (3) | – | – | 484 | s.o. |
| | 650 | – | 16 | – | (7) | – | – | 659 | s.o. |
| Prêts | 1 837 | (33) | 21 | 78 | (84) | 9 | (14) | 1 814 | (30) |
| Autres | | | | | | | | | |
| Soldes nets des dérivés (3) | | | | | | | | | |
| Contrats de taux d'intérêt | (647) | 43 | – | (66) | 122 | 18 | (18) | (548) | 43 |
| Contrats de change | (27) | (9) | 1 | (1) | – | – | (10) | (46) | (9) |
| Autres contrats | (298) | (24) | (1) | (11) | 4 | (198) | 132 | (396) | (13) |
| Ajustements d'évaluation | (6) | – | – | – | 16 | – | – | 10 | – |
| Autres actifs | 9 | – | – | – | (1) | – | – | 8 | – |
| | 3 910 \$ | (159)\$ | 39 \$ | 216 \$ | 12 \$ | (170)\$ | 89 \$ | 3 937 \$ | (126)\$ |
| Passif | | | | | | | | | |
| Dépôts | (633)\$ | (39)\$ | – \$ | (60)\$ | 38 \$ | (3)\$ | 89 \$ | (608)\$ | (23)\$ |
| | (633)\$ | (39)\$ | – \$ | (60)\$ | 38 \$ | (3)\$ | 89 \$ | (608)\$ | (23)\$ |

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023

| (en millions de dollars canadiens) | Juste valeur au début de la période | Profits (pertes) compris dans le résultat | Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1) | Achats d'actifs (émissions de passifs) | Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2) | Transferts vers le niveau 3 | Transferts hors du niveau 3 | Juste valeur à la fin de la période | Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus |
|---|-------------------------------------|---|--|--|---|-----------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|---|
| Actif | | | | | | | | | |
| Titres | | | | | | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | | | | | | | | | |
| Titres d'emprunt émis ou garantis par : | | | | | | | | | |
| États, municipalités et organismes américains | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ |
| Titres adossés à des actifs | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances | 19 | – | – | – | (16) | – | (3) | – | – |
| Titres de participation | 2 177 | (37) | (28) | 70 | (9) | 6 | – | 2 179 | (13) |
| | 2 196 | (37) | (28) | 70 | (25) | 6 | (3) | 2 179 | (13) |
| Titres de placement | | | | | | | | | |
| Titres adossés à des créances hypothécaires | 27 | – | 3 | – | – | – | – | 30 | s.o. |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances | 150 | – | (9) | – | – | – | – | 141 | s.o. |
| Titres de participation | 436 | – | (6) | 1 | – | – | – | 431 | s.o. |
| | 613 | – | (12) | 1 | – | – | – | 602 | s.o. |
| Prêts | 2 410 | (28) | (58) | 61 | (71) | 2 | (5) | 2 311 | (13) |
| Autres | | | | | | | | | |
| Soldes nets des dérivés (3) | | | | | | | | | |
| Contrats de taux d'intérêt | (638) | (14) | 1 | 1 | 19 | 7 | (8) | (632) | (8) |
| Contrats de change | (56) | 3 | (1) | (9) | 11 | – | 6 | (46) | 2 |
| Autres contrats | (413) | (43) | 11 | (23) | 17 | (37) | 47 | (441) | (45) |
| Ajustements d'évaluation | 16 | – | – | – | (5) | – | – | 11 | – |
| Autres actifs | 13 | – | – | – | (2) | – | – | 11 | – |
| | 4 141 \$ | (119)\$ | (87)\$ | 101 \$ | (56)\$ | (22)\$ | 37 \$ | 3 995 \$ | (77)\$ |
| Passif | | | | | | | | | |
| Dépôts | (250)\$ | 1 \$ | 1 \$ | (80)\$ | 13 \$ | (16)\$ | 50 \$ | (281)\$ | 5 \$ |
| | (250)\$ | 1 \$ | 1 \$ | (80)\$ | 13 \$ | (16)\$ | 50 \$ | (281)\$ | 5 \$ |

| | Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 | | | | | | | | |
|---|---|---|--|--|---|-----------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|---|
| | Juste valeur au début de la période | Profits (pertes) compris dans le résultat | Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1) | Achats d'actifs (émissions de passifs) | Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2) | Transferts vers le niveau 3 | Transferts hors du niveau 3 | Juste valeur à la fin de la période | Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus |
| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | | | | |
| Actif | | | | | | | | | |
| Titres | | | | | | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | | | | | | | | | |
| Titres d'emprunt émis ou garantis par : | | | | | | | | | |
| États, municipalités et organismes américains | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ |
| Titres adossés à des actifs | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Titres de participation | 2 266 | (190) | (6) | 445 | (78) | 1 | (2) | 2 436 | (149) |
| | 2 266 | (190) | (6) | 445 | (78) | 1 | (2) | 2 436 | (149) |
| Titres de placement | | | | | | | | | |
| Titres adossés à des créances hypothécaires | 29 | – | – | – | – | – | – | 29 | s.o. |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances | 149 | – | 10 | – | (13) | – | – | 146 | s.o. |
| Titres de participation | 466 | – | 16 | 3 | (3) | 2 | – | 484 | s.o. |
| | 644 | – | 26 | 3 | (16) | 2 | – | 659 | s.o. |
| Prêts | 1 859 | (87) | 25 | 445 | (324) | 50 | (154) | 1 814 | (81) |
| Autres | | | | | | | | | |
| Saldes nets des dérivés (3) | | | | | | | | | |
| Contrats de taux d'intérêt | (662) | 46 | – | (80) | 135 | 30 | (17) | (548) | 55 |
| Contrats de change | (49) | (10) | 6 | 14 | 3 | 2 | (12) | (46) | (3) |
| Autres contrats | (438) | (139) | 5 | (59) | 5 | (284) | 514 | (396) | 1 |
| Ajustements d'évaluation | 3 | – | – | (1) | 8 | – | – | 10 | – |
| Autres actifs | 11 | – | – | – | (3) | – | – | 8 | – |
| | 3 634 \$ | (380)\$ | 56 \$ | 767 \$ | (270)\$ | (199)\$ | 329 \$ | 3 937 \$ | (177)\$ |
| Passif | | | | | | | | | |
| Dépôts | (383)\$ | (90)\$ | 1 \$ | (417)\$ | 76 \$ | (93)\$ | 298 \$ | (608)\$ | (44)\$ |
| | (383)\$ | (90)\$ | 1 \$ | (417)\$ | 76 \$ | (93)\$ | 298 \$ | (608)\$ | (44)\$ |

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023

| (en millions de dollars canadiens) | Juste valeur au début de la période | Profits (pertes) compris dans le résultat | Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1) | Achats d'actifs (émissions de passifs) | Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2) | Transferts vers le niveau 3 | Transferts hors du niveau 3 | Juste valeur à la fin de la période | Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus |
|---|-------------------------------------|---|--|--|---|-----------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|---|
| Actif | | | | | | | | | |
| Titres | | | | | | | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | | | | | | | | | |
| Titres d'emprunt émis ou garantis par : | | | | | | | | | |
| États, municipalités et organismes américains | 4 \$ | – \$ | – \$ | – \$ | (4)\$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ |
| Titres adossés à des actifs | 2 | – | – | – | (2) | – | – | – | – |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances | 7 | – | – | 2 | (16) | 17 | (10) | – | – |
| Titres de participation | 1 874 | (159) | (34) | 491 | (41) | 48 | – | 2 179 | (130) |
| | 1 887 | (159) | (34) | 493 | (63) | 65 | (10) | 2 179 | (130) |
| Titres de placement | | | | | | | | | |
| Titres adossés à des créances hypothécaires | 28 | – | 1 | 1 | – | – | – | 30 | s.o. |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances | 151 | – | (2) | – | (8) | – | – | 141 | s.o. |
| Titres de participation | 397 | – | 34 | 1 | (1) | – | – | 431 | s.o. |
| | 576 | – | 33 | 2 | (9) | – | – | 602 | s.o. |
| Prêts | 1 692 | (54) | (35) | 1 300 | (452) | 30 | (170) | 2 311 | – |
| Autres | | | | | | | | | |
| Soldes nets des dérivés (3) | | | | | | | | | |
| Contrats de taux d'intérêt | (859) | (10) | 6 | (7) | 194 | 30 | 14 | (632) | (9) |
| Contrats de change | (132) | 4 | 10 | (8) | 48 | – | 32 | (46) | (2) |
| Autres contrats | (785) | (6) | 21 | (61) | 83 | (96) | 403 | (441) | (35) |
| Ajustements d'évaluation | 53 | – | – | – | (42) | – | – | 11 | – |
| Autres actifs | 15 | – | – | – | (4) | – | – | 11 | – |
| | 2 447 \$ | (225)\$ | 1 \$ | 1 719 \$ | (245)\$ | 29 \$ | 269 \$ | 3 995 \$ | (176)\$ |
| Passif | | | | | | | | | |
| Dépôts | (241)\$ | (26)\$ | 1 \$ | (157)\$ | 19 \$ | (67)\$ | 190 \$ | (281)\$ | (8)\$ |
| | (241)\$ | (26)\$ | 1 \$ | (157)\$ | 19 \$ | (67)\$ | 190 \$ | (281)\$ | (8)\$ |

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 10 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 (profits de 3 millions au 31 juillet 2023) et profits de 20 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 (profits de 33 millions au 31 juillet 2023), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2024 comprenait des actifs dérivés de 401 millions de dollars (345 millions au 31 juillet 2023) et des passifs dérivés de 1 381 millions (1 453 millions au 31 juillet 2023).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 564 millions de dollars détenues à des fins de négociation et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 417 millions détenues à titre de placement. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2023, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 151 millions de dollars.

Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2024 et le 31 juillet 2023, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 1 038 millions de dollars détenues à titre de placements et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 822 millions de dollars détenues à des fins de négociation. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 435 millions de dollars détenues à titre de placements, des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 151 millions et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 112 millions détenues à des fins de négociation.

Au cours des périodes de neuf mois closes le 31 juillet 2024 et le 31 juillet 2023, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats en raison de changements dans l'importance de données non observables. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2023, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats en raison de changements dans l'importance de données non observables et dans l'observabilité des données du marché. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2023, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats en raison de changements dans l'importance de données non observables et dans l'observabilité des données du marché. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats, des dépôts et prêts en raison de changements dans l'importance de données non observables et de changements dans l'observabilité de données sur le marché. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats et des prêts en raison de changements dans l'observabilité de données sur le marché ou de changements dans l'importance de données non observables.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|--|--------------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------------|
| | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 |
| Revenu d'intérêt et de dividende ^{(1), (2)} | | | | |
| Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | 8 678 \$ | 8 546 \$ | 27 583 \$ | 22 203 \$ |
| Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 1 927 | 1 383 | 5 162 | 3 439 |
| Instruments financiers évalués au coût amorti | 16 485 | 12 905 | 45 708 | 36 847 |
| | 27 090 | 22 834 | 78 453 | 62 489 |
| Charge d'intérêt ⁽¹⁾ | | | | |
| Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | 8 432 | 7 531 | 26 227 | 20 046 |
| Instruments financiers évalués au coût amorti | 11 331 | 9 017 | 31 944 | 23 856 |
| | 19 763 | 16 548 | 58 171 | 43 902 |
| Revenu net d'intérêt | 7 327 \$ | 6 286 \$ | 20 282 \$ | 18 587 \$ |

(1) Exclut le revenu d'intérêt et de dividende de 222 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 (186 millions au 31 juillet 2023) et de 656 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 (554 millions au 31 juillet 2023), et la charge d'intérêt de 54 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 (83 millions au 31 juillet 2023) et de 77 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 (100 millions au 31 juillet 2023) présentés au poste Résultat des placements d'assurance de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

(2) Inclut un revenu de dividende de 778 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 (803 millions au 31 juillet 2023) et de 2 511 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 (2 396 millions au 31 juillet 2023), présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ^{(1), (2)}

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | | | | | | | |
|---|--------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------|-------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------|
| | 31 juillet 2024 ⁽³⁾ | | | | 31 octobre 2023 | | | |
| | Coût/ coût amorti | Profits bruts latents | Pertes brutes latentes | Juste valeur | Coût/ coût amorti | Profits bruts latents | Pertes brutes latentes | Juste valeur |
| Titres d'emprunt émis ou garantis par : | | | | | | | | |
| Gouvernement canadien | | | | | | | | |
| Gouvernement fédéral | 14 725 \$ | 29 \$ | (26)\$ | 14 728 \$ | 6 609 \$ | 1 \$ | (351)\$ | 6 259 \$ |
| Provinces et municipalités | 5 216 | 31 | (40) | 5 207 | 3 396 | 2 | (650) | 2 748 |
| Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains | 80 327 | 423 | (1 654) | 79 096 | 75 326 | 343 | (2 374) | 73 295 |
| Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE | 10 271 | 11 | (47) | 10 235 | 6 200 | 1 | (9) | 6 192 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires | 2 514 | 1 | (26) | 2 489 | 2 762 | – | (61) | 2 701 |
| Titres adossés à des actifs | 9 422 | 24 | (6) | 9 440 | 8 752 | 5 | (51) | 8 706 |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances | 29 248 | 116 | (60) | 29 304 | 27 774 | 44 | (95) | 27 723 |
| Titres de participation | 720 | 463 | (5) | 1 178 | 493 | 357 | (8) | 842 |
| | 152 443 \$ | 1 098 \$ | (1 864)\$ | 151 677 \$ | 131 312 \$ | 753 \$ | (3 599)\$ | 128 466 \$ |

- (1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 99 067 millions de dollars au 31 juillet 2024 comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (91 113 millions au 31 octobre 2023).
- (2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (35) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 juillet 2024 ((33) millions au 31 octobre 2023) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.
- (3) Ces montants tiennent compte de certains reclassements effectués lors de l'adoption d'IFRS 17, le 1^{er} novembre 2023, sans retraitement des données comparatives. Pour plus de détails, se reporter à la note 2.

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | | | | | | |
|--|--------------------------|-------------|-----------|---------|--------------------|-------------|-----------|--------|
| | le 31 juillet 2024 | | | | le 31 juillet 2023 | | | |
| | Productifs | | Dépréciés | | Productifs | | Dépréciés | |
| Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 (2) | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 (2) | Total | |
| Solde au début de la période | 6 \$ | – \$ | (39)\$ | (33)\$ | 3 \$ | 2 \$ | (25)\$ | (20)\$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | – | – | – | – | 1 | (1) | – | – |
| Transferts vers le stade 2 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Transferts vers le stade 3 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Achats | 2 | – | – | 2 | 1 | – | – | 1 |
| Ventes et arrivées à échéance | (1) | – | – | (1) | – | (1) | – | (1) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (2) | – | (2) | (4) | (2) | (1) | (2) | (5) |
| Écart de change et autres | – | – | 1 | 1 | – | 1 | 1 | 2 |
| Solde à la fin de la période | 5 \$ | – \$ | (40)\$ | (35)\$ | 3 \$ | – \$ | (26)\$ | (23)\$ |

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les périodes de neuf mois closes | | | | | | | |
|--|---------------------------------------|---------|-------------|--------|--------------------|---------|-------------|--------|
| | le 31 juillet 2024 | | | | le 31 juillet 2023 | | | |
| | Productifs | | Dépréciés | | Productifs | | Dépréciés | |
| | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 (2) | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 (2) | Total |
| Solde au début de la période | 4 \$ | – \$ | (37)\$ | (33)\$ | 3 \$ | 1 \$ | (23)\$ | (19)\$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | – | – | – | – | 1 | (1) | – | – |
| Transferts vers le stade 2 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Transferts vers le stade 3 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Achats | 8 | – | – | 8 | 4 | – | – | 4 |
| Ventes et arrivées à échéance | (3) | – | – | (3) | (1) | (1) | – | (2) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (5) | – | (6) | (11) | (3) | 1 | (7) | (9) |
| Écart de change et autres | 1 | – | 3 | 4 | (1) | – | 4 | 3 |
| Solde à la fin de la période | 5 \$ | – \$ | (40)\$ | (35)\$ | 3 \$ | – \$ | (26)\$ | (23)\$ |

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | | | | | | |
|--|--------------------------|---------|-----------|-------|--------------------|---------|-----------|-------|
| | le 31 juillet 2024 | | | | le 31 juillet 2023 | | | |
| | Productifs | | Dépréciés | | Productifs | | Dépréciés | |
| | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total |
| Solde au début de la période | 8 \$ | 13 \$ | – \$ | 21 \$ | 9 \$ | 13 \$ | – \$ | 22 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Transferts vers le stade 2 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Transferts vers le stade 3 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Achats | 2 | – | – | 2 | 3 | – | – | 3 |
| Ventes et arrivées à échéance | (2) | – | – | (2) | – | – | – | – |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | – | (2) | – | (2) | (1) | 2 | – | 1 |
| Écart de change et autres | (1) | 1 | – | – | (1) | (1) | – | (2) |
| Solde à la fin de la période | 7 \$ | 12 \$ | – \$ | 19 \$ | 10 \$ | 14 \$ | – \$ | 24 \$ |

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les périodes de neuf mois closes | | | | | | | |
|--|---------------------------------------|---------|-----------|-------|--------------------|---------|-----------|-------|
| | le 31 juillet 2024 | | | | le 31 juillet 2023 | | | |
| | Productifs | | Dépréciés | | Productifs | | Dépréciés | |
| | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total |
| Solde au début de la période | 8 \$ | 15 \$ | – \$ | 23 \$ | 8 \$ | 14 \$ | – \$ | 22 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Transferts vers le stade 2 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Transferts vers le stade 3 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Achats | 6 | – | – | 6 | 8 | – | – | 8 |
| Ventes et arrivées à échéance | (2) | – | – | (2) | – | – | – | – |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (4) | (3) | – | (7) | (6) | 1 | – | (5) |
| Écart de change et autres | (1) | – | – | (1) | – | (1) | – | (1) |
| Solde à la fin de la période | 7 \$ | 12 \$ | – \$ | 19 \$ | 10 \$ | 14 \$ | – \$ | 24 \$ |

Note 4 Titres (suite)**Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque**

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2023.

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | | | | | | | | |
|---|-----------------|-------------|-----------------|-------|-----------------|---------|-----------------|--|------------|
| | 31 juillet 2024 | | | | 31 octobre 2023 | | | | |
| | Productifs | | Dépréciés | | Productifs | | Dépréciés | | |
| Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 (1) | | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 (1) | | Total |
| Titres de placement | | | | | | | | | |
| Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | | | | | | | | | |
| Qualité investissement | 149 556 \$ | 8 \$ | – \$ 149 564 \$ | | 126 732 \$ | 1 \$ | – \$ 126 733 \$ | | |
| Qualité inférieure | 789 | – | – 789 | | 742 | – | – 742 | | |
| Titres dépréciés | – | – | 146 146 | | – | – | 149 149 | | |
| | 150 345 | 8 | 146 150 499 | | 127 474 | 1 | 149 127 624 | | |
| Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2) | | | 1 178 | | | | | | 842 |
| | | | 151 677 \$ | | | | | | 128 466 \$ |
| Titres au coût amorti | | | | | | | | | |
| Qualité investissement | 98 182 \$ | – \$ | – \$ 98 182 \$ | | 89 947 \$ | – \$ | – \$ 89 947 \$ | | |
| Qualité inférieure | 728 | 176 | – 904 | | 990 | 199 | – 1 189 | | |
| Titres dépréciés | – | – | – | | – | – | – | | |
| | 98 910 | 176 | – 99 086 | | 90 937 | 199 | – 91 136 | | |
| Correction de valeur pour pertes de crédit | 7 | 12 | – 19 | | 8 | 15 | – 23 | | |
| | 98 903 \$ | 164 \$ | – \$ 99 067 \$ | | 90 929 \$ | 184 \$ | – \$ 91 113 \$ | | |

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 146 millions de dollars (149 millions au 31 octobre 2023).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

Correction de valeur pour pertes de crédit

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | | | | | | | | |
|---|------------------------------|---|-------------------------------|---------------------------|------------------------------|------------------------------|---|-------------------------------|---------------------------|------------------------------|
| | le 31 juillet 2024 | | | | | le 31 juillet 2023 | | | | |
| | Solde au début de la période | Dotation à la provision pour pertes de crédit | Sorties du bilan, montant net | Écart de change et autres | Solde à la fin de la période | Solde au début de la période | Dotation à la provision pour pertes de crédit | Sorties du bilan, montant net | Écart de change et autres | Solde à la fin de la période |
| Prêts de détail | | | | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 569 \$ | 36 \$ | (2)\$ | (4)\$ | 599 \$ | 480 \$ | (5)\$ | (4)\$ | (8)\$ | 463 \$ |
| Prêts aux particuliers | 1 371 | 188 | (154) | (8) | 1 397 | 1 165 | 97 | (106) | (4) | 1 152 |
| Prêts sur cartes de crédit | 1 139 | 169 | (155) | 3 | 1 156 | 980 | 154 | (117) | - | 1 017 |
| Prêts aux petites entreprises | 230 | 46 | (24) | (6) | 246 | 225 | 23 | (11) | (2) | 235 |
| Prêts de gros | 2 714 | 246 | (202) | (50) | 2 708 | 1 886 | 349 | (117) | (67) | 2 051 |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 51 | (20) | - | 1 | 32 | 41 | 1 | - | (1) | 41 |
| | 6 074 \$ | 665 \$ | (537)\$ | (64)\$ | 6 138 \$ | 4 777 \$ | 619 \$ | (355)\$ | (82)\$ | 4 959 \$ |
| Présentation ventilée : | | | | | | | | | | |
| Correction de valeur pour pertes sur prêts | 5 715 \$ | | | | 5 798 \$ | 4 332 \$ | | | | 4 495 \$ |
| Autres passifs – Dotations | 302 | | | | 303 | 397 | | | | 416 |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 51 | | | | 32 | 41 | | | | 41 |
| Autres composantes des capitaux propres | 6 | | | | 5 | 7 | | | | 7 |

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les périodes de neuf mois closes | | | | | | | | | |
|---|---------------------------------------|---|-------------------------------|---------------------------|------------------------------|------------------------------|---|-------------------------------|---------------------------|------------------------------|
| | le 31 juillet 2024 | | | | | le 31 juillet 2023 | | | | |
| | Solde au début de la période | Dotation à la provision pour pertes de crédit | Sorties du bilan, montant net | Écart de change et autres | Solde à la fin de la période | Solde au début de la période | Dotation à la provision pour pertes de crédit | Sorties du bilan, montant net | Écart de change et autres | Solde à la fin de la période |
| Prêts de détail | | | | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 481 \$ | 138 \$ | (8)\$ | (12)\$ | 599 \$ | 432 \$ | 57 \$ | (13)\$ | (13)\$ | 463 \$ |
| Prêts aux particuliers | 1 228 | 603 | (427) | (7) | 1 397 | 1 043 | 402 | (287) | (6) | 1 152 |
| Prêts sur cartes de crédit | 1 069 | 575 | (490) | 2 | 1 156 | 893 | 459 | (334) | (1) | 1 017 |
| Prêts aux petites entreprises | 194 | 122 | (58) | (12) | 246 | 194 | 70 | (27) | (2) | 235 |
| Prêts de gros | 2 326 | 980 | (484) | (114) | 2 708 | 1 574 | 779 | (188) | (114) | 2 051 |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 50 | (19) | - | 1 | 32 | 45 | (4) | - | - | 41 |
| | 5 348 \$ | 2 399 \$ | (1 467)\$ | (142)\$ | 6 138 \$ | 4 181 \$ | 1 763 \$ | (849)\$ | (136)\$ | 4 959 \$ |
| Présentation ventilée : | | | | | | | | | | |
| Correction de valeur pour pertes sur prêts | 5 004 \$ | | | | 5 798 \$ | 3 753 \$ | | | | 4 495 \$ |
| Autres passifs – Dotations | 288 | | | | 303 | 378 | | | | 416 |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 50 | | | | 32 | 45 | | | | 41 |
| Autres composantes des capitaux propres | 6 | | | | 5 | 5 | | | | 7 |

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | | | | | | |
|--|--------------------------|---------|-----------|----------|--------------------|---------|-----------|----------|
| | le 31 juillet 2024 | | | | le 31 juillet 2023 | | | |
| | Productifs | | Dépréciés | | Productifs | | Dépréciés | |
| | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total |
| Prêts hypothécaires résidentiels | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 245 \$ | 118 \$ | 206 \$ | 569 \$ | 238 \$ | 103 \$ | 139 \$ | 480 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | 39 | (37) | (2) | – | 38 | (38) | – | – |
| Transferts vers le stade 2 | (8) | 8 | – | – | (4) | 6 | (2) | – |
| Transferts vers le stade 3 | (2) | (13) | 15 | – | – | (4) | 4 | – |
| Originations | 21 | – | – | 21 | 22 | – | – | 22 |
| Arrivées à échéance | (5) | (6) | – | (11) | (4) | (4) | – | (8) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (66) | 68 | 24 | 26 | (63) | 29 | 15 | (19) |
| Sorties du bilan | – | – | (6) | (6) | – | – | (7) | (7) |
| Recouvrements | – | – | 4 | 4 | – | – | 3 | 3 |
| Écart de change et autres | (1) | 1 | (4) | (4) | – | (2) | (6) | (8) |
| Solde à la fin de la période | 223 \$ | 139 \$ | 237 \$ | 599 \$ | 227 \$ | 90 \$ | 146 \$ | 463 \$ |
| Prêts aux particuliers | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 296 \$ | 887 \$ | 188 \$ | 1 371 \$ | 298 \$ | 747 \$ | 120 \$ | 1 165 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | 149 | (148) | (1) | – | 177 | (177) | – | – |
| Transferts vers le stade 2 | (17) | 18 | (1) | – | (20) | 21 | (1) | – |
| Transferts vers le stade 3 | (2) | (36) | 38 | – | – | (13) | 13 | – |
| Originations | 27 | – | – | 27 | 31 | – | – | 31 |
| Arrivées à échéance | (12) | (48) | – | (60) | (10) | (32) | – | (42) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (141) | 226 | 136 | 221 | (182) | 189 | 101 | 108 |
| Sorties du bilan | – | – | (190) | (190) | – | – | (135) | (135) |
| Recouvrements | – | – | 36 | 36 | – | – | 29 | 29 |
| Écart de change et autres | 3 | (4) | (7) | (8) | (2) | 1 | (3) | (4) |
| Solde à la fin de la période | 303 \$ | 895 \$ | 199 \$ | 1 397 \$ | 292 \$ | 736 \$ | 124 \$ | 1 152 \$ |
| Prêts sur cartes de crédit | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 192 \$ | 947 \$ | – \$ | 1 139 \$ | 199 \$ | 781 \$ | – \$ | 980 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | 151 | (151) | – | – | 120 | (120) | – | – |
| Transferts vers le stade 2 | (26) | 26 | – | – | (31) | 31 | – | – |
| Transferts vers le stade 3 | (1) | (127) | 128 | – | – | (103) | 103 | – |
| Originations | 10 | – | – | 10 | 3 | – | – | 3 |
| Arrivées à échéance | (1) | (15) | – | (16) | (3) | (9) | – | (12) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (123) | 270 | 28 | 175 | (92) | 241 | 14 | 163 |
| Sorties du bilan | – | – | (210) | (210) | – | – | (164) | (164) |
| Recouvrements | – | – | 55 | 55 | – | – | 47 | 47 |
| Écart de change et autres | 2 | 2 | (1) | 3 | – | – | – | – |
| Solde à la fin de la période | 204 \$ | 952 \$ | – \$ | 1 156 \$ | 196 \$ | 821 \$ | – \$ | 1 017 \$ |
| Prêts aux petites entreprises | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 74 \$ | 78 \$ | 78 \$ | 230 \$ | 76 \$ | 79 \$ | 70 \$ | 225 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | 15 | (15) | – | – | 9 | (9) | – | – |
| Transferts vers le stade 2 | (5) | 5 | – | – | (4) | 4 | – | – |
| Transferts vers le stade 3 | – | (1) | 1 | – | 1 | (3) | 2 | – |
| Originations | 11 | – | – | 11 | 12 | – | – | 12 |
| Arrivées à échéance | (5) | (5) | – | (10) | (4) | (4) | – | (8) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (10) | 14 | 41 | 45 | (13) | 11 | 21 | 19 |
| Sorties du bilan | – | – | (27) | (27) | – | – | (14) | (14) |
| Recouvrements | – | – | 3 | 3 | – | – | 3 | 3 |
| Écart de change et autres | – | 1 | (7) | (6) | 1 | – | (3) | (2) |
| Solde à la fin de la période | 80 \$ | 77 \$ | 89 \$ | 246 \$ | 78 \$ | 78 \$ | 79 \$ | 235 \$ |
| Prêts de gros | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 757 \$ | 924 \$ | 1 033 \$ | 2 714 \$ | 668 \$ | 632 \$ | 586 \$ | 1 886 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | 101 | (101) | – | – | 45 | (44) | (1) | – |
| Transferts vers le stade 2 | (26) | 29 | (3) | – | (28) | 29 | (1) | – |
| Transferts vers le stade 3 | (1) | (7) | 8 | – | (3) | (17) | 20 | – |
| Originations | 150 | – | – | 150 | 169 | – | – | 169 |
| Arrivées à échéance | (96) | (109) | – | (205) | (129) | (76) | – | (205) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (108) | 198 | 211 | 301 | (34) | 208 | 211 | 385 |
| Sorties du bilan | – | – | (211) | (211) | – | – | (126) | (126) |
| Recouvrements | – | – | 9 | 9 | – | – | 9 | 9 |
| Écart de change et autres | 1 | 1 | (52) | (50) | (10) | (10) | (47) | (67) |
| Solde à la fin de la période | 778 \$ | 935 \$ | 995 \$ | 2 708 \$ | 678 \$ | 722 \$ | 651 \$ | 2 051 \$ |

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les périodes de neuf mois closes | | | | | | | |
|--|---------------------------------------|---------|-----------|----------|--------------------|---------|-----------|----------|
| | le 31 juillet 2024 | | | | le 31 juillet 2023 | | | |
| | Productifs | | Dépréciés | | Productifs | | Dépréciés | |
| Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 223 \$ | 90 \$ | 168 \$ | 481 \$ | 235 \$ | 65 \$ | 132 \$ | 432 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | 72 | (70) | (2) | – | 70 | (70) | – | – |
| Transferts vers le stade 2 | (18) | 26 | (8) | – | (23) | 31 | (8) | – |
| Transferts vers le stade 3 | (4) | (29) | 33 | – | (1) | (9) | 10 | – |
| Originations (1) | 72 | – | – | 72 | 65 | – | – | 65 |
| Arrivées à échéance | (13) | (13) | – | (26) | (12) | (6) | – | (18) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (110) | 135 | 67 | 92 | (107) | 80 | 37 | 10 |
| Sorties du bilan | – | – | (17) | (17) | – | – | (23) | (23) |
| Recouvrements | – | – | 9 | 9 | – | – | 10 | 10 |
| Écart de change et autres | 1 | – | (13) | (12) | – | (1) | (12) | (13) |
| Solde à la fin de la période | 223 \$ | 139 \$ | 237 \$ | 599 \$ | 227 \$ | 90 \$ | 146 \$ | 463 \$ |
| Prêts aux particuliers | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 280 \$ | 793 \$ | 155 \$ | 1 228 \$ | 285 \$ | 661 \$ | 97 \$ | 1 043 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | 408 | (407) | (1) | – | 474 | (473) | (1) | – |
| Transferts vers le stade 2 | (54) | 57 | (3) | – | (63) | 65 | (2) | – |
| Transferts vers le stade 3 | (3) | (95) | 98 | – | (1) | (38) | 39 | – |
| Originations (1) | 88 | – | – | 88 | 79 | – | – | 79 |
| Arrivées à échéance | (33) | (134) | – | (167) | (32) | (82) | – | (114) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (383) | 681 | 384 | 682 | (450) | 604 | 283 | 437 |
| Sorties du bilan | – | – | (525) | (525) | – | – | (371) | (371) |
| Recouvrements | – | – | 98 | 98 | – | – | 84 | 84 |
| Écart de change et autres | – | – | (7) | (7) | – | (1) | (5) | (6) |
| Solde à la fin de la période | 303 \$ | 895 \$ | 199 \$ | 1 397 \$ | 292 \$ | 736 \$ | 124 \$ | 1 152 \$ |
| Prêts sur cartes de crédit | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 203 \$ | 866 \$ | – \$ | 1 069 \$ | 177 \$ | 716 \$ | – \$ | 893 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | 426 | (426) | – | – | 409 | (409) | – | – |
| Transferts vers le stade 2 | (81) | 81 | – | – | (73) | 73 | – | – |
| Transferts vers le stade 3 | (2) | (353) | 355 | – | (1) | (295) | 296 | – |
| Originations (1) | 23 | – | – | 23 | 10 | – | – | 10 |
| Arrivées à échéance | (3) | (36) | – | (39) | (5) | (24) | – | (29) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (364) | 819 | 136 | 591 | (320) | 760 | 38 | 478 |
| Sorties du bilan | – | – | (670) | (670) | – | – | (465) | (465) |
| Recouvrements | – | – | 180 | 180 | – | – | 131 | 131 |
| Écart de change et autres | 2 | 1 | (1) | 2 | (1) | – | – | (1) |
| Solde à la fin de la période | 204 \$ | 952 \$ | – \$ | 1 156 \$ | 196 \$ | 821 \$ | – \$ | 1 017 \$ |
| Prêts aux petites entreprises | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 70 \$ | 66 \$ | 58 \$ | 194 \$ | 73 \$ | 73 \$ | 48 \$ | 194 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | 27 | (27) | – | – | 27 | (27) | – | – |
| Transferts vers le stade 2 | (14) | 14 | – | – | (11) | 11 | – | – |
| Transferts vers le stade 3 | – | (6) | 6 | – | – | (7) | 7 | – |
| Originations (1) | 31 | – | – | 31 | 28 | – | – | 28 |
| Arrivées à échéance | (12) | (15) | – | (27) | (11) | (14) | – | (25) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (23) | 44 | 97 | 118 | (31) | 39 | 59 | 67 |
| Sorties du bilan | – | – | (67) | (67) | – | – | (35) | (35) |
| Recouvrements | – | – | 9 | 9 | – | – | 8 | 8 |
| Écart de change et autres | 1 | 1 | (14) | (12) | 3 | 3 | (8) | (2) |
| Solde à la fin de la période | 80 \$ | 77 \$ | 89 \$ | 246 \$ | 78 \$ | 78 \$ | 79 \$ | 235 \$ |
| Prêts de gros | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 774 \$ | 785 \$ | 767 \$ | 2 326 \$ | 597 \$ | 585 \$ | 392 \$ | 1 574 \$ |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | | | | | |
| Transferts vers le stade 1 | 203 | (202) | (1) | – | 145 | (144) | (1) | – |
| Transferts vers le stade 2 | (121) | 128 | (7) | – | (63) | 65 | (2) | – |
| Transferts vers le stade 3 | (5) | (54) | 59 | – | (7) | (44) | 51 | – |
| Originations (1) | 519 | – | – | 519 | 481 | – | – | 481 |
| Arrivées à échéance | (288) | (291) | – | (579) | (345) | (205) | – | (550) |
| Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition | (299) | 572 | 767 | 1 040 | (120) | 477 | 491 | 848 |
| Sorties du bilan | – | – | (521) | (521) | – | – | (212) | (212) |
| Recouvrements | – | – | 37 | 37 | – | – | 24 | 24 |
| Écart de change et autres | (5) | (3) | (106) | (114) | (10) | (12) | (92) | (114) |
| Solde à la fin de la période | 778 \$ | 935 \$ | 995 \$ | 2 708 \$ | 678 \$ | 722 \$ | 651 \$ | 2 051 \$ |

(1) Comprend l'incidence de la transaction visant HSBC Canada. Pour plus de détails, se reporter à la note 6.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023.

Notre scénario de base tient compte de la hausse des taux de chômage à court terme au Canada et à moyen terme aux États-Unis. Les baisses de taux d'intérêt de la banque centrale devraient se poursuivre au Canada, alors que l'inflation continue de reculer et de s'approcher des niveaux cibles à la fin du troisième trimestre civil de 2024 aux États-Unis en raison du ralentissement de la croissance et de l'inflation moins élevée.

Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs d'activité de l'énergie et de l'immobilier, reflètent la possibilité d'un choc macroéconomique plus sévère à compter du quatrième trimestre civil de 2024 par rapport à notre scénario de base. Dans ces scénarios, les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au troisième trimestre civil de 2024 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

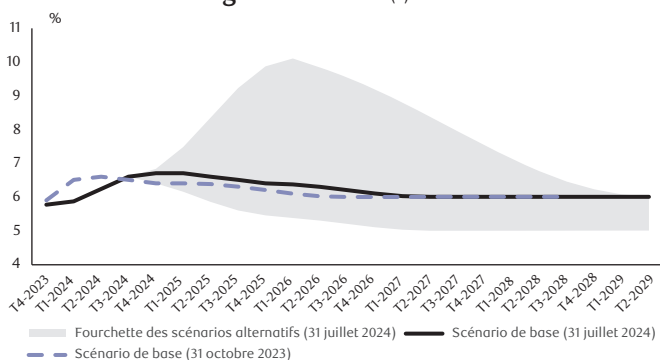
Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Nous avons diminué la pondération de nos scénarios de fluctuation à la baisse par rapport au 31 octobre 2023 afin de tenir compte de la réduction de l'incertitude concernant le calendrier des baisses de taux d'intérêt, comme le reflète notre scénario de base, par rapport aux niveaux élevés persistants des taux d'intérêt indiqués dans nos scénarios de fluctuation à la baisse.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions pour les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

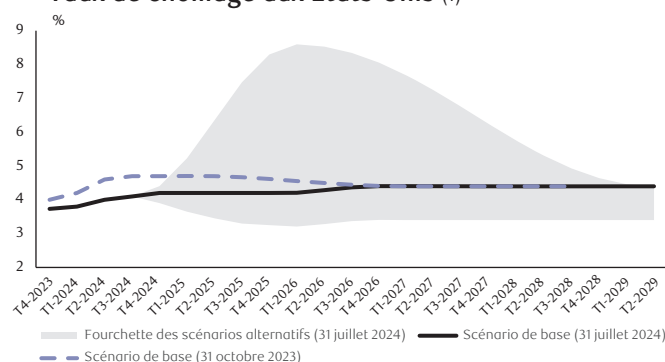
- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, nous prévoyons que le taux de chômage au Canada augmentera pour atteindre 6,6 % d'ici le troisième trimestre civil de 2024, pour atteindre un sommet de 6,7 % au quatrième trimestre civil de 2024 et revenir à l'équilibre à long terme d'ici le premier trimestre civil de 2027. Le taux de chômage aux États-Unis devrait demeurer à 4,1 % au troisième trimestre civil de 2024, puis croître et atteindre son équilibre à long terme d'ici le troisième trimestre civil de 2026.

Taux de chômage au Canada (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

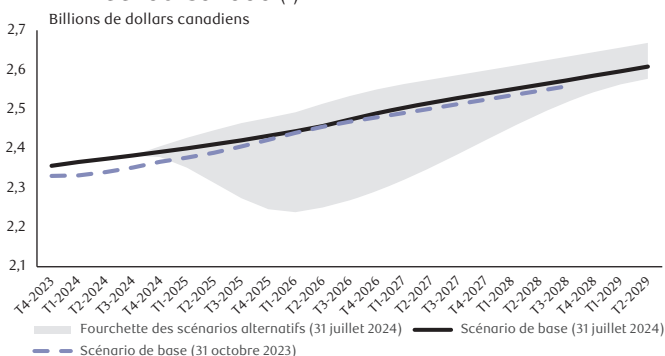
Taux de chômage aux États-Unis (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

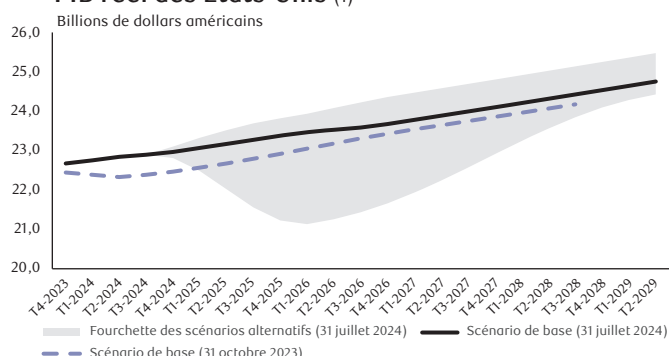
- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada et aux États-Unis devrait se poursuivre de manière stable au cours du troisième trimestre civil de 2024 et par la suite. Le PIB au quatrième trimestre civil de 2024 devrait être de 1,5 % et de 1,3 % supérieur à celui du quatrième trimestre de 2023 au Canada et aux États-Unis, respectivement.

PIB réel du Canada (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2017 pour les trimestres civils présentés.

PIB réel des États-Unis (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2017 pour les trimestres civils présentés.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 77 \$ le baril pour les 12 prochains mois à partir du troisième trimestre civil de 2024 et à 66 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la baisse et à la hausse varient de 28 \$ à 99 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 42 \$ à 72 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2023, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 81 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 67 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 1,7 % au cours des 12 prochains mois à partir du troisième trimestre civil de 2024 et afficher un taux de croissance annuel composé de 3,2 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse du secteur de l'immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (30,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2023, notre scénario de base prévoyait une hausse de 1,6 % des prix des maisons pour les 12 prochains mois et de 5,0 % pour les 2 à 5 années suivantes.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers* relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2023.

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | | | | | | | |
|--|-------------------|------------------|---------------|-------------------|-------------------|------------------|---------------|-------------------|
| | 31 juillet 2024 | | | | 31 octobre 2023 | | | |
| | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 (1) | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 (1) | Total |
| Prêts de détail | | | | | | | | |
| Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels | | | | | | | | |
| Risque faible | 385 811 \$ | 1 901 \$ | – \$ | 387 712 \$ | 349 001 \$ | 1 630 \$ | – \$ | 350 631 \$ |
| Risque moyen | 17 571 | 4 694 | – | 22 265 | 19 126 | 1 610 | – | 20 736 |
| Risque élevé | 1 606 | 6 280 | – | 7 886 | 1 582 | 4 927 | – | 6 509 |
| Non notés (2) | 52 620 | 1 417 | – | 54 037 | 54 247 | 1 220 | – | 55 467 |
| Dépréciés | – | – | 1 102 | 1 102 | – | – | 682 | 682 |
| | 457 608 | 14 292 | 1 102 | 473 002 | 423 956 | 9 387 | 682 | 434 025 |
| Éléments non soumis à des tests de dépréciation (3) | | | | 638 | | | | 476 |
| Total | | | | 473 640 \$ | | | | 434 501 \$ |
| Prêts en cours – Prêts aux particuliers | | | | | | | | |
| Risque faible | 80 735 \$ | 1 682 \$ | – \$ | 82 417 \$ | 75 572 \$ | 1 676 \$ | – \$ | 77 248 \$ |
| Risque moyen | 6 079 | 2 913 | – | 8 992 | 5 587 | 2 915 | – | 8 502 |
| Risque élevé | 585 | 2 190 | – | 2 775 | 477 | 2 088 | – | 2 565 |
| Non notés (2) | 10 580 | 418 | – | 10 998 | 9 982 | 157 | – | 10 139 |
| Dépréciés | – | – | 406 | 406 | – | – | 280 | 280 |
| Total | 97 979 \$ | 7 203 \$ | 406 \$ | 105 588 \$ | 91 618 \$ | 6 836 \$ | 280 \$ | 98 734 \$ |
| Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit | | | | | | | | |
| Risque faible | 17 217 \$ | 159 \$ | – \$ | 17 376 \$ | 16 331 \$ | 135 \$ | – \$ | 16 466 \$ |
| Risque moyen | 2 009 | 2 257 | – | 4 266 | 1 771 | 2 132 | – | 3 903 |
| Risque élevé | 74 | 2 077 | – | 2 151 | 41 | 1 734 | – | 1 775 |
| Non notés (2) | 1 153 | 51 | – | 1 204 | 856 | 35 | – | 891 |
| Total | 20 453 \$ | 4 544 \$ | – \$ | 24 997 \$ | 18 999 \$ | 4 036 \$ | – \$ | 23 035 \$ |
| Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises | | | | | | | | |
| Risque faible | 9 542 \$ | 800 \$ | – \$ | 10 342 \$ | 8 641 \$ | 920 \$ | – \$ | 9 561 \$ |
| Risque moyen | 2 609 | 903 | – | 3 512 | 2 238 | 936 | – | 3 174 |
| Risque élevé | 178 | 898 | – | 1 076 | 99 | 592 | – | 691 |
| Non notés (2) | 5 | – | – | 5 | 11 | – | – | 11 |
| Dépréciés | – | – | 292 | 292 | – | – | 244 | 244 |
| Total | 12 334 \$ | 2 601 \$ | 292 \$ | 15 227 \$ | 10 989 \$ | 2 448 \$ | 244 \$ | 13 681 \$ |
| Engagements inutilisés – Prêts de détail | | | | | | | | |
| Risque faible | 285 812 \$ | 721 \$ | – \$ | 286 533 \$ | 266 209 \$ | 610 \$ | – \$ | 266 819 \$ |
| Risque moyen | 12 011 | 359 | – | 12 370 | 10 759 | 298 | – | 11 057 |
| Risque élevé | 922 | 535 | – | 1 457 | 956 | 434 | – | 1 390 |
| Non notés (2) | 7 284 | 34 | – | 7 318 | 6 686 | 138 | – | 6 824 |
| Total | 306 029 \$ | 1 649 \$ | – \$ | 307 678 \$ | 284 610 \$ | 1 480 \$ | – \$ | 286 090 \$ |
| Prêts de gros – Prêts en cours | | | | | | | | |
| Qualité investissement | 114 675 \$ | 1 494 \$ | – \$ | 116 169 \$ | 89 037 \$ | 416 \$ | – \$ | 89 453 \$ |
| Qualité inférieure | 189 433 | 24 773 | – | 214 206 | 156 211 | 19 210 | – | 175 421 |
| Non notés (2) | 11 822 | 841 | – | 12 663 | 10 968 | 238 | – | 11 206 |
| Dépréciés | – | – | 3 885 | 3 885 | – | – | 2 498 | 2 498 |
| Total | 315 930 | 27 108 | 3 885 | 346 923 | 256 216 | 19 864 | 2 498 | 278 578 |
| Éléments non soumis à des tests de dépréciation (3) | | | | 11 220 | | | | 9 248 |
| Total | | | | 358 143 \$ | | | | 287 826 \$ |
| Engagements inutilisés – Prêts de gros | | | | | | | | |
| Qualité investissement | 337 002 \$ | 436 \$ | – \$ | 337 438 \$ | 312 178 \$ | 186 \$ | – \$ | 312 364 \$ |
| Qualité inférieure | 150 933 | 13 505 | – | 164 438 | 130 994 | 13 947 | – | 144 941 |
| Non notés (2) | 3 600 | 12 | – | 3 612 | 4 176 | – | – | 4 176 |
| Total | 491 535 \$ | 13 953 \$ | – \$ | 505 488 \$ | 447 348 \$ | 14 133 \$ | – \$ | 461 481 \$ |

(1) Comprend 124 millions de dollars au titre des prêts dépréciés acquis dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada.

(2) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(3) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | | | | | |
|------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|-----------------|
| | 31 juillet 2024 | | | 31 octobre 2023 | | |
| | De 30 à 89 jours | 90 jours et plus | Total | De 30 à 89 jours | 90 jours et plus | Total |
| Prêts de détail | 2 335 \$ | 250 \$ | 2 585 \$ | 1 840 \$ | 208 \$ | 2 048 \$ |
| Prêts de gros | 1 278 | 57 | 1 335 | 1 823 | 49 | 1 872 |
| | 3 613 \$ | 307 \$ | 3 920 \$ | 3 663 \$ | 257 \$ | 3 920 \$ |

(1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

(2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement, qui peuvent fluctuer en fonction du volume des transactions. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Acquisition et cession importantes

Acquisition

Banque HSBC Canada

Le 28 mars 2024, nous avons finalisé l'acquisition de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada). L'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada) nous donne l'occasion d'améliorer nos activités existantes conformément à nos objectifs stratégiques et de mieux nous positionner comme la banque de choix pour les clients commerciaux ayant des besoins à l'international, les nouveaux arrivants au Canada et les clients connectés du monde entier. Les résultats de HSBC ont été consolidés à compter de la date de clôture et comprennent nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.

La contrepartie totale en trésorerie de 15,5 milliards de dollars comprenait 13,5 milliards pour 100 % des actions ordinaires de HSBC Canada, 2,1 milliards pour les actions privilégiées et les titres d'emprunt subordonnés qui sont détenus directement ou indirectement par HSBC Holdings plc, (0,5) milliard pour le règlement de relations préexistantes avec HSBC Canada et 0,4 milliard pour le montant supplémentaire accumulé entre le 30 août 2023 et la date de clôture de la transaction. Ce montant supplémentaire a été calculé en fonction du prix d'achat entièrement au comptant des actions ordinaires de HSBC Canada de 13,5 milliards de dollars et selon le taux canadien des opérations de pension à un jour. Dans le même ordre d'idées, en vertu d'un mécanisme de prix fixe, le bénéfice de HSBC Canada pour la période allant du 30 juin 2022 à la date de clôture de la transaction est revenu à RBC et a été reflété dans l'actif net acquis à la clôture.

Selon les justes valeurs estimées, le prix d'achat préliminaire se répartit comme suit : 108,1 milliards de dollars pour les actifs et 99,1 milliards pour les passifs à la date d'acquisition. Le goodwill de 6,4 milliards de dollars reflète les synergies de coûts prévues de nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux ainsi que la croissance attendue des plateformes et la capacité de réaliser des ventes croisées entre les secteurs. Le goodwill ne devrait pas être déductible à des fins fiscales.

Le tableau suivant présente les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs pris en charge pourront être ajustées rétroactivement pour tenir compte des nouveaux renseignements obtenus à propos des faits et des circonstances qui existaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

| | |
|--|-------------------|
| Pourcentage d'actions acquises | 100 % |
| Contrepartie d'achat | 15 488 \$ |
| Juste valeur des actifs identifiables acquis | |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques | 2 772 \$ |
| Titres | |
| Activités de négociation | 1 110 |
| Placements | 21 305 |
| Prêts (1) | |
| Prêts de détail (2) | 35 353 |
| Prêts de gros | 39 408 |
| Dérivés | 3 365 |
| Immobilisations incorporelles (3) | 2 402 |
| Autres (4) | 2 405 |
| Total de la juste valeur des actifs identifiables acquis | 108 120 \$ |
| Juste valeur des passifs identifiables pris en charge | |
| Dépôts | |
| Particuliers | 42 037 |
| Entreprises et gouvernements (2) | 44 065 |
| Banques | 124 |
| Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 5 664 |
| Dérivés | 3 541 |
| Autres (5) | 3 639 |
| Total de la juste valeur des passifs pris en charge | 99 070 \$ |
| Juste valeur des actifs identifiables acquis | 9 050 \$ |
| Goodwill | 6 438 |
| Total de la contrepartie d'achat | 15 488 \$ |

(1) La juste valeur des prêts reflète les estimations des pertes de crédit futures subies et attendues à la date d'acquisition et des primes ou escomptes sur taux d'intérêt par rapport aux taux en vigueur sur le marché. Au 28 mars 2024, la valeur contractuelle brute des prêts se chiffrait à 75 920 millions de dollars. L'estimation des flux de trésorerie contractuels dont l'encaissement n'est pas prévu est de 587 millions de dollars, dont une tranche de 147 millions se rapporte aux prêts dépréciés acquis.

(2) Les prêts de détail comprennent les prêts hypothécaires résidentiels canadiens de 1,7 milliard de dollars vendus avec recours à un fonds commun de placement qui n'est pas admissible à la décomptabilisation, et les dépôts aux entreprises et aux gouvernements comprennent un passif correspondant au titre des emprunts garantis de 1,7 milliard.

(3) Les immobilisations incorporelles comprennent 1 973 millions de dollars au titre des immobilisations incorporelles liées à des dépôts de base et 110 millions au titre des relations-clients, qui sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée de 7 ans, et 319 millions au titre des contrats de gestion des fonds communs de placement ayant une durée d'utilité indéterminée.

(4) Comprend les actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations, et les autres actifs.

(5) Comprend les acceptations, les engagements afférents à des titres vendus à découvert et les autres passifs.

Note 6 Acquisition et cession importantes (suite)

Depuis la date d'acquisition, l'apport de la transaction visant HSBC Canada aux résultats consolidés de RBC s'est élevé à 973 millions de dollars au titre des revenus et à 188 millions au titre du bénéfice net. Le bénéfice net de 188 millions de dollars comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux actifs financiers productifs acquis de 200 millions (145 millions après impôt).

En supposant que nous ayons acquis HSBC Canada le 1^{er} novembre 2023, selon les mêmes estimations de la juste valeur et compte non tenu des synergies potentielles, nous estimons que les revenus consolidés et le bénéfice net de RBC pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 seraient de 43,5 milliards de dollars et de 12,4 milliards, respectivement.

Les résultats consolidés de RBC comprennent des coûts de transaction et d'intégration de 160 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 et de 783 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, comptabilisés dans les frais autres que d'intérêt.

Cession**Gestion de patrimoine**

Le 1^{er} décembre 2023, nous avons finalisé la vente annoncée précédemment, à CACEIS, des activités de RBC Investor Services® à Jersey, le groupe bancaire d'administration d'actifs de Crédit Agricole S.A. et de Banco Santander, S.A. Le 25 mars 2024, nous avons finalisé la vente annoncée précédemment, à CACEIS, des activités de l'antenne britannique de Fiducie RBC Investor Services. La transaction n'a pas eu d'incidence significative sur nos états consolidés intermédiaires résumés du résultat net.

Note 7 Dépôts

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | | | | | | | |
|---|-------------------|------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|-------------------|---------------------|
| | 31 juillet 2024 | | | | 31 octobre 2023 | | | |
| | À vue (1) | À préavis (2) | À terme (3) | Total | À vue (1) | À préavis (2) | À terme (3) | Total |
| Particuliers | 200 990 \$ | 60 901 \$ | 248 651 \$ | 510 542 \$ | 186 530 \$ | 57 614 \$ | 197 802 \$ | 441 946 \$ |
| Entreprises et gouvernements | 354 231 | 19 154 | 435 995 | 809 380 | 316 200 | 19 056 | 409 819 | 745 075 |
| Banques | 9 064 | 677 | 31 602 | 41 343 | 7 996 | 769 | 35 901 | 44 666 |
| | 564 285 \$ | 80 732 \$ | 716 248 \$ | 1 361 265 \$ | 510 726 \$ | 77 439 \$ | 643 522 \$ | 1 231 687 \$ |
| Dépôts non productifs d'intérêts (4) | | | | | | | | |
| Canada | 141 988 \$ | 6 604 \$ | 190 \$ | 148 782 \$ | 132 994 \$ | 6 107 \$ | 168 \$ | 139 269 \$ |
| États-Unis | 36 139 | – | – | 36 139 | 40 646 | – | – | 40 646 |
| Europe (5) | 15 | – | – | 15 | 17 | – | – | 17 |
| Autres pays | 7 673 | – | – | 7 673 | 7 265 | – | – | 7 265 |
| Dépôts productifs d'intérêts (4) | | | | | | | | |
| Canada | 347 652 | 14 320 | 575 076 | 937 048 | 302 746 | 14 641 | 493 347 | 810 734 |
| États-Unis | 20 974 | 58 829 | 71 272 | 151 075 | 16 210 | 55 895 | 78 837 | 150 942 |
| Europe (5) | 4 193 | 905 | 50 036 | 55 134 | 5 353 | 726 | 51 812 | 57 891 |
| Autres pays | 5 651 | 74 | 19 674 | 25 399 | 5 495 | 70 | 19 358 | 24 923 |
| | 564 285 \$ | 80 732 \$ | 716 248 \$ | 1 361 265 \$ | 510 726 \$ | 77 439 \$ | 643 522 \$ | 1 231 687 \$ |

(1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.

(2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.

(3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.

(4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 juillet 2024, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 476 milliards de dollars, 36 milliards, 51 milliards et 28 milliards (445 milliards, 34 milliards, 49 milliards et 32 milliards au 31 octobre 2023, respectivement).

(5) Comprend le Royaume-Uni et les îles Anglo-Normandes.

Échéances contractuelles des dépôts à terme (1)

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| | 31 juillet 2024 | 31 octobre 2023 |
| Moins de 1 an : | | |
| Moins de 3 mois | 198 081 \$ | 182 373 \$ |
| De 3 à 6 mois | 99 948 | 69 868 |
| De 6 à 12 mois | 156 531 | 151 079 |
| De 1 à 2 ans | 82 251 | 76 232 |
| De 2 à 3 ans | 58 623 | 49 965 |
| De 3 à 4 ans | 45 802 | 36 774 |
| De 4 à 5 ans | 24 876 | 36 506 |
| Plus de 5 ans | 50 136 | 40 725 |
| | 716 248 \$ | 643 522 \$ |

(1) Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus est de 644 milliards de dollars (586 milliards au 31 octobre 2023).

Note 8 Assurance et réassurance

Contrats d'assurance et de réassurance selon les composantes de l'évaluation (1)

Le tableau suivant présente les composantes de l'évaluation des actifs et des passifs au titre des contrats d'assurance émis et des contrats de réassurance détenus selon des estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, de l'ajustement au titre du risque non financier et de la marge sur services contractuels. Ces contrats sont présentés en fonction du portefeuille, de manière à ce que les portefeuilles de contrats en situation d'actif soient présentés distinctement de ceux en position passif. Les actifs financiers détenus à l'appui des contrats d'assurance et de réassurance ne sont pas pris en compte dans ce tableau.

| (en millions de dollars canadiens) | Aux | | | | | | | |
|---|---|---|---------------------------------|------------|---|---|---------------------------------|------------|
| | 31 juillet 2024 | | | | 31 octobre 2023 | | | |
| | Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs | Ajustement au titre du risque non financier | Marge sur services contractuels | Total | Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs | Ajustement au titre du risque non financier | Marge sur services contractuels | Total |
| Actifs au titre des contrats d'assurance (2) | 1 923 \$ | (574)\$ | (592)\$ | 757 \$ | 1 790 \$ | (544)\$ | (565)\$ | 681 \$ |
| Passifs au titre des contrats d'assurance (3) | | | | | | | | |
| Passifs au titre des contrats d'assurance de fonds distincts | (3 065)\$ | (19)\$ | (144)\$ | (3 228)\$ | (2 553)\$ | (15)\$ | (64)\$ | (2 632)\$ |
| Passifs au titre des contrats d'assurance, excluant les fonds distincts | (13 789) | (1 974) | (2 162) | (17 925) | (11 955) | (2 308) | (2 131) | (16 394) |
| | (16 854)\$ | (1 993)\$ | (2 306)\$ | (21 153)\$ | (14 508)\$ | (2 323)\$ | (2 195)\$ | (19 026)\$ |
| Actifs au titre des contrats de réassurance détenus (2), (3) | 402 \$ | 533 \$ | 702 \$ | 1 637 \$ | 327 \$ | 469 \$ | 786 \$ | 1 582 \$ |
| Passifs au titre des contrats de réassurance détenus (4) | (85)\$ | 11 \$ | 41 \$ | (33)\$ | (42)\$ | 6 \$ | 18 \$ | (18)\$ |
| Marge sur services contractuels au titre des contrats d'assurance, déduction faite des contrats de réassurance détenus | | | (2 155)\$ | | | | (1 956)\$ | |

- (1) Comprend les contrats évalués selon le modèle d'évaluation général et l'approche fondée sur la juste valeur pour lesquels la marge sur services contractuels et les contrats évalués selon la méthode de répartition des primes ne s'applique pas.
- (2) Présenté dans les autres actifs.
- (3) Les passifs au titre des contrats d'assurance et les actifs au titre des contrats de réassurance détenus se rapportent essentiellement aux soldes de la couverture restante pour les services futurs des contrats évalués selon le modèle d'évaluation général et l'approche fondée sur la juste valeur.
- (4) Présenté dans les autres passifs.

Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance

Le tableau suivant présente la composition du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance pour les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus.

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|--|--------------------------|------------------------|---------------------------------------|------------------------|
| | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (1) | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (1) |
| Résultat des activités d'assurance | | | | |
| Produit des activités d'assurance | 1 303 \$ | 1 165 \$ | 3 755 \$ | 3 474 \$ |
| Charges afférentes aux activités d'assurance | (1 059) | (954) | (3 043) | (2 737) |
| Produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus | (30) | (62) | (108) | (171) |
| | 214 \$ | 149 \$ | 604 \$ | 566 \$ |
| Résultat des placements d'assurance | | | | |
| Revenu d'investissement net | 185 \$ | 168 \$ | 2 289 \$ | 1 331 \$ |
| Produits (charges) financiers d'assurance | (159) | 55 | (2 155) | (1 246) |
| Produits (charges) financiers de réassurance | 2 | (72) | 94 | 7 |
| | 28 \$ | 151 \$ | 228 \$ | 92 \$ |
| Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance | 242 \$ | 300 \$ | 832 \$ | 658 \$ |

- (1) Les montants de 2023 pourraient ne pas être entièrement comparables à ceux de la période considérée, car nous ne gérons pas nos portefeuilles d'actifs et de passifs conformément aux dispositions d'IFRS 17, et le revenu d'investissement net n'a pas été retraité pour tenir compte du reclassement de certains actifs financiers admissibles. Pour plus de détails, se reporter à la note 2.

Note 9 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | | |
|--|--------------------------|--------------------|---|--------------------|
| | Régimes de retraite | | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi | |
| | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 |
| Coûts des services rendus au cours de la période | 47 \$ | 48 \$ | 9 \$ | 8 \$ |
| Coûts des services passés | – | – | (6) | – |
| Charge (revenu) d'intérêt, montant net | (37) | (40) | 20 | 19 |
| Réévaluation des autres avantages à long terme | – | – | (5) | (1) |
| Frais administratifs | 5 | 3 | – | – |
| Charge au titre des régimes à prestations définies | 15 | 11 | 18 | 26 |
| Charge au titre des régimes à cotisations définies | 115 | 84 | – | – |
| | 130 \$ | 95 \$ | 18 \$ | 26 \$ |

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les périodes de neuf mois closes | | | |
|--|---------------------------------------|--------------------|---|--------------------|
| | Régimes de retraite | | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi | |
| | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 |
| Coûts des services rendus au cours de la période | 140 \$ | 146 \$ | 25 \$ | 24 \$ |
| Coûts des services passés | – | – | (6) | – |
| Charge (revenu) d'intérêt, montant net | (112) | (121) | 60 | 58 |
| Réévaluation des autres avantages à long terme | – | – | 4 | 2 |
| Frais administratifs | 13 | 9 | – | – |
| Charge au titre des régimes à prestations définies | 41 | 34 | 83 | 84 |
| Charge au titre des régimes à cotisations définies | 319 | 245 | – | – |
| | 360 \$ | 279 \$ | 83 \$ | 84 \$ |

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos | | | |
|--|--|--------------------|---|--------------------|
| | Régimes de retraite à prestations définies | | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi | |
| | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 |
| (Gains) pertes actuariels : | | | | |
| Modifications des hypothèses financières (2) | 658 \$ | (483)\$ | 68 \$ | (45)\$ |
| Ajustements liés à l'expérience | – | 1 | 3 | – |
| Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation) | (785) | 313 | – | – |
| | (127)\$ | (169)\$ | 71 \$ | (45)\$ |

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les périodes de neuf mois closes | | | |
|--|--|--------------------|---|--------------------|
| | Régimes de retraite à prestations définies | | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi | |
| | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 |
| (Gains) pertes actuariels : | | | | |
| Modifications des hypothèses financières (2) | 1 381 \$ | 421 \$ | 138 \$ | 45 \$ |
| Ajustements liés à l'expérience | – | 1 | 3 | (2) |
| Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation) | (1 789) | (248) | – | – |
| | (408)\$ | 174 \$ | 141 \$ | 43 \$ |

- (1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.
- (2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 10 Impôts sur le résultat

Avis de cotisation et contrôles fiscaux

Au cours du troisième trimestre de 2024, nous avons reçu un avis de nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) au sujet de l'année d'imposition 2019, lequel laissait entendre que la Banque Royale du Canada doit verser à titre d'impôt un montant additionnel d'environ 277 millions de dollars, car l'ARC a refusé la déductibilité de certains dividendes. Ce montant représente le montant d'impôt additionnel maximal exigible pour cet exercice. L'avis de nouvelle cotisation est conforme aux avis de nouvelle cotisation déjà reçus décrits à la note 22 de nos états financiers consolidés annuels de 2023. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Dispositions législatives sur le deuxième pilier

La *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2024* (la loi d'exécution du budget), présentée sous l'appellation Projet de loi C-69 et déposée par le gouvernement du Canada, a reçu la sanction royale et a été adoptée le 20 juin 2024. La loi d'exécution du budget comprend la *Loi sur l'impôt minimum mondial*, qui intègre aux lois canadiennes certaines mesures relatives au plan à deux piliers de l'Organisation de coopération et de développement économiques visant à lutter contre l'érosion de l'assiette fiscale et le transfert du bénéfice, y compris l'imposition d'un impôt des sociétés minimum de 15 % sur les bénéfices de certaines grandes multinationales (deuxième pilier). Certains autres pays où RBC exerce ses activités ont également adopté la loi sur le deuxième pilier. La *Loi sur l'impôt minimum mondial* et les dispositions législatives sur le deuxième pilier correspondantes à l'étranger entreront en vigueur pour notre exercice ouvert le 1^{er} novembre 2024.

L'impôt sur le résultat en vertu des dispositions législatives du deuxième pilier peut survenir dans les territoires où les activités de RBC sont assujetties à un taux d'imposition effectif inférieur à 15 %, ou à l'égard de ces territoires. Les dispositions législatives devraient s'appliquer surtout dans certains territoires des Antilles et d'Europe. En raison de la complexité de l'application de ces dispositions législatives et de l'incertitude persistante relativement aux mesures prises en réponse aux règles du deuxième pilier pour certains territoires dans lesquels RBC exerce ses activités, il n'est pas encore possible d'estimer de façon raisonnable l'incidence globale des dispositions législatives du deuxième pilier. Nous continuons de suivre attentivement l'évolution de la législation sur cette question pour chaque territoire dans lequel RBC exerce ses activités.

Note 11 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres

Le 7 novembre 2023, nous avons racheté la totalité de nos 15 000 actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série C-2 émises et en circulation à un prix de rachat de 1 000 \$ US l'action. Parallèlement, nous avons racheté la totalité des 615 000 actions représentatives d'actions étrangères de série C-2, chacune représentant un quarantième de droit sur une action de série C-2.

Le 25 janvier 2024, nous avons émis, à l'intention de certains investisseurs institutionnels, 750 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BU au prix de 1 000 \$ l'action, pour un produit brut totalisant 750 millions de dollars. Pour la période initiale se terminant le 24 février 2029, exclusivement, les actions généreront, s'ils sont déclarés, des dividendes en trésorerie semestriels à un taux annuel de 7,408 %. Le taux de dividende sera rajusté tous les cinq ans à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré d'une prime de 3,90 %. Sous réserve du consentement du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter, en tout ou en partie au pair, les actions privilégiées de série BU au cours de la période du 25 janvier 2029 au 24 février 2029 inclusivement, et au cours de la période du 24 janvier au 24 février inclusivement tous les cinq ans par la suite. Les actions comportent des clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) nécessaires à leur admissibilité à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III.

Le 24 avril 2024, nous avons émis des billets de capital à recours limité de série 4 (billets LRCN de série 4) d'un montant de 1 000 millions de dollars américains assortis d'un recours limité aux actifs (les actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (la fiducie à recours limité). Les actifs de la fiducie se composent d'actions privilégiées de premier rang de série BV (les actions privilégiées de série BV) d'un montant de 1 000 millions de dollars américains émises en même temps que les billets LRCN de série 4 à un prix de 1 000 \$ US par action privilégiée de série BV.

Le prix par billet LRCN de série 4 s'élève à 1 000 \$ US et les billets porteront intérêt au taux fixe de 7,5 % par année, versé trimestriellement, jusqu'au 2 mai 2029 et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis, majoré de 2,887 % jusqu'à l'échéance le 2 mai 2084. Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du prix du rachat en cas de rachat de billets LRCN de série 4, iii) le non-paiement du capital à l'échéance des billets LRCN de série 4 ou iv) un cas de défaut à l'égard de billets, les porteurs de billets n'auront de recours qu'à l'égard des actifs de la fiducie et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie épuîsera toutes nos obligations à l'égard des billets LRCN de série 4.

Les billets LRCN de série 4 sont rachetables à l'échéance ou avant, dans la mesure où nous rachetons des actions privilégiées de série BV à certaines dates de rachat, comme il est indiqué dans les modalités des actions privilégiées de série BV et sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF.

Note 11 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement (suite)

Les actions privilégiées de série BV et les billets LRCN de série 4 sont assortis de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, chaque billet LRCN de série 4 sera automatiquement racheté, et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie, lesquels se composeront d'actions ordinaires émises par suite d'une conversion automatique des actions privilégiées de série BV. Les modalités de chaque action privilégiée de série BV comprennent une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) le prix plancher de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) ou ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque action privilégiée de série BV sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées de série BV (y compris les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie revenant à ce porteur.

Les billets LRCN de série 4 sont des instruments qui contiennent une composante capitaux propres et une composante passif puisque les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sur les billets LRCN sont effectués à notre gré. Le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut et il déclenchera la livraison des actions privilégiées de série BV. La composante passif des billets a une valeur nominale et, par conséquent, la totalité du produit reçu a été présentée dans les capitaux propres.

Le 24 mai 2024, nous avons racheté la totalité de nos 20 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AZ émises et en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action.

Le 24 juillet 2024, nous avons émis, à l'intention de certains investisseurs institutionnels, 600 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BW au prix de 1 000 \$ l'action, pour un produit brut totalisant 600 millions de dollars. Pour la période initiale se terminant le 24 novembre 2029, exclusivement, les actions généreront, s'ils sont déclarés, des dividendes en trésorerie semestriels à un taux annuel de 6,698 %. Le taux de dividende sera rajusté tous les cinq ans à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré d'une prime de 3,40 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter, en tout ou en partie au pair, les actions privilégiées de série BW au cours de la période du 24 octobre 2029 au 24 novembre 2029, inclusivement, et au cours de la période du 24 octobre au 24 novembre, inclusivement, tous les cinq ans par la suite. Les actions comportent des clauses relatives aux FPUNV nécessaires à leur admissibilité à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III.

Le 24 août 2024, nous avons racheté la totalité de nos 20 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BB émises et en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action.

Débetures subordonnées

Le 2 avril 2024, nous avons émis 2 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débetures portent intérêt au taux fixe de 5,096 % par année jusqu'au 3 avril 2029, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,56 % jusqu'à l'échéance, le 3 avril 2034.

Le 25 juillet 2024, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de nos débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,740 % en cours échéant le 25 juillet 2029, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 29 juillet 2024, nous avons émis 1 250 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,829 % par année jusqu'au 8 août 2029, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,55 % jusqu'à l'échéance, le 8 août 2034.

Actions ordinaires émises

| (en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions) | Pour les trimestres clos | | | |
|--|--------------------------------|--------------|--------------------------------|---------------|
| | le 31 juillet 2024 | | le 31 juillet 2023 | |
| | Nombre d'actions (en milliers) | Montant | Nombre d'actions (en milliers) | Montant |
| Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽¹⁾ | 683 | 66 \$ | 174 | 16 \$ |
| Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes ⁽²⁾ | – | – | 5 355 | 670 |
| Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾ | (480) | (7) | – | – |
| | 203 | 59 \$ | 5 529 | 686 \$ |

| (en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions) | Pour les périodes de neuf mois closes | | | |
|---|---------------------------------------|-----------------|--------------------------------|-----------------|
| | le 31 juillet 2024 | | le 31 juillet 2023 | |
| | Nombre d'actions (en milliers) | Montant | Nombre d'actions (en milliers) | Montant |
| Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1) | 1 311 | 126 \$ | 678 | 61 \$ |
| Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (2) | 11 850 | 1 460 | 9 959 | 1 291 |
| Actions rachetées aux fins d'annulation (3) | (480) | (7) | – | – |
| | 12 681 | 1 579 \$ | 10 637 | 1 352 \$ |

- (1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (2) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes (RRD) sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2024, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'actions propres pendant les six premiers mois et d'achats d'actions sur le marché libre pendant les trois derniers mois. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2023, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'actions propres. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre pendant les trois premiers mois et au moyen d'actions propres pendant les six derniers mois.
- (3) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2024, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 73 millions de dollars (prix moyen de 152,66 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 7 millions (valeur comptable de 14,82 \$ l'action). Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation.

Note 12 Bénéfice par action

| (en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action) | Pour les trimestres clos | | Pour les périodes de neuf mois closes | |
|---|--------------------------|--|---------------------------------------|--|
| | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (retraité – note 2) | le 31 juillet 2024 | le 31 juillet 2023 (retraité – note 2) |
| Bénéfice de base par action | | | | |
| Bénéfice net | 4 486 \$ | 3 860 \$ | 12 018 \$ | 10 673 \$ |
| Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres | (106) | (58) | (231) | (169) |
| Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle | (3) | (2) | (7) | (5) |
| Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires | 4 377 \$ | 3 800 \$ | 11 780 \$ | 10 499 \$ |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers) | 1 414 194 | 1 393 515 | 1 411 044 | 1 388 217 |
| Bénéfice de base par action (en dollars) | 3,09 \$ | 2,73 \$ | 8,35 \$ | 7,56 \$ |
| Bénéfice dilué par action | | | | |
| Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires | 4 377 \$ | 3 800 \$ | 11 780 \$ | 10 499 \$ |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers) | 1 414 194 | 1 393 515 | 1 411 044 | 1 388 217 |
| Options sur actions (1) | 1 929 | 1 398 | 1 574 | 1 614 |
| Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions | 26 | 26 | 26 | 26 |
| Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers) | 1 416 149 | 1 394 939 | 1 412 644 | 1 389 857 |
| Bénéfice dilué par action (en dollars) | 3,09 \$ | 2,73 \$ | 8,34 \$ | 7,55 \$ |

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2024, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023, en moyenne 2 244 505 options en cours au prix d'exercice moyen de 130,78 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, en moyenne 917 036 options en cours au prix d'exercice moyen de 131,64 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 13 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et nous exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée, bien que nous estimions que le règlement ultime de ces questions n'aura pas d'incidence importante sur notre situation financière consolidée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023, rubrique mise à jour ci-dessous. Selon les faits connus à ce jour, sauf indication contraire, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Note 13 Actions en justice et questions de réglementation (suite)**Litiges relativement au taux interbancaire offert à Londres (LIBOR)**

Le 12 décembre 2023, l'entente de règlement réglant un des recours collectifs liés au LIBOR intentés pour le compte de certaines parties plaignantes ayant acheté des instruments fondés sur le LIBOR en dollars américains a reçu l'approbation définitive du tribunal. La Banque Royale du Canada demeure défenderesse dans d'autres recours collectifs liés au LIBOR.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 11 décembre 2023, le Department of Labor des États-Unis a publié une correction technique à l'exemption antérieure de un an pour rendre compte du fait que la décision attendue de la Cour d'appel française serait effectivement rendue par une cour d'appel, et non par un tribunal de district.

Le 5 mars 2024, la Cour d'appel a rendu un verdict de culpabilité (le verdict de culpabilité) contre Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited (RBC Bahamas) et d'autres parties. La Cour d'appel a ordonné à RBC Bahamas de payer une amende de 5 000 € relativement à ce verdict de culpabilité. De plus, la Cour d'appel a ordonné que certaines des parties déclarées coupables de complicité dans l'affaire, y compris RBC Bahamas, soient conjointement responsables de l'impôt sur les successions prétendument impayé, majoré des pénalités et des intérêts (le montant total sera établi dans le cadre de procédures distinctes devant les cours de l'impôt, auxquelles RBC Bahamas n'est pas partie). RBC Bahamas estime que ses actions ne sont pas allées à l'encontre du droit français et a porté le verdict de culpabilité en appel auprès de la Cour suprême française. En vertu du droit français, au moment du dépôt de l'appel par RBC, le verdict de culpabilité ainsi que ses effets (amende et responsabilité conjointe) ont été suspendus en attendant l'issue de l'appel.

Comme il a été mentionné précédemment, en 2016, la Banque Royale du Canada s'est vu accorder une exemption par le Department of Labor des États-Unis. Cette exemption lui permet, ainsi qu'à ses filiales actuelles et futures, de continuer de se prévaloir de l'exemption « Qualified Professional Asset Manager » (QPAM) en vertu de la loi intitulée *Employee Retirement Income Security Act*, et ce, malgré un possible verdict de culpabilité visant RBC Bahamas au tribunal français, pour une période temporaire de un an à compter de la date où RBC Bahamas serait reconnue coupable. Par suite du verdict de culpabilité, la période temporaire de un an a commencé le 5 mars 2024. La Banque Royale du Canada demande une dispense à plus long terme au ministère du Travail.

Requête sur la conservation des documents en lien avec les communications aux États-Unis

Le 14 août 2024, la Securities and Exchange Commission a annoncé le règlement de l'affaire concernant RBC Capital Markets, LLC, aux termes duquel RBC Capital Markets, LLC paiera une amende au civil de 45 millions de dollars américains.

Note 14 Résultats par secteur d'exploitation**Composition des secteurs d'exploitation**

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en quatre secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux.

| (en millions de dollars canadiens) | Pour le trimestre clos le 31 juillet 2024 | | | | | Total |
|--|--|---------------------------|---------------|-------------------------------|----------------------------------|-----------------|
| | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises (1) | Gestion de patrimoine (1) | Assurances | Marchés des Capitaux (1), (2) | Services de soutien généraux (2) | |
| Revenu net d'intérêt (3) | 5 052 \$ | 1 133 \$ | – \$ | 817 \$ | 325 \$ | 7 327 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 1 673 | 3 632 | 285 | 2 187 | (473) | 7 304 |
| Total des revenus | 6 725 | 4 765 | 285 | 3 004 | (148) | 14 631 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 607 | 16 | 1 | 38 | (3) | 659 |
| Frais autres que d'intérêt | 2 715 | 3 679 | 70 | 1 755 | 380 | 8 599 |
| Bénéfice (perte) avant impôt | 3 403 | 1 070 | 214 | 1 211 | (525) | 5 373 |
| Charge (économie) d'impôt | 913 | 208 | 44 | 39 | (317) | 887 |
| Bénéfice net | 2 490 \$ | 862 \$ | 170 \$ | 1 172 \$ | (208)\$ | 4 486 \$ |
| Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements | 325 \$ | 299 \$ | 3 \$ | 133 \$ | (1)\$ | 759 \$ |

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 (retraité – note 2)

| (en millions de dollars canadiens) | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | Gestion de patrimoine (4), (5) | Assurances | Marchés des Capitaux (2), (5) | Services de soutien généraux (2), (4) | Total |
|---|--|--------------------------------|---------------|-------------------------------|---------------------------------------|-----------------|
| Revenu net d'intérêt (3) | 4 062 \$ | 1 047 \$ | – \$ | 907 \$ | 270 \$ | 6 286 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 1 501 | 3 355 | 336 | 1 772 | (273) | 6 691 |
| Total des revenus | 5 563 | 4 402 | 336 | 2 679 | (3) | 12 977 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 305 | 102 | – | 209 | – | 616 |
| Frais autres que d'intérêt | 2 319 | 3 498 | 69 | 1 620 | 259 | 7 765 |
| Bénéfice (perte) avant impôt | 2 939 | 802 | 267 | 850 | (262) | 4 596 |
| Charge (économie) d'impôt | 805 | 139 | 52 | (99) | (161) | 736 |
| Bénéfice net | 2 134 \$ | 663 \$ | 215 \$ | 949 \$ | (101)\$ | 3 860 \$ |
| Les frais autres que d'intérêt comprennent : | | | | | | |
| Amortissements | 240 \$ | 312 \$ | 15 \$ | 126 \$ | – \$ | 693 \$ |

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024

| (en millions de dollars canadiens) | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises (1) | Gestion de patrimoine (1) | Assurances | Marchés des Capitaux (1), (2) | Services de soutien généraux (2) | Total |
|---|--|---------------------------|---------------|-------------------------------|----------------------------------|------------------|
| Revenu net d'intérêt (3) | 13 668 \$ | 3 419 \$ | – \$ | 2 242 \$ | 953 \$ | 20 282 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 4 841 | 10 501 | 946 | 6 867 | (1 167) | 21 988 |
| Total des revenus | 18 509 | 13 920 | 946 | 9 109 | (214) | 42 270 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 1 995 | 54 | 2 | 342 | (1) | 2 392 |
| Frais autres que d'intérêt | 7 482 | 11 100 | 210 | 5 119 | 1 320 | 25 231 |
| Bénéfice (perte) avant impôt | 9 032 | 2 766 | 734 | 3 648 | (1 533) | 14 647 |
| Charge (économie) d'impôt | 2 430 | 529 | 167 | 60 | (557) | 2 629 |
| Bénéfice net | 6 602 \$ | 2 237 \$ | 567 \$ | 3 588 \$ | (976)\$ | 12 018 \$ |
| Les frais autres que d'intérêt comprennent : | | | | | | |
| Amortissements | 840 \$ | 919 \$ | 6 \$ | 387 \$ | (10)\$ | 2 142 \$ |

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023 (retraité – note 2)

| (en millions de dollars canadiens) | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | Gestion de patrimoine (4), (5) | Assurances | Marchés des Capitaux (2), (5) | Services de soutien généraux (2), (4) | Total |
|---|--|--------------------------------|---------------|-------------------------------|---------------------------------------|------------------|
| Revenu net d'intérêt (3) | 11 886 \$ | 3 352 \$ | – \$ | 2 650 \$ | 699 \$ | 18 587 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 4 516 | 10 004 | 762 | 5 837 | (927) | 20 192 |
| Total des revenus | 16 402 | 13 356 | 762 | 8 487 | (228) | 38 779 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | 1 128 | 196 | – | 424 | – | 1 748 |
| Frais autres que d'intérêt | 6 805 | 10 379 | 204 | 4 831 | 535 | 22 754 |
| Bénéfice (perte) avant impôt | 8 469 | 2 781 | 558 | 3 232 | (763) | 14 277 |
| Charge (économie) d'impôt | 2 294 | 569 | 106 | 80 | 555 | 3 604 |
| Bénéfice net | 6 175 \$ | 2 212 \$ | 452 \$ | 3 152 \$ | (1 318)\$ | 10 673 \$ |
| Les frais autres que d'intérêt comprennent : | | | | | | |
| Amortissements | 721 \$ | 925 \$ | 39 \$ | 381 \$ | – \$ | 2 066 \$ |

(1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Pour plus de détails, se reporter à la note 6.

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

(3) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(4) Les montants du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(5) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2023, nous avons déplacé les activités de prêt des Services aux investisseurs de notre secteur Gestion de patrimoine à notre secteur Marchés des Capitaux. Par conséquent, les résultats correspondants du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Note 14 Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation**

| (en millions de dollars canadiens) | Au 31 juillet 2024 | | | | | Total |
|------------------------------------|--|---------------------------|------------|--------------------------|------------------------------|--------------|
| | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises (1) | Gestion de patrimoine (1) | Assurances | Marchés des Capitaux (1) | Services de soutien généraux | |
| Total de l'actif | 736 538 \$ | 177 293 \$ | 27 501 \$ | 1 045 826 \$ | 88 949 \$ | 2 076 107 \$ |
| Total du passif | 736 467 | 175 910 | 27 463 | 1 045 630 | (33 855) | 1 951 615 |

| (en millions de dollars canadiens) | Au 31 octobre 2023 (retraité – note 2) | | | | | Total |
|------------------------------------|--|-----------------------|------------|----------------------|------------------------------|--------------|
| | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | Gestion de patrimoine | Assurances | Marchés des Capitaux | Services de soutien généraux | |
| Total de l'actif | 636 046 \$ | 179 227 \$ | 24 130 \$ | 1 100 172 \$ | 66 956 \$ | 2 006 531 \$ |
| Total du passif | 635 952 | 177 389 | 24 895 | 1 099 893 | (46 745) | 1 891 384 |

(1) Comprend l'incidence de la transaction visant HSBC Canada. Pour plus de détails, se reporter à la note 6.

Note 15 Gestion des fonds propres**Fonds propres réglementaires et ratios**

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC applicables à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au troisième trimestre de 2024, nous nous sommes conformés à toutes les exigences applicables de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire) | Aux | |
|--|-----------------|-----------------|
| | 31 juillet 2024 | 31 octobre 2023 |
| Fonds propres (1), (2) | | |
| Fonds propres CET1 | 86 230 \$ | 86 611 \$ |
| Fonds propres de première catégorie | 95 724 | 93 904 |
| Total des fonds propres | 108 079 | 104 952 |
| Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1), (2) | | |
| Risque de crédit | 540 482 \$ | 475 842 \$ |
| Risque de marché | 32 920 | 40 498 |
| Risque opérationnel | 87 775 | 79 883 |
| Total de l'actif pondéré en fonction des risques | 661 177 \$ | 596 223 \$ |
| Ratios de fonds propres et ratio de levier (1), (2) | | |
| Ratio CET1 | 13,0 % | 14,5 % |
| Ratio de fonds propres de première catégorie | 14,5 % | 15,7 % |
| Ratio du total des fonds propres | 16,3 % | 17,6 % |
| Ratio de levier | 4,2 % | 4,3 % |
| Exposition du ratio de levier | 2 271 007 \$ | 2 179 590 \$ |
| TLAC disponible et ratios (1), (3) | | |
| TLAC disponible | 187 656 \$ | 184 916 \$ |
| Ratio TLAC | 28,4 % | 31,0 % |
| Ratio de levier TLAC | 8,3 % | 8,5 % |

- (1) Comme le BSIF n'exige pas le retraitement des chiffres des périodes précédentes, l'adoption d'IFRS 17 n'a eu aucune incidence sur les fonds propres réglementaires, l'actif pondéré en fonction des risques, les ratios de fonds propres, le ratio de levier, la TLAC disponible et les ratios TLAC pour les périodes antérieures au 1^{er} novembre 2023.
- (2) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. La période close le 31 octobre 2023 reflète notre adoption des lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et le ratio de levier qui sont entrées en vigueur au deuxième trimestre de 2023, et mises à jour le 20 octobre 2023, dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III par le BSIF. La période close le 31 juillet 2024 reflète également l'adoption des cadres révisés de rajustement de la valeur de crédit et du risque de marché, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} novembre 2023.
- (3) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :

P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue,
North Tower, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télocopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Site Web : computershare.com/rbc
Courriel :
service@computershare.com

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
150 Royall Street, bureau 101
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les
actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto
(TSX)
États-Unis – New York Stock
Exchange (NYSE)

Les actions privilégiées de
séries BD, BF, BH, BI et BO
sont inscrites à la TSX.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu
au Canada, l'action ordinaire de
la Banque Royale du Canada
s'établissait à 29,52 \$ par action
au jour d'évaluation
(le 22 décembre 1971). Ce prix
correspond à 7,38 \$ par action,
après ajustement pour tenir
compte des deux divisions
d'actions à raison de deux actions
pour une de mars 1981 et de
février 1990. Le dividende en
actions de une action pour une,
versé en octobre 2000 et en
avril 2006, n'a eu aucune
incidence sur le prix du jour
d'évaluation de nos actions
ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs
aux dividendes, aux changements
au registre des actionnaires ou
aux changements d'adresse, à la
perte de certificats d'actions, aux
formulaires d'impôts, aux
transferts de succession, aux
inscriptions directes et au
réinvestissement de dividendes,
les actionnaires sont priés de
communiquer avec :
Société de fiducie Computershare
du Canada
100 University Avenue,
North Tower, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télocopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements
financiers, veuillez communiquer
avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Courriel : invesrel@rbc.com
ou visitez notre site Web
au rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert
électronique de fonds, les
actionnaires du Canada et des
États-Unis peuvent faire déposer
directement dans leur compte
bancaire les dividendes sur leurs
actions ordinaires, il leur suffit
d'en faire la demande à notre
agent des transferts et agent
comptable des registres, la
Société de fiducie
Computershare du Canada.

Les actionnaires internationaux
(autres que les porteurs des
États-Unis ou du Canada)
peuvent être en mesure de
recevoir leurs dividendes et/ou
leurs distributions dans la
monnaie de leur choix.
Computershare offre un service
de change international qui
permet aux actionnaires
internationaux de RBC de
recevoir leurs paiements de
dividendes et/ou de distributions
dans la devise de leur choix.
Veuillez consulter le site
investorcentre.com/rbc.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux
fins de la *Loi de l'impôt sur le
revenu* (Canada) et dans toute
légalisation fiscale provinciale ou
territoriale applicable, tous les
dividendes (ainsi que les
dividendes réputés) que verse
RBC à des résidents du Canada
sur ses actions ordinaires et
privilégiées sont désignés
comme des « dividendes
admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2024

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

| | Dates de clôture des registres | Dates de paiement |
|---|--|--|
| Actions ordinaires et privilégiées de séries BD, BF, BH, BI et BO | 25 janvier 25 avril 25 juillet 24 octobre | 23 février 24 mai 23 août 22 novembre |
| Actions privilégiées de série BT | 16 février 16 août | 23 février 23 août |
| Actions privilégiées de série BU | 16 août | 23 août |
| Actions privilégiées de série BW | 15 novembre | 22 novembre |

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de
RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en
matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les
entreprises nationales américaines en vertu des conditions
d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site
Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités qui
nous permet de racheter, aux
fins d'annulation, jusqu'à
30 millions de nos actions
ordinaires au cours de la
période allant du 12 juin 2024
au 11 juin 2025, à l'expiration de
l'offre, ou avant, étant donné
que nous sommes autorisés à
effectuer les achats en vertu
de notre avis d'intention
déposé à la Bourse de Toronto.

Nous déterminons le montant
et le calendrier des rachats
dans le cadre d'une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités
après consultation du Bureau
du surintendant des
institutions financières du
Canada. Pour plus de détails,
se reporter à la rubrique
Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans
frais un exemplaire de notre
avis d'intention de déposer
une offre publique de rachat
dans le cours normal des
activités en communiquant
avec le secrétaire de la
Banque, à notre adresse
postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2024

Premier trimestre 28 février
Deuxième trimestre 30 mai
Troisième trimestre 28 août
Quatrième trimestre 4 décembre

Assemblée annuelle de 2025

L'assemblée annuelle des
actionnaires ordinaires se
tiendra le jeudi 10 avril 2025.